



Conférence de presse annuelle 2009

## Communiqué de presse

La banque des projets européens

Bruxelles, le 9 mars 2009

**Embargo: 9 mars – 11h00**

### **Hausse de 42 % des prêts de la BEI en faveur des petites entreprises en 2008**

En 2008, la Banque européenne d'investissement a augmenté de plus de 42 % ses prêts en faveur des petites et moyennes entreprises (PME), affichant ainsi clairement son engagement à fournir rapidement des moyens supplémentaires à l'économie européenne pour faire face à la crise actuelle.

L'an dernier, le montant total des prêts octroyés par la BEI a progressé de 21 % pour atteindre 57 milliards d'EUR, contre 48 milliards d'EUR en 2007. Les signatures de prêts ont enregistré une forte augmentation vers la fin de l'exercice, ce qui témoigne de la célérité avec laquelle la BEI a réagi pour aider, comme le lui demandaient les États membres de l'Union européenne, à jeter les bases de la reprise économique. Cela s'est rapidement traduit par un accroissement des décaissements, qui se sont établis à 48,6 milliards d'EUR, en hausse de 12 %.

Entre octobre 2008 et la fin février 2009, les signatures dans l'ensemble des 27 États membres de l'UE se sont élevées à 31,3 milliards d'EUR, ce qui représente une progression de 38 % par rapport à la même période en 2007-2008.

En septembre dernier, la BEI s'est engagée à renforcer ses financements en faveur des PME pour aider les petites entreprises à surmonter la tourmente financière et économique. C'est ainsi que ses prêts aux PME ont atteint 8,1 milliards d'EUR l'an dernier – les prêts octroyés au cours du dernier trimestre représentant à eux seuls plus de la moitié de ce montant – contre 5,7 milliards d'EUR en 2007. Parallèlement, la Banque a également révisé son processus d'octroi de prêts pour le rendre plus simple, plus souple et plus transparent.

Dans le même temps, le Fonds européen d'investissement, qui est le bras financier du groupe BEI spécialisé dans les petites entreprises, a fourni 2 milliards d'EUR de garanties aux banques commerciales pour leurs prêts aux PME et a investi plus de 400 millions d'EUR dans des fonds de capital-risque.

Cette vitesse de réaction est de bon augure pour les mesures plus larges annoncées par le groupe BEI en décembre dernier<sup>1</sup> dans le cadre du Plan européen de relance économique, lequel est axé sur trois domaines essentiels d'intervention : les PME, les changements climatiques (y compris la production de voitures « propres » et la recherche-développement y afférente) et l'investissement dans les régions moins favorisées de l'UE, dites « régions de la convergence ».

*« Le fait que la BEI réagisse rapidement face à la crise sans renoncer à sa prudence financière montre que nous n'avons pas promis l'impossible et que nous obtenons de bons résultats dans l'environnement difficile actuel », a déclaré Philippe Maystadt, le président de la BEI.*

*« Nous ne pouvons certes pas faire de miracles à nous seuls, mais la BEI est au service de l'Europe et nous continuerons à agir énergiquement et activement pour stimuler la reprise économique. »*

En 2008, les projets destinés à protéger l'environnement et à appuyer le développement de communautés durables ont bénéficié de quelque 19 milliards d'EUR de prêts, ce qui témoigne de la grande importance que la BEI attache à ces domaines d'intervention. Les prêts en faveur d'un approvisionnement énergétique sûr, compétitif et durable dans les pays de l'UE et les pays en voie d'adhésion ont atteint près de 8,9 milliards d'EUR, dont un quart pour des projets portant sur des énergies renouvelables.

Les prêts octroyés au titre de l'objectif « économie de la connaissance » de la BEI, qui inclut les financements en faveur de la recherche-développement et de l'innovation, ont augmenté pour atteindre

<sup>1</sup> Pour plus de détails concernant ce train de mesures, prière de consulter la page suivante : <http://www.eib.org/about/press/2008/2008-159-eib-directors-approve-anti-crisis-measures-for-2009-2010.htm>

12,4 milliards d'EUR, tout comme ceux destinés aux réseaux transeuropéens de transport et d'énergie qui ont progressé d'un tiers, à 12,6 milliards d'EUR, dont près de 10 milliards d'EUR pour des liaisons de transport plus efficaces.

Un tiers du montant total des prêts destinés à des projets situés dans l'Union européenne a bénéficié aux régions de la convergence.

Comme toujours, la part du lion des prêts de la BEI est allée, en 2008, aux pays de l'UE, avec plus de 86 % du volume total des opérations. La BEI a par ailleurs continué à honorer ses mandats de prêt à l'extérieur de l'UE, notamment dans les pays en voie d'adhésion, dans les ceux de la Méditerranée et dans les pays du voisinage oriental de l'Europe, mais aussi dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et dans ceux d'Amérique latine et d'Asie.

Dans toutes ses opérations de prêt, la BEI a travaillé à la rationalisation de ses procédures afin d'accélérer l'octroi de ses financements tout en veillant à ne pas compromettre la qualité financière, technique et environnementale des projets.

### **La solidité financière de la BEI**

Pour faire face à l'augmentation de ses opérations de prêt, la BEI a sensiblement accru le volume de ses émissions obligataires, qui a atteint l'an dernier 59 milliards d'EUR, contre 55 milliards d'EUR en 2007. En règle générale, ces émissions ont été lancées à des conditions très favorables, grâce à la note de crédit AAA de la BEI, même si leur coût a augmenté vers la fin de l'exercice, parallèlement au durcissement de la situation des marchés.

Au cours des deux premiers mois de 2009, le volume des ressources collectées a déjà atteint 24,1 milliards d'EUR, soit plus du tiers du programme d'emprunt de la Banque fixé pour l'année en cours.

Grâce à son efficacité et à la prudence de sa gestion financière, la BEI a enregistré en 2008 une légère hausse de son excédent (ou bénéfice net) – non audité et donc provisoire –, qui a atteint 1,65 milliard d'EUR, contre 1,63 milliard d'EUR en 2007.

Cet excédent s'inscrit dans le droit fil d'une hausse modeste, mais constante, enregistrée ces dernières années et permet à la BEI de préparer sa croissance à venir. L'augmentation de capital de 67 milliards d'EUR qui est prévue pour le mois prochain et qui est actuellement soumise à l'approbation en bonne et due forme du Conseil des gouverneurs de la BEI, s'effectuera au moyen des réserves que la Banque a elle-même constituées, sans qu'il soit fait appel à des ressources supplémentaires des États membres.

Le ratio d'adéquation du capital de la BEI s'élève à 35,5 %, une preuve de la santé financière de la Banque au moment où elle est appelée à accroître nettement ses financements de projets. Le département « Gestion des risques » de la BEI suit l'évolution des deux portefeuilles – emprunts et prêts – avec grande attention.

---

### **Note aux responsables de publication**

Créée en 1958 par le traité de Rome en tant qu'institution de financement à long terme de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI) a pour mission de contribuer à l'intégration, au développement équilibré et à la cohésion économique et sociale des États membres de l'UE. La BEI emprunte d'importants volumes de fonds sur les marchés des capitaux et les rétrocède à des conditions favorables en faveur de projets aidant à la réalisation des objectifs de l'UE. Elle adapte en permanence son activité à l'évolution des politiques européennes.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les fiches thématiques sur la page Web :

<http://www.bei.org/about/events/annual-press-conference-2009.htm>

#### **Contacts pour la presse :**

- **Rainer Schlitt**, mobile: (+352) 621 36 25 09; mél: [r.schlitt@bei.org](mailto:r.schlitt@bei.org).
- **Sabine Parris**, mobile: (+352) 621 45 91 59; mél: [s.parris@bei.org](mailto:s.parris@bei.org).
- **Bureau de presse**, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org), tél. : (+352) 43 79 - 21000; fax : (+352) 43 79 - 61000

#### **Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



## Fiches thématiques 2009

1	Les mesures anticrise de la BEI
2	Pour plus de convergence et de cohésion économique et sociale
3	L'économie de la connaissance en point de mire
4	La politique de la BEI en matière de transport et les réseaux transeuropéens (RTE) de transport
5	2008 : face à la crise, le groupe BEI a déployé des moyens exceptionnels en faveur des PME européennes
6	Viabilité environnementale
7	Appui de la BEI aux objectifs de l'UE en matière d'énergie
8	Pays candidats et candidats potentiels
9	Russie, pays voisins de l'Est et Asie centrale
10	La FEMIP au rendez-vous de 2008, l'année de l'Union pour la Méditerranée
11	Les pays partenaires de la zone ACP et des PTOM et l'Afrique du Sud
12	Pays partenaires d'Amérique latine et d'Asie (ALA)
13	L'activité d'emprunt de la BEI en 2008
14	Transparence, information du public et relations avec la société civile
15	L'activité du Fonds européen d'investissement
16	Liste des financements 2008

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000





## Les mesures anticrise de la BEI

Suite à la détérioration brutale des conditions prévalant sur les marchés financiers et à l'extension de la crise économique en 2008, la Banque européenne d'investissement a mis au point des programmes et des outils pour faire face à cette conjoncture difficile et apporter sa contribution au soutien de l'économie européenne, et elle continue d'ajuster et d'adapter ses mesures en fonction des besoins et des ressources.

En 2008 déjà, la BEI a augmenté le volume total de ses prêts pour le porter à 57,625 milliards d'EUR, contre 47,820 milliards d'EUR l'année précédente. L'accroissement des signatures de prêt s'est rapidement traduit par une hausse des décaissements, qui sont passés de 43,20 milliards d'EUR en 2007 à 48,614 milliards d'EUR en 2008, ce qui représente une augmentation de 12 %. Les signatures dans les 27 États membres de l'UE pour la période allant d'octobre 2008 à la mi-février 2009 se sont établies à 30,3 milliards d'EUR, alors qu'elles étaient de 20,2 milliards d'EUR pour la même période un an plus tôt, ce qui correspond à une augmentation d'environ 50 %. Si l'on examine l'évolution des décaissements dans les 27 États membres de l'UE sur la même période, on observe qu'ils sont passés de 16,8 milliards d'EUR à 21,6 milliards d'EUR, soit une progression de quelque 28 %.

Tant en 2009 qu'en 2010, la BEI augmentera son volume total de prêts de quelque 30 % (15 milliards d'EUR) par rapport aux années précédentes. Cet appui supplémentaire s'inscrit dans le cadre d'un train plus large de mesures de soutien qui a été annoncé en décembre dans le cadre du Plan d'activité de la BEI pour 2009-2011. Cet ensemble de mesures vise à soutenir, outre les PME et les entreprises de taille intermédiaire, les investissements dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de la lutte contre le changement climatique, des transports propres et de la convergence.

**1. PME et entreprises de taille intermédiaire :** dans un premier temps, suite à la demande formulée par les ministres des finances de l'Union européenne en septembre 2008, la BEI s'est engagée à renforcer considérablement son soutien en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). Ainsi, le montant annuel de 5 milliards d'EUR prévu au départ pour les prêts à l'appui des PME a été porté à 7,5 milliards d'EUR par an sur la période de 4 ans comprise entre 2008 et 2011.

Dès 2008, la BEI a dépassé cet objectif puisque les signatures de prêts pour les PME se sont établies à 8,1 milliards d'EUR (contre 5,7 milliards d'EUR en 2007), un chiffre supérieur de quelque 16 % à celui qu'elle s'était elle-même fixé pour 2008 (les signatures se sont réparties comme suit : 2,476 milliards d'EUR en Italie, 1,46 milliard d'EUR en France, 1,40 milliard d'EUR en Espagne, 859,56 millions d'EUR au Royaume-Uni, 610 millions d'EUR en Allemagne, 411,6 millions d'EUR au Portugal, 260 millions d'EUR en République tchèque, 138 millions d'EUR en République slovaque, 125 millions d'EUR en Bulgarie, 116,5 millions d'EUR en Hongrie, 92,5 millions d'EUR en Grèce, 50 millions d'EUR en Finlande, 47,5 millions d'EUR en Autriche, 35 millions d'EUR en Roumanie, 29,45 millions d'EUR en Pologne et 25 millions d'EUR en Slovénie).

Des décaissements sont déjà en cours pour plus la moitié de ces prêts. Depuis le début de cette année, la BEI a déjà signé des prêts à l'appui de projets de PME à hauteur de 775 millions d'EUR (352 millions d'EUR en Hongrie, 205 millions d'EUR en Allemagne, 180 millions d'EUR en Espagne, 30 millions d'EUR en Italie et 8,4 millions d'EUR au Portugal). Par ailleurs, 1,9 milliard d'EUR de prêts ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Une nouvelle gamme de produits permettant le partage des risques avec les banques sera mise au point et une formule similaire et complémentaire assortie d'une enveloppe d'1 milliard d'EUR supplémentaires par an en faveur des entreprises de taille intermédiaire est en cours d'élaboration.

**2. Énergie, changements climatiques, infrastructures, transports propres :** dans le cadre du dispositif « énergie et climat », ce sont 6 milliards d'EUR supplémentaires par an qui seront alloués, dont 2 milliards d'EUR supplémentaires par an au titre d'un mécanisme pour des transports propres destiné à la

construction automobile et à d'autres industries du secteur des transports, à leurs équipementiers de première monte et aux autres fournisseurs de pièces. Cet instrument cible une réduction importante des émissions de CO<sub>2</sub> par le biais d'investissements dans la recherche-développement et l'innovation, ainsi que dans des immobilisations corporelles telles que les infrastructures et les usines de production connexes.

En décembre 2008 déjà, la BEI a signé en faveur d'un constructeur automobile italien, Piaggio, un prêt de 150 millions d'EUR, qui a été suivi, en janvier 2009, d'un concours à un constructeur automobile allemand, Volkswagen. D'autres financements visant à soutenir les transports propres devraient être approuvés très prochainement.

**3. Prêts au titre de la convergence** : la Banque va allouer 2,5 milliards d'EUR supplémentaires par an pour ses prêts au titre de la convergence en faveur des régions les plus pauvres. En 2008, le montant total des prêts à l'appui de la politique de convergence dans 23 États membres de l'UE s'est élevé à 21 milliards d'EUR, contre 15,6 milliards d'EUR en 2007. À la mi-février 2009, le montant des signatures de la BEI avait déjà atteint 1,64 milliard d'EUR.

La Banque prévoit d'avancer l'augmentation de capital qui était initialement programmée pour 2010. Son capital souscrit sera porté à 232 milliards d'EUR, ce qui représente un accroissement de quelque 67 milliards d'EUR. Selon la pratique habituelle, le capital versé se montera à 5 % du capital souscrit. L'augmentation du capital versé sera réalisée par un prélèvement sur la réserve supplémentaire de la BEI, ce qui signifie qu'aucune charge ne pèsera sur le budget des États membres suite à cette mesure. L'augmentation du capital permettra à la Banque d'accroître son volume de prêts au-delà de 2010.

La demande de prêts de la BEI, qui émane d'un large éventail d'emprunteurs potentiels, reste extrêmement forte. Pour faire face à cette activité de prêt, la BEI a déjà pu collecter, en deux mois jusqu'à la fin février 2009, 24,1 milliards d'EUR sur les marchés des capitaux, répondant à l'intérêt des investisseurs pour ses obligations notées AAA, qui ne s'est pas démenti en dépit de conditions de marché difficiles.

### Réaction du groupe BEI à l'évolution récente de la situation économique dans l'Union européenne

(montants en milliards d'EUR)		Soutien annuel du groupe BEI			Soutien du groupe BEI sur la période couverte		
	Période couverte	Déjà prévu	Supplémentaire	Total	Déjà prévu	Supplémentaire	Total
PME	2008-2011	5,0	2,5	7,5	20,0	10,0	30,0
Entreprises de taille intermédiaire	2009-2010	-	1,0	1,0	-	2,0	2,0
Énergie, changements climatiques et infrastructures	2009-2010	12,4	4,0	16,4	24,8	8,0	32,8
Transports propres	2009-2010	2,0	2,0	4,0	4,0	4,0	8,0
Convergence	2009-2010	17,0	2,5	19,5	34,0	5,0	39,0
Réserve de flexibilité	2009-2010	-	3,0	3,0	-	6,0	6,0
<b>Total</b>			<b>15,0</b>			<b>35,0</b>	

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

#### Contacts pour la presse :

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

#### Questions générales :

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000





## **Pour plus de convergence et de cohésion économique et sociale**

Depuis sa création, la Banque européenne d'investissement (BEI) a toujours consacré la très vaste majorité de ses financements annuels aux investissements qui renforcent le tissu économique de l'Union européenne et favorisent le développement des régions les moins avancées. Traditionnellement, les deux tiers environ des prêts qu'elle accorde annuellement profitent aux régions les plus pauvres de l'Union. Toutefois, depuis l'entrée en vigueur de la politique de cohésion de l'UE renouvelée pour 2007-2013, les prêts octroyés par la BEI au titre de l'objectif de convergence – stimuler la croissance pour aboutir à la convergence des régions les plus pauvres – ciblent un plus petit nombre de régions. Les financements à l'appui de l'objectif de convergence ont totalisé 21 milliards d'EUR en 2008, soit 36 % du total annuel des prêts de la BEI. En dehors des régions de la convergence, la nouvelle politique régionale promeut les objectifs de compétitivité et d'emploi, que la BEI soutient essentiellement en renforçant l'économie de la connaissance, les réseaux transeuropéens, les petites et moyennes entreprises et la viabilité environnementale.

Au total, ce sont 113 régions et leurs 190 millions d'habitants qui bénéficient des prêts de la BEI à l'appui de la convergence dans l'UE à 27. Ces mêmes régions sont également les premières bénéficiaires de l'aide des Fonds structurels et du Fonds de cohésion. Entre 2007 et 2013, une enveloppe de 347 milliards d'EUR sera allouée à la réalisation des objectifs de la politique de l'UE en matière de convergence et de compétitivité régionale sous la forme d'aides non remboursables au titre des Fonds structurels, ce qui représente près de 35 % du budget global de l'Union. Pour la première fois, cette enveloppe de financement est supérieure aux sommes affectées à la politique agricole commune. La BEI apportera pour sa part un soutien supplémentaire destiné à renforcer les synergies : 40 % du volume total annuel de ses prêts devraient, en effet, aller aux régions de la convergence dans les années à venir. L'objectif de convergence demeurera donc l'une des priorités essentielles de la Banque. Il le restera d'autant plus que la BEI envisage, dans le cadre du train de mesures qu'elle met en place pour lutter contre la crise économique et financière, de soutenir certains États membres que la crise financière a frappés avec une intensité particulière, en allouant 2,5 milliards d'EUR supplémentaires en 2009 et 2010 pour ses prêts au titre de la convergence en faveur des régions les plus pauvres.

En outre, la BEI et la Commission européenne s'attachent à combiner le plus efficacement possible les prêts de la Banque et les aides non remboursables des Fonds structurels, en coopérant dans le cadre de programmes sectoriels qui offrent également une assistance technique. Il existe quatre initiatives de ce type, les « 4 J », qui trouvent leur origine dans les partenariats établis entre la Commission européenne, le groupe BEI et d'autres institutions financières internationales. Ces quatre initiatives sont les suivantes :

- **JASPERS** – *Joint Assistance to support Projects in European Regions* – Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes (BEI, Commission européenne, Banque européenne pour la reconstruction et le développement et groupe bancaire de la KfW) ;
- **JESSICA** – *Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas* – Soutien européen conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines (BEI, Commission européenne, Banque de développement du Conseil de l'Europe) ;
- **JEREMIE** – *Joint European Resources for Micro to Medium Enterprises* – Ressources européennes conjointes pour les PME et les microentreprises (FEI, Commission européenne) ;
- **JASMINE** – *Joint Action to Support Micro-Finance Institutions in Europe* – Action conjointe à l'appui des institutions de microfinance en Europe (FEI, Commission européenne).

### **Faits marquants de l'année 2008**

Le montant total des prêts à l'appui de la politique de convergence, qui s'est élevé à 21 milliards d'EUR en 2008, remplit l'objectif fixé pour l'année considérée et représente une augmentation de 34 % comparé aux 15,6 milliards d'EUR prêtés en 2007. En 2008, les nouveaux États membres ont reçu au total 7,8 milliards d'EUR pour des projets renforçant la convergence (contre 6,3 milliards d'EUR en 2007), soit 38 % de l'ensemble des interventions en faveur de la convergence. Par habitant, les nouveaux États membres dans leur ensemble arrivent en tête du classement des pays bénéficiaires de financements au titre de la politique

de convergence. Avec 5 milliards d'EUR, l'Espagne est la première bénéficiaire en valeur absolue, suivie de la Pologne avec 2,7 milliards d'EUR. En volume de prêt par habitant, Malte et la Lettonie se classent aux premier et deuxième rangs respectivement.

Projets clés mis en œuvre dans les cinq principaux pays bénéficiaires au titre des objectifs de cohésion économique et sociale et de convergence (Espagne : 24 %, Pologne : 13 %, Italie : 12 %, Portugal : 9 %, Allemagne : 9 %) :

- **Espagne** : un projet de modernisation d'établissements d'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans la région de Valence a bénéficié d'un prêt de 168 millions d'EUR. Par ailleurs, 271 millions d'EUR ont été alloués à la production d'énergie solaire, éolienne et photovoltaïque dans différentes régions du pays. Les projets relatifs aux infrastructures de communication ont également joué un rôle important.
- **Pologne** : une intervention de 400 millions d'EUR contribuera à la modernisation de la ligne de chemin de fer qui relie Varsovie à Gdynia en passant par Gdansk, le plus grand port du pays, le long d'un axe de transport transeuropéen prioritaire. Outre la BEI (575 millions d'EUR), la Société suédoise du crédit à l'exportation et la Banque nordique d'investissement ont participé au cofinancement de la construction du second tronçon de l'autoroute A1 qui fait partie du corridor transeuropéen prioritaire de transport reliant le nord de la Pologne (Gdansk) à la capitale autrichienne, Vienne, en passant par la République tchèque et la Slovaquie. Des investissements de recherche réalisés par des instituts scientifiques publics et universitaires ont été appuyés par un prêt de 600 millions d'EUR.
- **Italie** : le secteur de la téléphonie fixe et celui de la téléphonie mobile à large bande ont reçu un soutien de 126 millions d'EUR. Un prêt de 400 millions d'EUR a été accordé pour appuyer les projets inscrits au programme opérationnel de la région de Calabre, en complément des aides issues des Fonds structurels (Fonds européen de développement régional et Fonds social européen) pour la période 2007-2013. En Campanie, les secteurs de l'environnement, du tourisme, des transports et de la rénovation urbaine ont bénéficié d'1 milliard d'EUR.
- **Portugal** : le projet autoroutier Douro Litoral réalisé en partenariat public-privé, dans l'agglomération de Porto, a reçu un financement de 350 millions d'EUR. Le réseau de métro desservant la ville de Porto a bénéficié d'un prêt de 60 millions d'EUR. Une enveloppe totale de 70 millions d'EUR a été allouée à la production d'énergie éolienne.
- **Allemagne** : 400 millions d'EUR ont été prêtés à l'appui du projet d'agrandissement de l'aéroport de Berlin-Brandebourg. Des activités de recherche ont été financées à hauteur de 300 millions d'EUR dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale. À Iéna, dans le Land de Thuringe, 200 millions d'EUR ont été accordés à des sites de production de tranches de silicium polycristallin qui serviront de matériaux de base à des modules et cellules photovoltaïques.

### Convergence : quelques projets exemplaires

- **Lettonie** : étant donné l'importance que les dirigeants européens attachent, dans le contexte des mesures de lutte contre la crise, à l'activité de prêt de la BEI à l'appui de projets d'infrastructure essentiels, un prêt de 500 millions d'EUR a été accordé à la Lettonie pour cofinancer des investissements prioritaires bénéficiant de fonds de l'UE sur la période 2007-2013. Ce prêt vise à renforcer la compétitivité de l'économie lettone et à accroître l'efficacité des aides non remboursables versées à la Lettonie par l'UE. Le projet tire parti de l'excellente coopération instaurée avec les pouvoirs publics lettons et profite des efforts conjoints déployés avec la Commission européenne pour soutenir un grand nombre de projets qui, en raison de leur dimension relativement modeste, pourraient ne pas accéder directement à un financement de la BEI. Cette collaboration tripartite, dont le but est d'optimiser l'efficacité et l'impact des bailleurs de fonds, cible les domaines suivants : infrastructures sociales et économiques, éducation, formation, promotion de l'esprit d'entreprise, transports, environnement et énergie.
- **Roumanie** : la Banque a prêté 1 milliard d'EUR pour cofinancer la contribution du pays aux mesures et investissements prioritaires mis en œuvre à l'aide des Fonds structurels de l'UE pendant la période 2007-2013. Qui plus est, ce prêt peut servir à financer des projets prioritaires qui ne bénéficient pas d'aides non remboursables de l'UE. Ces projets prioritaires concernent



particulièrement les infrastructures de transport, l'environnement, notamment la protection des réserves naturelles, l'énergie, la gestion de l'eau et le traitement des eaux usées. La BEI prévoit d'apporter une assistance technique pour la gestion et la réalisation des différents projets, ce qui complètera le travail de préparation des projets effectué en amont par l'équipe JASPERS. L'opération se distingue en outre par la possibilité d'un décaissement initial de 250 millions d'EUR en vue d'accélérer la réalisation des projets retenus.

### **Soutien spécifique à la préparation des projets dans les 12 nouveaux États membres de l'UE en 2008**

**JASPERS** (*Joint Assistance to support Projects in European Regions* – Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes) : en 2008, le partenariat JASPERS a réalisé 82 projets et apporté une assistance active à un total de quelque 280 projets qui, s'ils sont approuvés par la Commission européenne, absorberont des investissements s'élevant à quelque 51 milliards d'EUR. Le portefeuille de JASPERS reste relativement bien équilibré entre ses cinq secteurs ciblés d'activité – routes (19 %), ports, aéroports et rail (21 %), aménagement urbain (13 %, y compris les transports urbains et l'efficacité énergétique), eau et assainissement (24 %), déchets solides et énergie (17 %), alors que les infrastructures de télécommunications, de recherche-développement et culturelles représentent environ 8 %. Une petite partie du portefeuille de JASPERS (14 %) est consacrée à des activités horizontales telles que la mise à disposition de son savoir-faire concernant les partenariats public-privé (PPP), l'analyse financière des projets et les questions relatives aux aides d'État.

**JESSICA** (*Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas* – Soutien européen conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines) : les activités de JESSICA ont connu un essor rapide en 2008. La Grèce et le Portugal ont été les premiers États membres de l'UE à signer des protocoles d'accord pour mettre en œuvre les structures du dispositif JESSICA en collaboration avec la BEI. De même, les autorités de gestion de la Voïvodie de Grande-Pologne, du grand Londres au Royaume-Uni, ainsi que de l'Andalousie et de la Galice en Espagne ont signé des protocoles d'accord en vue de mettre en place des programmes JESSICA sur leur territoire. Se fondant sur les accords déjà signés et les contacts noués avec d'autres autorités de gestion en 2008, la BEI estime que plus de 900 millions d'EUR extraits des Fonds structurels européens seront placés dans des fonds de développement urbain ou des fonds de participation au titre de l'initiative JESSICA.

**JEREMIE** (*Joint European Resources for Micro to Medium Enterprises* – Ressources européennes conjointes pour les PME et les microentreprises) : fin 2008, le FEI avait réalisé 53 évaluations de portée nationale et régionale (analyses visant à cerner les lacunes du marché), terminant ainsi la phase d'évaluation de l'initiative. À ce jour, le FEI a signé 7 accords avec des États membres et des régions, dont 4 seront mis en œuvre dans des nouveaux États membres. Le montant total des fonds engagés en faveur de PME au titre de ces accords s'élevait à 613 millions d'EUR à la fin de 2008.

**JASMINE** (*Joint Action to Support Micro-Finance Institutions in Europe* – Action conjointe à l'appui des institutions de microfinance en Europe) : JASMINE est une initiative pilote, assortie d'une enveloppe de 50 millions d'EUR pour une période de 3 ans, qui vise à aider les promoteurs n'ayant pas accès au secteur bancaire à créer ou à élaborer des projets. JASMINE a pour objet de fournir à la fois une assistance technique opérationnelle et des financements (prises de participation et prêts) à des institutions de microfinance. En 2008, l'équipe du FEI chargée de JASMINE a réalisé des études portant sur 12 pays de l'UE afin d'évaluer la demande de microfinancements « hors secteur bancaire ». Elle en a conclu qu'il existait au sein de l'UE quelque 11 millions d'emprunteurs potentiels souhaitant obtenir un microfinancement, un marché auquel on accorde une importance particulière dans la conjoncture actuelle.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

#### **Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

#### **Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



**Conférence de presse annuelle 2009****Fiche thématique n° 03****La banque des projets européens**

Bruxelles, le 9 mars 2009

## **L'économie de la connaissance en point de mire**

L'ambitieux objectif du programme de Lisbonne – créer une société de la connaissance compétitive et innovante, capable d'une croissance durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale – a été éclipsé par la crise économique et financière qui a frappé l'Union européenne au deuxième semestre de 2008. Néanmoins, la Banque européenne d'investissement (BEI) a pu renforcer son activité de prêt à l'appui d'investissements d'avenir dans les secteurs de l'éducation, de la recherche et de l'innovation, puisqu'elle leur a consacré 12,4 milliards d'EUR en 2008, contre 10,3 milliards d'EUR en 2007. Dans la conjoncture actuelle, il est particulièrement important de stimuler dans ces secteurs de l'économie des projets à long terme qui profiteront aux générations futures et ne les accableront pas de dettes résultant d'investissements ne générant que des avantages à court terme.

### **Cadre général**

La BEI s'est engagée à soutenir l'économie de la connaissance dès l'année 2000. C'est en effet en mars de cette année-là que le Conseil européen réuni à Lisbonne a appelé les États membres, la Commission européenne et la BEI à renforcer leurs investissements dans les domaines de la recherche-développement et de l'innovation (RDI), de l'éducation ainsi que des technologies de l'information et de la communication (TIC). La Banque a réagi rapidement en ce sens faisant de l'émergence d'une économie de la connaissance l'une de ses priorités de prêt. Au fur et à mesure qu'elle a engrangé du savoir-faire et de l'expérience dans ce domaine, la BEI a de plus en plus concentré ses financements sur des projets technologiques à haute valeur ajoutée qui méritaient d'être soutenus à l'échelle de l'UE. L'expérience ainsi acquise s'est avérée déterminante pour la mise en place, en collaboration avec la Commission européenne, du Mécanisme de financement avec partage des risques (MFPR). Cet instrument de répartition des risques de crédit permet à la Banque de financer des projets de haute technologie menés par des promoteurs dont le profil de risque correspond à une qualité de crédit peu élevée, voire inférieure à celle d'une valeur d'investissement. Il se révèle donc particulièrement approprié pour appuyer des projets de recherche-développement et d'innovation à haut risque.

### **Faits marquants récents**

La crise s'amplifiant, les produits financiers avec partage des risques se sont avérés extrêmement opportuns. En 2008, la BEI a ainsi mis à disposition 1 milliard d'EUR sous la forme de prêts relevant du Mécanisme de financement avec partage des risques. Les entreprises du secteur privé qui n'avaient plus accès aux financements de leurs partenaires bancaires traditionnels ni aux marchés des capitaux ont profité de l'offre financière de la Banque, ce qui explique au moins pour partie l'augmentation des prêts en faveur de l'économie de la connaissance en 2008 et la nouvelle hausse attendue en 2009.

Des réunions du Conseil européen durant les premiers mois de 2008 avaient déjà abouti à la formulation d'une stratégie de Lisbonne renouvelée, qui visait particulièrement à combler les importantes lacunes de l'économie européenne, notamment en matière de formation tout au long de la vie, de dépenses de R-D, de PME, d'énergie et de changement climatique, domaines où les retombées positives à long terme peuvent être substantielles. Lors de sa séance annuelle en juin 2008, le Conseil des gouverneurs de la BEI a décidé que la contribution de la Banque à la création d'une économie de la connaissance devait être une priorité permanente. La stratégie actuelle de la BEI en matière de prêt se fonde sur le concept du « triangle de la connaissance » que forment l'éducation, la recherche et l'innovation. Ces trois éléments constituent les sommets du triangle, l'éducation et la recherche étant des conditions préalables à l'innovation. Même si l'Union européenne traverse actuellement une crise, l'orientation ainsi choisie souligne clairement le fait que pour relancer la croissance économique à long terme, il faut accorder de l'importance aux activités et investissements immatériels, tels que ceux entrepris notamment pour réformer l'enseignement supérieur, améliorer la mobilité des chercheurs, renforcer le secteur de la R-D, protéger les droits de propriété

intellectuelle, etc. En cette période où le chômage croît rapidement, les mesures prises pour consolider le triangle de la connaissance aideront en fin de compte à lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités.

## **Projets et initiatives majeurs soutenus en 2008**

Les 12,4 milliards d'EUR consacrés par la BEI à l'économie de la connaissance en 2008 se sont répartis comme suit entre les trois grandes composantes : 7,1 milliards pour la recherche-développement, 2,6 milliards pour l'éducation et la formation et 2,1 milliards pour la diffusion et le déploiement de l'innovation. La Banque a appuyé des investissements dans la plupart des États membres de l'UE, ainsi qu'en Turquie, en Serbie et en Israël.

### *Éducation et recherche-développement*

Dans le secteur de l'éducation et de la R-D, la BEI a soutenu entre autres, au moyen d'un prêt de 75 millions d'EUR, l'investissement prometteur que constitue la construction d'un institut ultramoderne de recherche et de formation en biosciences au Trinity College de Dublin en Irlande. Cet institut accueillera jusqu'à 1 000 chercheurs dans divers domaines médicaux tels que les neurosciences, l'oncologie, l'immunologie et la génétique.

La Banque a eu recours au Mécanisme de financement avec partage des risques pour appuyer le projet Medinvest au sein de l'UE et en Israël. Ce projet concerne des travaux de R-D relatifs à des appareils médicaux, menés entre 2008 et 2010. Les activités de R-D se déroulent essentiellement en Israël, mais les investissements couvrent également les essais cliniques, l'obtention des agréments et la préparation commerciale du lancement des produits sur les marchés. Les sociétés participantes sont situées en France, en Autriche, en Allemagne, en Hongrie, en Italie, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

À la fin de 2008, la BEI avait déjà prêté environ 1,5 milliard d'EUR au titre du Mécanisme de financement avec partage des risques, dont 1 milliard d'EUR rien que pour l'année dernière, afin de soutenir une quinzaine de projets à la pointe de l'innovation. Au fil du temps, les prêts accordés dans le cadre du MFPR ont été répartis d'une façon relativement équilibrée entre les sciences de la vie, l'énergie, l'ingénierie, les TIC et les lignes de crédit avec partage des risques qui sont consenties aux intermédiaires financiers épaulant les PME spécialisées dans les hautes technologies.

La Banque a soutenu des investissements réalisés dans des technologies relatives aux énergies renouvelables sur le site de l'entreprise Gamesa à Pampelune en Espagne, en vue de renforcer la compétitivité internationale de ce fabricant européen d'éoliennes. Pour cette opération, la BEI a également fait appel au Mécanisme de financement avec partage des risques qui, surtout en période de pénurie du crédit, a constitué une solution rentable pour Gamesa, une entreprise privée chef de file dans son secteur d'activité.

À la fin de 2008, en réaction à la crise économique et financière, la Banque a par ailleurs mis sur pied le Mécanisme européen pour des transports propres (voir également la fiche thématique « Appui de la BEI aux objectifs de l'UE en matière d'énergie »). Au titre de ce mécanisme, qui est actuellement doté d'une enveloppe annuelle de 4 milliards d'EUR, la Banque appuie des investissements en recherche-développement et innovation portant sur la réduction des émissions et l'efficacité énergétique au sein du secteur européen des transports. Ce mécanisme cible les industries de l'automobile (constructeurs et équipementiers), du rail, de l'aéronautique et de la construction navale, sans oublier leurs infrastructures connexes. La BEI était déjà active sur ce terrain, mais l'enveloppe de prêts spécialement destinée à stimuler les investissements est une nouveauté.

L'une des premières entreprises bénéficiaires de ce dispositif est la société italienne Piaggio & C SpA, qui a reçu 150 millions d'EUR pour financer ses activités de recherche, d'innovation technique et de développement de produits, dont la finalité est de mettre au point des motocycles, des scooters et des véhicules utilitaires légers plus sûrs et plus écologiques. Le prêt de la BEI aide Piaggio à éviter un ralentissement de ses activités de conception de solutions innovantes et écologiques qui améliorent la mobilité urbaine, en cette époque où il est difficile d'obtenir des financements à long terme sur les marchés.

*Diffusion et déploiement de l'innovation*

Le prêt de 200 millions d'EUR accordé par la BEI à Magyar Telekom sert à financer l'élargissement de la couverture géographique des réseaux de téléphonie fixe et mobile à large bande et à haut débit en Hongrie, ainsi que l'augmentation de leur capacité. L'accès à des services de télécommunications efficaces est un facteur important pour la croissance économique des régions de la convergence telles que la Hongrie. La composante rurale du projet donnera lieu à des investissements dans des zones où, normalement, aucun réseau ne serait déployé pour cause de rentabilité financière insuffisante.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000





## **La politique de la BEI en matière de transport et les réseaux transeuropéens (RTE) de transport**

### **La politique de prêt de la BEI en matière de transport**

L'existence de systèmes de transport efficaces est une condition primordiale de la prospérité européenne en raison de leur impact significatif sur la croissance économique, le développement social et l'environnement. La mobilité des biens et des personnes est un facteur majeur du bon fonctionnement du marché interne. Les transports jouent donc un rôle essentiel dans la bonne marche de l'économie européenne dans son ensemble. Au vu de leur impact déterminant sur la compétitivité de l'industrie et des services au sein de l'Union, ils constituent aussi un secteur important à part entière.

En 2007, la BEI a adopté une nouvelle politique de prêt dans le secteur des transports<sup>1</sup>, qu'elle a appliquée systématiquement en 2008. Aussi, en sélectionnant les projets qu'elle souhaite financer dans le secteur des transports, la BEI cherche à atteindre au mieux deux objectifs, à savoir satisfaire la demande et trouver un juste équilibre entre différents types d'intervention mettant en œuvre des moyens efficaces, économiques et durables, sans exclure aucun mode de transport et en limitant les incidences négatives des transports sur l'environnement.

La BEI s'est engagée à financer les RTE, qui sont cruciaux pour le fonctionnement du marché interne et restent la pierre angulaire des investissements effectués dans le secteur des transports dans l'UE. L'importance des RTE s'explique également par le fait qu'ils mobilisent des investissements à long terme et jouent un rôle essentiel dans l'émergence d'un système de transport efficace et facteur de cohésion à l'échelle communautaire (voir ci-dessous).

La BEI continue d'accorder la priorité aux projets ferroviaires et aux projets de navigation intérieure et maritime (en particulier les "autoroutes de la mer"), qui sont les plus prometteurs du point de vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre par unité de transport. Ce principe vaut également pour les transports urbains et les plates-formes intermodales.

Les projets routiers et aéroportuaires devront justifier d'une valeur économique élevée. Le soutien accordé vise en priorité l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité ainsi que la réduction des incidences sur l'environnement.

Dans les secteurs du transport ferroviaire et maritime, tout comme dans celui des transports urbains, le financement de l'achat de véhicules, de matériel roulant et de navires cadre avec les objectifs liés au changement climatique. Le financement de l'achat d'aéronefs est limité à des cas exceptionnels où l'apport d'une très forte valeur ajoutée peut être attesté. Il pourrait s'agir par exemple de liaisons aériennes qui desservent les régions de la convergence à condition que le transport aérien soit essentiel pour garantir l'intégrité territoriale de l'UE et que l'efficacité énergétique soit améliorée.

La BEI renforce son soutien aux activités de RDI menées par les constructeurs de tous types de véhicules, en particulier dans le contexte des mesures anticrise prises pour la période 2009-2010, comme en témoigne la création d'un Mécanisme européen pour des transports propres destiné à la construction automobile et d'autres industries du secteur des transports, y compris des équipementiers et des fournisseurs de pièces (cf. fiche thématique « Appui de la BEI aux objectifs de l'UE en matière d'énergie »). Cet instrument cible une réduction importante des émissions de CO<sub>2</sub> par le biais d'investissements dans la recherche-développement et l'innovation, ainsi que dans des immobilisations corporelles telles que les infrastructures et les usines de production connexes, indépendamment du secteur dans lequel l'investissement sera réalisé. À plus longue échéance, le financement, par la BEI, de projets de construction automobile demeurera sélectif et se limitera aux régions de la convergence, où ces opérations apportent une contribution

<sup>1</sup> <http://www.eib.org/projects/publications/eib-transport-lending-policy.htm>



importante à l'emploi et à la diffusion des innovations, y compris à travers leurs liens avec les réseaux locaux d'entreprises de taille intermédiaire et de PME.

Les projets de transport devront être pleinement conformes aux orientations des politiques de l'UE en matière d'environnement et d'efficacité énergétique et contribuer à mettre en œuvre des normes environnementales plus rigoureuses et à accélérer la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (comme c'est le cas, par exemple, des investissements dans la production d'automobiles plus petites et économes en énergie et de véhicules utilisant des énergies renouvelables).

### **Les RTE, l'un des objectifs de la politique de l'UE**

Les réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) facilitent la libre circulation des marchandises et des personnes et soutiennent le développement des régions moins favorisées de l'Union. Les RTE permettent d'assurer l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux existants ainsi que la mise en place d'une infrastructure de haute qualité pour l'Union européenne. Ils connectent également l'UE à l'ensemble de ses voisins, en particulier aux pays candidats (la Croatie et la Turquie), aux pays membres de l'Espace économique européen (la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein), aux Balkans, aux nouveaux voisins de l'Union (la Russie, l'Ukraine, la Moldova, le Belarus et le Caucase du Sud) ainsi qu'aux pays partenaires méditerranéens. Les RTE représentent un des deux piliers de l'Action européenne pour la croissance (l'autre pilier étant la recherche-développement et l'innovation – RDI), qui vise à renforcer le potentiel de croissance à long terme de l'Europe.

La BEI est l'une des principales sources de financement bancaire pour le développement de ces réseaux de transport critiques de grande qualité. Étant donné le besoin continu d'investissements en faveur des grands réseaux d'infrastructure dans l'Union, la BEI a décidé de consacrer au moins 75 milliards d'EUR à des projets transeuropéens de transport sur la période 2004-2013. En 2008, elle a ainsi prêté 9,8 milliards d'EUR à l'appui des transports dans l'UE, les prêts en faveur de projets de RTE prioritaires ayant notamment connu un développement considérable (3,8 milliards d'EUR), ce qui porte à 14 milliards d'EUR le total des financements accordés à ce type de projets depuis 2004. À titre de comparaison, la BEI avait prêté, en 2007, 7,1 milliards d'EUR au total en faveur des grands réseaux d'infrastructure dans l'UE.

### **Des instruments financiers sur mesure**

Outre ses prêts ordinaires caractérisés par des montants importants, des durées longues et des taux d'intérêt fixes ou variables, la BEI a mis au point des instruments financiers sur mesure visant à encourager les investissements dans les grands réseaux de transport dans l'Union et au-delà de ses frontières. Parmi ces nouveaux instruments financiers, le Mécanisme de financement structuré (MFS) permet de faire concorder les types de financements proposés avec les conditions qu'exigent des projets d'infrastructure de grande envergure. Grâce à ce mécanisme, la BEI peut ainsi intervenir dans des projets qui, du fait de leur faible qualité de crédit, n'auraient peut-être pas pu, auparavant, bénéficier de ses financements. Les prêts de la BEI à l'appui de projets de transport ont atteint 1,6 milliard d'EUR au titre du MFS en 2008, contre 474 millions d'EUR en 2007, et 2,75 milliards d'EUR depuis 2001, année où le MFS est devenu opérationnel.

Les partenariats public-privé (PPP) jouent un rôle important dans le financement des RTE de transport. En 2008, les projets réalisés en PPP ont représenté 30 % des prêts de la BEI à l'appui des RTE de transport (2,9 milliards d'EUR contre 857 millions d'EUR en 2007). La BEI a acquis une vaste expérience et des connaissances approfondies dans le domaine du financement en PPP. Conjointement avec la Commission européenne, les États membres de l'UE et certains autres États et organisations, elle a par ailleurs mis sur pied le Centre européen d'expertise en PPP (CEEP). Le CEEP a pour objectif d'encourager un partage efficace de l'expérience et des meilleures pratiques acquises en matière de PPP.

Outre l'octroi de financements, la BEI a également contribué à la mise en place de l'Instrument de garantie de prêts pour les projets de RTE de transport (LGTT). Une première opération a certes été approuvée en 2008 au Portugal, mais 2009 sera la première année complète d'activité pour le LGTT, qui fonctionnera sur le modèle des produit mezzanine et couvrira les risques d'insuffisance des recettes durant la phase critique du début de l'exploitation des projets. Cet outil est spécialement conçu pour permettre une plus grande participation du secteur privé aux projets de RTE exposés à un risque de volume au début de la phase d'exploitation. Le LGTT a été doté d'une enveloppe de 500 millions d'EUR au titre du mécanisme de financement structuré de la BEI, complétée par une affectation supplémentaire de 500 millions d'EUR sur les ressources budgétaires de l'UE pour la période 2007-2013.

La BEI continue d'exploiter d'autres voies susceptibles d'accélérer la mise en œuvre des projets de RTE, en travaillant par exemple en coopération étroite avec les coordinateurs au niveau de l'UE (un groupe de six anciens commissaires défendant des projets de transport considérés comme essentiels à la réalisation des réseaux transeuropéens), mais aussi avec la Commission (DGTREN), les États membres de l'UE, les associations professionnelles et le secteur bancaire. La coopération entre la BEI et la Commission couvre aussi les efforts déployés pour acheminer, par le biais de JASPERS, les ressources des Fonds structurels et du Fonds de cohésion vers les projets de RTE en Europe centrale et orientale (cf. fiche thématique relative à la convergence), ainsi que les préparatifs de mise en œuvre du système de gestion du trafic ferroviaire ERTMS dans certains corridors de transport de fret.

### **Tendances et faits marquants en 2008**

Sur les 9,9 milliards d'EUR de prêts qui, en 2008, ont été consentis en faveur de projets de transport en rapport avec les réseaux transeuropéens, 9,8 milliards d'EUR concernaient des projets réalisés dans l'UE, 3,2 milliards d'EUR, soit 32% du volume, ayant été consacrés à des projets définis comme prioritaires par la Commission européenne. Comme les années précédentes, l'Espagne a été, en 2008, le principal bénéficiaire des financements en faveur de projets de RTE (2,8 milliards d'EUR ou 28 % du total, au profit notamment de la liaison ferroviaire à grande vitesse entre Madrid et Valladolid et des aéroports d'Alicante et de Málaga). L'Italie s'est placée en deuxième position avec 1,1 milliard d'EUR (ou 12 % du total), suivie de près par le Portugal avec 1 milliard d'EUR (10 %) en faveur de trois projets autoroutiers et l'électrification de la ligne de chemin de fer Beira Baixa. Vient ensuite l'Allemagne, avec 0,8 milliard d'EUR (8 %) pour l'aéroport de Berlin-Brandenburg et l'aménagement de l'aéroport de Francfort en vue de l'accueil d'appareils de type Airbus 380.

Le transport ferroviaire, secteur prioritaire qui devient de plus en plus important pour la BEI et la Commission européenne, est entré, en 2008, pour 2,4 milliards d'EUR (3 milliards d'EUR en 2007) dans l'ensemble des prêts en faveur des réseaux transeuropéens de transport. Les financements relatifs aux projets maritimes, aux ports, aux terminaux de conteneurs et aux voies de navigation intérieure (dans le contexte de l'accent mis sur le concept des "autoroutes de la mer") se sont établis à 766 millions d'EUR (434 millions d'EUR en 2007). Les projets routiers ont absorbé 4,2 milliards d'EUR (2,6 milliards d'EUR en 2007), tandis que les prêts dans le secteur de l'aviation ont atteint 2 milliards d'EUR (630 millions d'EUR en 2007). Les investissements divers relatifs aux programmes destinés à renforcer la compétitivité dans les secteurs de l'environnement et du transport se sont établis à 486 millions d'EUR (426 millions d'EUR en 2007). N.B. Compte tenu de la grande ampleur des projets de RTE et des longues phases de préparation avant leur mise en œuvre, les comparaisons avec l'exercice précédent doivent être manipulées avec prudence ; en effet, un ou deux grands projets financés durant une année donnée et reportés l'année suivante peuvent éventuellement faire une grande différence sur le plan statistique.

En dehors de l'UE, la BEI a prêté 86 millions d'EUR à l'appui de projets ferroviaires et routiers en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro.

### **Quelques projets clés**

#### *Rotterdam Port Second Maasvlakte (Pays-Bas)*

Aux Pays-Bas, la Banque a signé un contrat de financement portant sur un projet de grande ampleur de récupération de terres sur la mer du Nord, dans le but d'agrandir les installations portuaires de Havenbedrijf Rotterdam N.V., et notamment d'augmenter la capacité des terminaux de conteneurs. Le promoteur du projet est une société par actions appartenant à des investisseurs publics (ville de Rotterdam et État néerlandais), qui fournit un volume important de prêts subordonnés et de fonds propres à l'appui du projet. L'État néerlandais avait posé comme condition à sa participation au projet que le solde du financement soit mobilisé auprès d'établissements bancaires. Le contrat signé avec la BEI, le tout premier allant dans ce sens, pourrait avoir un effet de catalyseur et inciter d'autres bailleurs de fonds à contribuer au financement à une date ultérieure.

#### *Autoroute A 19 (France)*

En France, la Banque a accordé un prêt assorti d'une durée exceptionnelle de 37 ans pour la réalisation du tronçon Artenay-Courtenay de l'autoroute A19 (au sud de Paris et de l'île de France), long d'une centaine de kilomètres. L'A19, qui reliera l'est à l'ouest de la France en évitant la région parisienne, est actuellement le

plus gros chantier autoroutier de France. Cette nouvelle liaison permettra notamment d'améliorer les conditions de transport pour les véhicules empruntant l'axe Orléans-Sens qui raccorde les principales autoroutes radiales entre Paris et le sud de la France ainsi que pour le trafic à vocation régionale et locale.

#### *IP 4 Amarante – Vila Real PPP (Portugal)*

Au Portugal, la BEI a fait appel au Mécanisme de financement structuré (MFS) pour soutenir un partenariat public-privé (PPP) chargé de la réalisation d'un tronçon de 30 km d'une autoroute à péage à deux fois deux voies entre Amarante (Geraldès) et Vila Real (Parada de Cunhos). Le projet, qui porte sur la conception, la construction, l'élargissement, le financement, l'exploitation et l'entretien de cet axe, est assorti de la garantie du LGTT, instrument mis sur pied conjointement par la Commission européenne et la BEI pour couvrir les risques d'insuffisance de circulation pendant les cinq à sept premières années d'exploitation du projet. S'agissant d'un produit financier séparé, l'analyse de contrôle préalable au titre du LGTT est effectuée en toute indépendance par une équipe spécifique de la Banque.

#### *Aéroport Berlin-Brandenburg (Allemagne)*

En Allemagne, la BEI a octroyé un prêt destiné à l'extension et à la modernisation de l'aéroport de Berlin-Schönefeld qui est voué à devenir l'aéroport Berlin-Brandenburg International (BBI). Ses principales composantes concernent la construction d'une nouvelle aérogare et d'une nouvelle pise ainsi que l'aménagement d'une liaison ferroviaire spécifique. Ce projet d'infrastructure particulièrement important, qui consiste à construire un grand aéroport destiné à remplacer un réseau partiellement vétuste de trois aéroports existants, revêt une priorité élevée pour les Länder de Berlin et de Brandebourg, ainsi que pour la République fédérale d'Allemagne.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



## **2008 : face à la crise, le groupe BEI a déployé des moyens exceptionnels en faveur des PME européennes**

- **8 milliards d'EUR de prêts,**
- **2 milliards d'EUR de garanties,**
- **409 millions d'EUR de capital-risque.**

*En 2008, le groupe BEI a lancé une véritable offensive en faveur des PME, touchées par ricochet par la crise financière et, donc, le ralentissement du crédit. Remplissant son rôle de banque publique, la BEI a été chargée par le Conseil européen d'engager des sommes sans précédent, 30 milliards d'EUR, sous la forme de prêts pour les petites entreprises par l'intermédiaire des banques commerciales d'ici 2011. La BEI est en passe d'atteindre ces objectifs puisqu'en 2008 elle a accordé 8,1 milliards d'EUR de lignes de prêts pour les PME à 75 banques commerciales dans 16 pays et vise à couvrir toute l'Union européenne en 2009. Ces lignes de crédit ont bénéficié à ce jour à 21 000 petites entreprises et leur effet sur l'économie réelle se fera sentir pleinement au fur et à mesure que les banques commerciales allouent des prêts individuels à leur clientèle de PME. D'autant que pour chaque euro prêté par la BEI à une banque partenaire, celle-ci s'engage à en prêter au moins deux aux PME, créant ainsi un effet de levier.*

*Le Fonds européen d'investissement, filiale spécialisée de la BEI dédiée aux petites entreprises et plus particulièrement à celles en phase de démarrage, a quant à lui poursuivi son activité sophistiquée de soutien aux professionnels du financement des PME que sont les banques commerciales et les fonds d'investissement. Un rôle plus nécessaire que jamais en pleine crise financière. En 2008, le FEI a accordé 2 milliards d'EUR de garanties aux banques commerciales sur leurs portefeuilles de prêts aux PME et investi 409 millions d'EUR dans des fonds de capital-risque. Maintenir son activité à un tel niveau pour stabiliser un marché fragilisé présente des risques, mais constitue la raison d'être d'un organe tel que le FEI, détenu à 64 % par la BEI, à 27 % par la Commission européenne et à 9 % par un consortium de 31 banques privées. Il est estimé qu'entre 2001 et 2008, le FEI a soutenu plus de 900 000 petites et moyennes entreprises en Europe.*

### **Un objectif sans précédent de 30 milliards d'EUR de prêts aux PME d'ici 2011, dont au moins la moitié en 2008-2009, fixé par le Conseil européen**

Déterminé à amortir les effets de la crise financière sur l'économie réelle, le Conseil des ministres européens des finances réuni à Nice en septembre 2008 a chargé la BEI de mobiliser 30 milliards d'EUR d'ici 2011, dont au moins la moitié en 2008-2009, pour soutenir les investissements des PME en Europe.

Fin septembre, dix jours à peine après le conseil de Nice, le Conseil d'administration de la BEI a adopté le plan de soutien aux PME et introduit à cette occasion une nouvelle formule de prêts plus simple et plus transparente, pouvant bénéficier à un plus grand nombre de petites entreprises : ces nouveaux prêts BEI pour les PME, toujours par l'intermédiaire des banques commerciales, peuvent désormais soutenir des investissements de tous montants engagés par des entreprises de moins de 250 salariés, depuis de très petits projets jusqu'à des investissements d'un coût de 25 millions d'EUR, qu'ils soient matériels ou immatériels, dans les 27 États membres de l'Union européenne. Les banques partenaires s'engagent à informer concrètement et individuellement les PME de l'intervention de la BEI et de son impact sur les conditions financières du prêt qu'elles reçoivent.

## La BEI a accordé 8,1 milliards d'EUR de prêts pour les PME dans l'Union européenne en 2008

Grâce à cette offensive, la BEI a, en 2008, accordé 8,1 milliards d'EUR de prêts pour les PME à des banques commerciales dans l'Union européenne. Cela représente une augmentation de 42 % par rapport à son activité en faveur des PME en 2007, qui avait atteint 5,7 milliards d'EUR. À ce jour, 21 000 petites entreprises ont obtenu un prêt issu des lignes de crédit accordées par la BEI en 2008 dans l'Union européenne. L'effet de ces lignes de crédit sur l'économie réelle se fera pleinement sentir courant 2009, au fur et à mesure que les banques partenaires allouent des crédits individuels à leurs clientèles de PME. D'ailleurs, les banques commerciales s'engagent à prêter aux PME au moins autant sur leurs fonds propres que les volumes qui leur sont prêtés par la BEI, créant ainsi un effet de levier. Les coordonnées des banques partenaires par pays de l'Union européenne sont disponibles sur le site Web de la BEI ([www.bei.org/pme](http://www.bei.org/pme)).

Ce coup d'accélérateur a été rendu possible grâce à une large **consultation** menée en 2007-2008 par la BEI auprès des acteurs (chambres de commerce, associations professionnelles et patronales, banques commerciales et pouvoirs publics des 27 États membres de l'Union européenne) du marché des PME, pour mieux le cerner et donc le soutenir. Cette concertation avait notamment permis d'identifier plusieurs types d'entreprises qui rencontraient des difficultés récurrentes d'accès au crédit, principalement les microentreprises de moins de 10 salariés, les « gazelles » en forte croissance et les PME souhaitant investir dans de l'immatériel comme la recherche ou les écotecnologies.

## Le FEI a maintenu son soutien au marché du financement des PME fragilisé par la crise

Venir en renfort des banques et des institutions financières afin qu'elles continuent de soutenir les petites entreprises prometteuses est devenu en 2008 plus que jamais, une nécessité. C'est précisément le rôle du Fonds européen d'investissement.

D'une part, il fournit des **garanties** aux banques sur une partie des prêts qu'elles accordent à leur clientèle de PME, regroupés en portefeuilles. Cela revient à se porter partiellement caution pour des millions de petites entreprises emprunteuses et donc à assumer une partie du risque à la place des banques. Le FEI garantit toutes sortes de portefeuilles de prêts aux PME, il peut également s'agir de portefeuilles de micro-crédits, de crédit-bail. Par ailleurs, il fournit également des contre-garanties à des institutions financières elles-mêmes garantes de portefeuilles de prêts aux PME. En 2008, le FEI a ainsi accordé 23 garanties pour un total de plus de 2 milliards d'EUR.

D'autre part, le FEI renforce massivement le capital de fonds d'investissement spécialisés dans le **capital-risque**. L'activité de ces fonds consiste à fournir à des petites entreprises, notamment à des PME en phase de démarrage, une partie de leur capital de départ afin de leur permettre de se lancer. C'est donc un engagement très risqué, aux côtés des entrepreneurs, mais crucial pour que ces projets puissent voir le jour. En 2008, le FEI a investi 409 millions d'EUR dans 32 fonds de capital-risque en Europe. Au total, il détient à l'heure actuelle des participations dans près de 300 fonds, ce qui fait de lui l'un des soutiens majeurs de l'industrie du capital-risque en Europe.

Il est estimé qu'entre 2001 et 2008, plus de 900 000 petites et moyennes entreprises ont bénéficié indirectement du soutien du FEI en Europe.

## Le groupe BEI proposera d'autres mesures en faveur des PME courant 2009

Courant 2009, la BEI proposera d'autres produits financiers plus sophistiqués, notamment de partage des risques, afin de faciliter l'activité de prêt aux PME des banques commerciales. Trois types de mesures sont en cours d'élaboration :

- des prêts en partage de risques avec les banques, par lesquels la BEI garantit une partie du risque global pris par la banque intermédiaire ;
- des prêts où la BEI prend directement un risque sur la PME bénéficiaire, parallèlement à la banque intermédiaire ;
- des produits dits « mezzanine » pour les PME. Par l'intervention de sa filiale, le Fonds européen d'investissement (FEI), le groupe BEI proposera des prêts participatifs, dits de « haut de bilan », qui

s'assimilent à des quasi-fonds propres et permettent aux PME de renforcer leur capacité d'emprunt bancaire sans pour autant devoir ouvrir leur capital ni apporter des garanties importantes (ce n'est que si l'entreprise n'est pas en mesure de rembourser que le prêt participatif est converti en actions).

Enfin, la BEI et la Commission européenne ont mis en place une facilité de microcrédit destinée aux très petites entreprises, appelée JASMINE. Cette facilité gérée par le FEI, permettra, en coopération avec des institutions financières ou des banques, le financement d'institutions de microfinance en Europe, au travers de prêts et de prises de participation couplés avec de l'assistance technique financée par la Commission européenne. Le Parlement européen s'est associé à cette initiative pilote qui joue un rôle important pour le développement de l'entrepreneuriat, l'inclusion sociale et le développement du microcrédit en Europe.

*Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).*

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000







## Viabilité environnementale

La Banque européenne d'investissement agit en faveur de la viabilité environnementale – ainsi que du bien-être social étroitement lié à celle-ci –, à l'appui de la politique de l'UE sur le développement durable. L'approche générale adoptée par la Banque à cet égard est exposée dans sa stratégie et son plan d'activité, ainsi que dans plusieurs documents sur la responsabilité d'entreprise et, très récemment, dans la dernière version de sa « Déclaration des principes et normes adoptés par la BEI en matière sociale et environnementale »<sup>1</sup>. Dans cette déclaration, la BEI décrit les normes qu'elle respecte lors de son instruction des projets ainsi que les responsabilités des diverses parties et – dans cette nouvelle version – souligne beaucoup plus nettement le caractère urgent des enjeux liés au changement climatique, approfondit les dimensions sociales du développement durable et reconnaît l'importance de la biodiversité.

La définition de la responsabilité environnementale et sociale de la BEI se réfère à **trois grands objectifs** :

Le premier et le plus important d'entre eux est – pour autant que ce soit possible et réalisable – de faire en sorte que tous les projets qu'elle finance **respectent les normes et principes environnementaux** sur lesquels se fondent les politiques de l'UE.

Le deuxième consiste à promouvoir des projets spécifiques qui contribuent à **la protection et à l'amélioration de l'environnement naturel et bâti et participent à la promotion du bien-être social, en application de la politique de l'UE en la matière**, telle qu'elle est formulée dans le sixième programme d'action communautaire pour l'environnement (6<sup>e</sup> PAE), intitulé « Environnement 2010 : notre avenir, notre choix ». La BEI soutient des investissements environnementaux visant spécifiquement à lutter contre le changement climatique, à protéger la nature et la biodiversité, à traiter les relations entre environnement et santé et à encourager l'utilisation durable des ressources naturelles et la gestion des déchets. Elle encourage également le développement de collectivités durables, de systèmes de santé publique et de réseaux de transport.

Le troisième grand objectif de la BEI consiste à **gérer son empreinte environnementale**, non seulement au sein de sa propre organisation, mais également dans le contexte des projets qu'elle finance, avec, récemment, un accent particulier sur son empreinte carbone.

### Tendances, points forts et faits nouveaux

La BEI a enregistré un certain nombre de progrès sur les plans environnemental et social en 2008, notamment dans les domaines suivants :

- comme indiqué ci-dessus, les travaux de révision de la déclaration se sont poursuivis tout au long de l'année. Ils ont impliqué l'organisation d'une vaste consultation publique et abouti, début 2009, à l'approbation par le Conseil d'administration de la « Déclaration des principes et normes adoptés par la BEI en matière sociale et environnementale » ;
- les cinq banques signataires<sup>2</sup> des Principes européens pour l'environnement (PEE) ont publié un document de référence unique regroupant la législation, les principes et les normes de l'UE en matière d'environnement les plus significatifs pour les projets qu'elles financent ;
- la BEI soutient depuis un certain temps déjà le marché des crédits carbone. Elle considère que les instruments disponibles à cet égard sont très utiles pour réduire les coûts inhérents à la réalisation des objectifs de l'UE en matière de réduction des émissions, mais aussi pour promouvoir le

<sup>1</sup> <http://www.bei.org/about/news/eib-statement-of-environmental-and-social-principles-and-standards.htm>

<sup>2</sup> Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque nordique d'investissement (NIB) et Société nordique de financement pour l'environnement (NEFCO).

développement durable et le transfert de technologies dans les pays en développement. En collaboration avec quatre autres institutions financières, la Banque a créé le Fonds carbone pour l'après-2012. Il s'agit du quatrième fonds de ce type lancé par la BEI, individuellement ou en partenariat avec d'autres institutions. Un cinquième fonds – le Fonds Capital Carbone Maroc (FCCM) – a été signé en 2008 ;

- dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le changement climatique, la Banque encourage à investir davantage dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (voir la fiche thématique « Appui de la BEI aux objectifs de l'UE en matière d'énergie ») ;
- la Banque a bien progressé sur la voie de l'intégration des enjeux liés au changement climatique dans les pratiques opérationnelles de ses services. Elle continue d'étudier et de mettre au point plusieurs méthodes pour accomplir la tâche complexe qui consiste à quantifier le bilan carbone des projets qu'elle finance – et à en rendre compte – afin de mieux comprendre l'incidence de ses opérations de prêt sur le climat et à sélectionner ses projets en connaissance de cause ;
- un ensemble de projets de lignes directrices ont été établis pour le financement de barrages, sur la base des recommandations de la Commission mondiale des barrages ;
- la BEI a reformulé en 2008 sa politique de prêt en faveur du secteur de l'eau ;
- en matière de biodiversité, la BEI travaille à la création d'un fonds d'investissement en faveur des écosystèmes et soutient les PME respectueuses de la biodiversité ;
- grâce à la diffusion de lignes directrices supplémentaires, au renforcement des processus et aux séances de formation et de sensibilisation, il a été possible d'encore mieux prendre en considération les questions environnementales et sociales.

## JESSICA

L'initiative JESSICA (*Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas* – Soutien européen conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines) mérite une mention spéciale pour son rôle dans la promotion du programme social de la BEI. Il s'agit d'une initiative conjointe de la Commission européenne et de la BEI, lancée en collaboration avec la Banque de développement du Conseil de l'Europe, qui donne aux États membres la possibilité d'utiliser une partie de l'aide des Fonds communautaires pour procéder à des investissements remboursables dans des projets urbains. Ces investissements peuvent prendre la forme de fonds propres, de prêts ou de garanties, éventuellement combinés.

L'initiative JESSICA nécessite la mise en place d'un cadre institutionnel adéquat, à savoir essentiellement un réseau de fonds de développement urbain et, le cas échéant, de fonds de participation jouant le rôle de « fonds de fonds », afin d'absorber et d'investir efficacement les aides de l'UE. En 2008, vingt études de faisabilité ont été réalisées à travers l'UE au titre de cette initiative sous la supervision de l'équipe opérationnelle JESSICA de la BEI, afin de définir les meilleurs modèles de mise en œuvre des financements de type JESSICA dans chaque pays. Certaines de ces études ont incité des États membres (ou des collectivités locales autonomes) à signer avec la BEI des protocoles d'accord qui définissent leur future collaboration pour la création de dispositifs d'ingénierie financière dans le cadre de JESSICA. Sur cette base, les premiers fonds de développement urbain et fonds de participation JESSICA devraient voir le jour en 2009 dans des pays tels que l'Allemagne, la Lituanie, la Pologne, l'Espagne et le Royaume-Uni.

## L'année 2008 en chiffres : prêts à l'appui de projets environnementaux

En 2008, la BEI a signé des contrats de financement relatifs à 150 projets environnementaux, pour un montant total de 17,944 milliards d'EUR, soit 40 % du montant global de ses prêts individuels. La BEI finance un large éventail d'activités comprenant des projets d'énergie renouvelable dans l'UE, des programmes d'amélioration des infrastructures environnementales qui bénéficient par ailleurs de fonds européens, et des programmes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays ACP. Elle soutient également, par le biais d'intermédiaires financiers, des projets de moindre dimension qui peuvent eux aussi viser des objectifs environnementaux ou contenir des composantes environnementales.

En conséquence, le Plan d'activité de la Banque<sup>3</sup> pour la période 2008-2010 a fixé l'objectif global pour l'ensemble de l'activité de prêt de la BEI dans le secteur de la protection de l'environnement et des collectivités durables à 25 % - 30 % du total des signatures. Ce secteur est lui-même subdivisé en deux domaines :

- la « protection de l'environnement (naturel) », qui englobe les investissements relatifs au changement climatique (énergies renouvelables, efficacité énergétique), à la gestion des ressources naturelles (biodiversité, déchets) et à l'amélioration de l'environnement et de la santé (eau) ;
- les « collectivités durables », domaine qui comprend l'environnement urbain, les réseaux de transport urbain et les soins de santé.

L'UE draine la majeure partie des prêts en faveur de l'environnement : en 2008, 127 projets liés à l'environnement réalisés dans l'UE ont bénéficié d'un concours direct de la BEI pour un montant total de 15,660 milliards d'EUR, équivalant à 38,5 % du total des prêts individuels consentis dans l'UE sur la période considérée. Ce chiffre ne tient pas compte des composantes environnementales de projets dont l'objectif principal n'est pas directement lié à l'environnement car celles-ci ne sont pas comptabilisées par la BEI à l'heure actuelle. Dans l'UE, les deux grands domaines, à savoir la protection de l'environnement et les collectivités durables, ont représenté chacun pratiquement exactement la moitié du montant total des prêts : 7,8 milliards d'EUR et 7,9 milliards d'EUR respectivement. Les principaux secteurs bénéficiaires ont été la lutte contre le changement climatique (2,9 milliards d'EUR), l'environnement et la santé (3,8 milliards d'EUR) et les transports durables (4,7 milliards d'EUR).

Dans les pays en voie d'adhésion, le montant des prêts en faveur de la protection de l'environnement a atteint 1,454 milliard d'EUR, soit 8 % du montant global des prêts consacrés à l'environnement. Dans les pays partenaires méditerranéens, les prêts individuels à l'appui de projets environnementaux se sont élevés à 61,5 millions d'EUR. Il faut y ajouter 333 millions d'EUR pour des opérations à caractère environnemental dans les pays ACP (y compris en Afrique du Sud), 100 millions d'EUR pour un seul projet en Asie, 185 millions d'EUR dans les Balkans et 150 millions d'EUR pour des projets dans les autres pays voisins et partenaires de l'Europe, avec pour point commun une contribution à l'objectif global de la BEI de promouvoir le développement écologiquement durable dans les pays partenaires.

### **Quelques exemples de projets clés**

*Projet de modernisation du système d'épuration des eaux usées de Varsovie, en Pologne (318 millions d'EUR)*

Ce projet vise à améliorer la santé publique et la protection de l'environnement dans la ville de Varsovie. Il prévoit des travaux d'assainissement qui permettront de réduire la charge polluante générée par les 825 000 habitants de la rive gauche de la Vistule et d'accroître le niveau de traitement des eaux usées de 690 000 autres personnes vivant sur la rive droite. Par conséquent, ce projet contribuera aux efforts déployés par la ville de Varsovie pour se conformer à la directive européenne sur le traitement des eaux urbaines résiduaires, en améliorant la qualité de l'eau et en réduisant la pollution des cours d'eau qui se déversent dans la mer Baltique. Les aménagements prévus sont en outre compatibles avec les objectifs généraux de la directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE) qui vise à promouvoir une bonne qualité des eaux. Parce qu'il s'inscrit dans le cadre de programmes internationaux ayant pour but de réduire la charge polluante de la Vistule et de la mer Baltique, dans lesquels la Banque joue un rôle important, ce projet aidera aussi la Pologne à s'acquitter des obligations que lui imposent les traités internationaux.

*Projet Dong relatif aux énergies renouvelables au Royaume-Uni*

En 2008, la BEI a prêté 250 millions d'EUR pour appuyer la construction et l'exploitation d'un parc éolien marin d'une capacité totale de 172 MW au Royaume-Uni. Ce parc éolien sera construit sur le banc de Gunfleet, à 7 kilomètres environ au large de Clacton-on-Sea, dans l'Essex. L'électricité qu'il produira servira à alimenter le réseau public. Ce parc se situera dans une zone bénéficiant d'un régime de vent favorable, ce qui lui permettra d'atteindre un facteur de charge élevé. Des données concernant le régime des vents ont été recueillies sur le site pendant 5 ans et sont donc fiables.

<sup>3</sup> Voir <http://www.eib.org/about/publications/corporate-operational-plan.htm>

*Projet de liaison ferroviaire à grande vitesse reliant Madrid à Valladolid en Espagne*

L'Espagne étend progressivement son réseau ferroviaire à grande vitesse et les travaux actuellement en cours concernent un tronçon de 188 kilomètres qui relie Madrid à Valladolid. À Valladolid, la ligne fera la jonction avec la nouvelle liaison ferroviaire à grande vitesse qui rejoindra Vitoria et, de là, s'acheminera vers la France. À Medina del Campo, elle se raccordera aux lignes qu'il est prévu de réaliser à destination de Porto (Portugal) et du nord-ouest de l'Espagne. Au fur et à mesure de son essor, le réseau ferroviaire renforcera la cohésion entre les régions espagnoles et, à terme, entre l'Espagne, le Portugal et la France.

Ce projet prioritaire s'inscrit dans le cadre du programme relatif au réseau transeuropéen de transport (RTE-T) de l'UE. En outre, il concorde avec la politique de la BEI en matière de transport, révisée en 2007, qui donne la priorité aux projets favorables aux transports publics durables. La Banque a accordé un premier prêt à l'appui de ce projet en 2006 et en a signé un second, d'un montant de 750 millions d'EUR, en 2008.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



## **Appui de la BEI aux objectifs de l'UE en matière d'énergie**

### **Contexte politique au niveau européen**

Les activités de la Banque dans le secteur énergétique sont calquées sur les grands objectifs de l'UE et concourent à leur réalisation. Ces objectifs sont les suivants :

- la viabilité environnementale – réduction des incidences négatives de la production et de la consommation d'énergie sur l'environnement naturel, en particulier par une diminution des émissions de CO<sub>2</sub>, mais également par la promotion des énergies propres en général ;
- la compétitivité de l'approvisionnement énergétique – facteur primordial pour le développement économique de l'Union européenne, étant donné la place centrale que l'énergie occupe dans l'économie moderne ;
- la sûreté de l'approvisionnement – par la diversification des sources d'énergie, par le renforcement de l'approvisionnement interne, mais aussi par la diminution de la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'approvisionnement externe et de l'impact potentiel des nombreux facteurs de risque à l'échelle internationale qui affectent le marché de l'énergie.

La position politique de la BEI en matière d'énergie traduit dès lors parfaitement le fait que ce secteur figure parmi les toutes premières priorités du programme d'action de l'Union européenne. L'UE s'est engagée à réduire, d'ici à 2020, les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990, à porter impérativement à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation globale d'énergie de l'UE et à 10 % au minimum celle des biocarburants dans la consommation d'essence et de gazole destinés au transport. Elle a par ailleurs souligné la nécessité de réduire de 20 % la consommation énergétique par rapport aux projections du scénario de base établies pour 2020. En d'autres termes, l'UE doit réduire son intensité énergétique.

En plus de ces objectifs énergétiques, l'UE a défini des valeurs chiffrées (120 g/km en 2015 et 95 g/km en 2020) pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> des voitures particulières. En parallèle, pour diminuer l'impact du secteur des transports, les réglementations de l'UE dites « Euro 5 » et « Euro 6 » en matière d'émissions pour les véhicules légers prévoient un durcissement significatif des dispositions relatives à plusieurs types d'émission de polluants pour les véhicules à moteur diesel et à essence. Ce cadre européen devrait permettre l'émergence de véhicules moins polluants et consommant moins de carburant.

### **Contribution de la BEI**

Dans ce contexte, la BEI a relevé ces défis en intégrant l'énergie comme objectif prioritaire dans son Plan d'activité et a diversifié ses instruments financiers en conséquence. En plus d'intégrer la question des changements climatiques dans l'ensemble de ses activités, la Banque a considérablement renforcé ses prêts dans le secteur de l'énergie. De 4 milliards d'EUR en 2007, la BEI a porté ses objectifs en matière de prêts dans ce secteur à 6,5 milliards d'EUR en 2008 et à 9,5 milliards d'EUR en 2009. Elle a également fixé à 20 % au minimum le pourcentage des futurs projets énergétiques dans l'UE qui doivent porter sur les énergies renouvelables.

L'activité de prêt de la BEI dans le secteur de l'énergie se concentre sur cinq domaines prioritaires : les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la recherche-développement et l'innovation (RDI) en matière énergétique, la sûreté et la diversification des approvisionnements internes (y compris les réseaux transeuropéens d'énergie – RTE-E), la sûreté des approvisionnements externes et le développement économique (s'agissant des pays voisins et des pays partenaires).

Tout en respectant les différents objectifs de ses mandats extérieurs, la BEI aide les pays en développement à s'orienter sur la voie d'une croissance à faibles émissions de carbone, contribuant ainsi aux objectifs globaux de développement.

### Récentes initiatives de la BEI dans le secteur de l'énergie

Dans le cadre de sa contribution au plan européen pour la relance économique que le Conseil a adopté en 2008 pour atténuer les effets de la crise financière et économique actuelle, la BEI a approuvé un dispositif « énergie et climat » doté d'une enveloppe annuelle de 6 milliards d'EUR supplémentaires pour 2009 et 2010. Ce dispositif comprend le Mécanisme européen pour des transports propres qui, doté d'une enveloppe de 4 milliards d'EUR pour les années 2009 et 2010, servira à financer des prêts supplémentaires à l'industrie automobile (équipementiers de première monte et fournisseurs de pièces) et à d'autres industries du secteur des transports. Ce mécanisme ciblera une réduction importante des émissions de CO<sub>2</sub> et d'autres polluants dans le secteur européen des transports par le biais d'investissements dans la recherche-développement et l'innovation ainsi que dans des immobilisations corporelles telles que les infrastructures et les installations de production connexes. Il renforcera la position de chef de file de l'Europe en matière de développement de véhicules consommant moins de carburant, contribuant ainsi à réduire l'empreinte carbone du secteur des transports.

De conserve avec la Commission européenne et d'autres investisseurs institutionnels européens, la BEI œuvre à la création du Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures (« fonds Marguerite ») pour financer des investissements en fonds propres et quasi-fonds propres dans ces secteurs et soutenir le marché intérieur de l'énergie, l'intégration des sources d'énergie renouvelables et le renforcement de la sûreté de l'approvisionnement interne.

La Banque a également renforcé ses activités à l'appui d'améliorations de l'efficacité énergétique, en particulier en collaborant avec la Commission européenne dans le cadre d'initiatives conjointes telles que la Convention des maires qui, lancée en février 2009, concerne les bâtiments publics, l'éclairage public et les transports publics propres, et le plan stratégique européen pour les technologies énergétiques (« plan SET ») qui est conçu pour accélérer le développement et le déploiement de technologies rentables et à faible intensité de carbone.

En dehors de l'UE, la BEI a approuvé en juin 2007 un mécanisme pluriannuel de 3 milliards d'EUR financé sur ses ressources propres et qui vise, d'ici à la fin de 2013, à accorder dans les pays du voisinage, dans les pays ACP, en Afrique du Sud et dans les pays ALA des prêts permettant de promouvoir une énergie durable et un approvisionnement énergétique sûr. La BEI gère également des programmes d'assistance technique pour soutenir la préparation et l'exploitation de projets dans le bassin méditerranéen et les pays ACP. Dans les Balkans occidentaux, la Banque a affecté un maximum de 100 000 EUR sur ses ressources propres à l'assistance technique dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

En juillet 2008, les Chefs d'État et de gouvernement euro-méditerranéens ont soutenu le lancement du plan solaire méditerranéen (PSM), l'un des projets prioritaires de l'Union pour la Méditerranée. Ce plan vise à développer toutes les sources d'énergie renouvelables dans le bassin méditerranéen, l'accent étant mis en particulier sur l'éolien et le solaire. Le potentiel de développement de nouvelles installations de production à faible intensité de carbone dans le bassin méditerranéen est estimé à 20 GW à l'horizon 2020 et les investissements nécessaires prévus (y compris les réseaux électriques connexes) sont de l'ordre de 80 milliards d'EUR. En octobre 2008, lors de la réunion ministérielle conjointe du Conseil ECOFIN et de la FEMIP, les ministres ont invité la BEI à prendre de nouvelles mesures pour soutenir la mise en œuvre effective du PSM. Ce mandat a également reçu l'appui des ministres de l'industrie euro-méditerranéens qui, lors de leur septième conférence à Nice, ont chargé la BEI d'élaborer un plan d'investissement pour le développement de la filière solaire dans le bassin méditerranéen.

Par ailleurs, la BEI a aussi pris une part active au développement et à la mise en place du Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (*Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund* – GEEREF) qui, géré par la BEI, investira à l'échelle mondiale au travers de fonds régionaux dans des projets de petite et moyenne dimension ayant trait à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans les pays en développement et les économies émergentes.

La Banque s'est engagée à développer les marchés du carbone pour aider les entreprises et les États membres à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du Protocole de Kyoto, pour soutenir le système européen d'échange de quotas d'émission et pour promouvoir des technologies plus propres. Dans ce contexte, elle a mis en place trois fonds carbone avec la BERD, la Banque mondiale et la KfW. Deux nouveaux fonds ont été lancés en 2008 : le « Fonds Capital Carbone Maroc », le premier fonds carbone au Maroc, et le Fonds carbone pour l'après-2012, que la BEI a mis sur pied avec un groupe d'institutions financières publiques européennes en vue de soutenir le marché du carbone à long terme, notamment après 2012, une fois que le Protocole de Kyoto aura expiré.

Au cours de l'année 2009, la Banque mènera une étude pilote afin de mesurer son empreinte carbone dans le cadre des projets qu'elle finance. Sur la base des bonnes pratiques en vigueur, elle évaluera l'utilité et la pertinence d'un certain nombre de mesures à cet égard. Les conclusions de cette étude serviront à rédiger une proposition portant sur un système global de mesure et d'information à mettre en œuvre en 2010.

## Activité en 2008

En 2008, la BEI a signé des prêts pour un montant total supérieur à 8,6 milliards d'EUR à l'appui de l'objectif « énergie » dans les 27 États membres de l'UE. Hors de l'UE, 1,6 milliard d'EUR environ a été consacré à des projets énergétiques réalisés en Turquie, dans les pays partenaires méditerranéens, dans les pays ACP, en Afrique du Sud, en Inde, en Ukraine et au Monténégro.

Les prêts octroyés dans le secteur des énergies renouvelables, y compris la production énergétique renouvelable, ont totalisé 2,2 milliards d'EUR en 2008.

Les réseaux électriques (28 %) et les infrastructures de transport et de stockage du gaz naturel (21 %) ont bénéficié d'une part importante des prêts que la BEI a accordés dans le secteur énergétique. En 2008, les signatures de projets relevant des réseaux transeuropéens de l'énergie ont totalisé 2,9 milliards d'EUR, dont 1,4 milliard d'EUR pour les infrastructures de transport de gaz, contribuant ainsi à la diversification et à la sécurisation de l'approvisionnement énergétique de l'UE. La BEI est partie prenante dans la plupart des projets paneuropéens prioritaires dans le secteur du gaz et elle espère pouvoir jouer un rôle accru dans ce cadre, en particulier pour ce qui concerne les investissements liés à la production d'électricité.

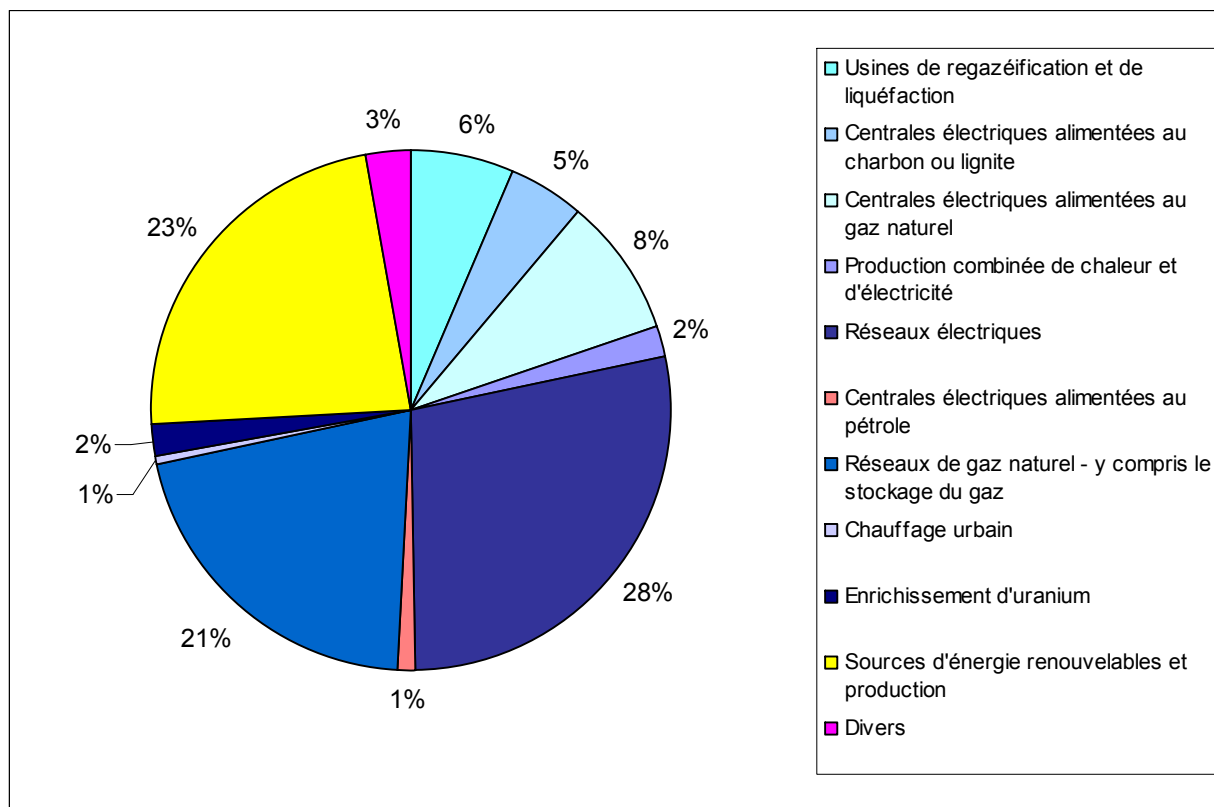
D'autres projets dans le secteur énergétique ont concerné des centrales électriques alimentées au gaz naturel (8 %), la production combinée de chaleur et d'électricité (2 %) et le chauffage urbain (1 %), tandis que les centrales électriques alimentées aux énergies fossiles ont totalisé 1 % des sommes prêtées.

Un seul projet de centrale électrique alimentée au charbon ou lignite a fait l'objet d'une signature sur la base des nouveaux critères de sélection que la Banque a adoptés en 2008 pour ce type de projets, ces critères visant à garantir que des normes élevées en matière d'efficacité énergétique et des mesures strictes de protection de l'environnement sont appliquées lorsque la production d'électricité au moyen du charbon constitue une solution à faible coût économique. Enfin, un projet a fait l'objet d'une signature pour le remplacement d'une usine vétuste d'enrichissement d'uranium en France. La Banque n'a financé aucun projet d'exploitation de ressources pétrolières ou gazières en 2008.

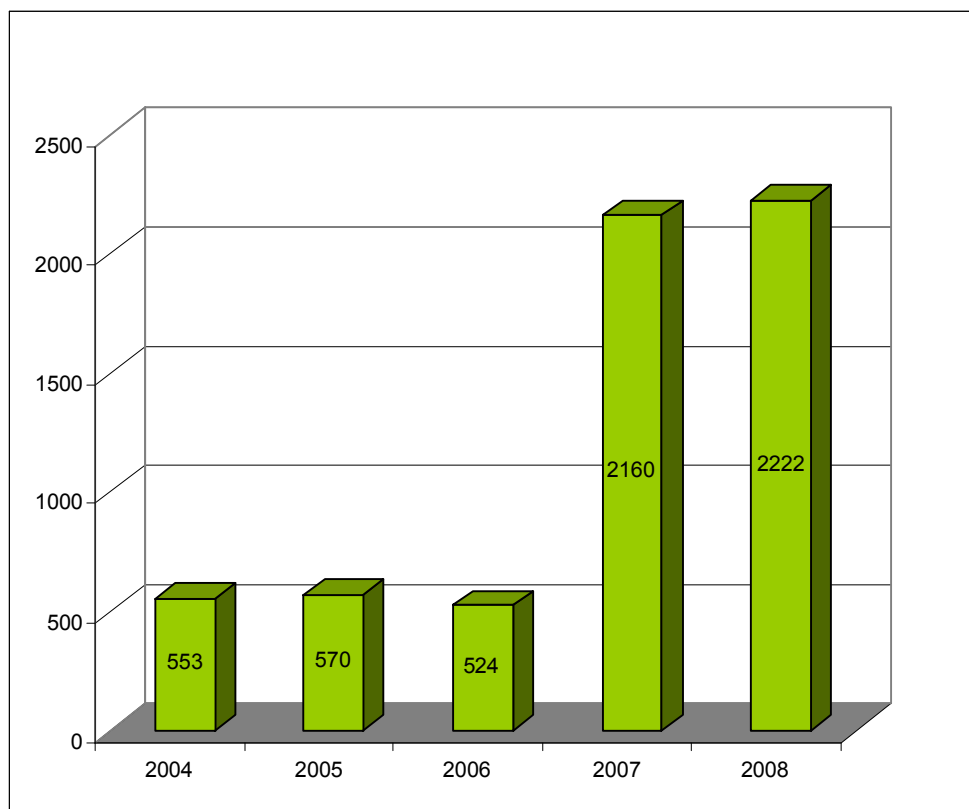


## Prêts de la BEI en faveur du secteur de l'énergie en 2008

### Répartition sectorielle (y compris la production d'énergie renouvelable)



### Prêts de la BEI dans le secteur des sources d'énergie renouvelable et de la production d'énergie renouvelable (2004-2008)



## Quelques projets clés

### *Toitures solaires – Énergies de substitution (Allemagne et Espagne)*

Ce prêt de 77 millions d'EUR concernait l'installation d'un maximum de 35 centrales photovoltaïques de moyenne dimension raccordées au réseau électrique, d'une capacité totale d'environ 30 MW, la plupart d'entre elles placées sur les toitures-terrasses de centres logistiques en Allemagne et en Espagne. Le projet trouvait sa justification dans un programme global visant à réaliser des réductions de coûts en mettant en œuvre un matériel standardisé. Le principal promoteur du projet était une PME expérimentée dans la pose de toitures. Un fonds de participation à capital fixe a cofinancé ce projet. Les centrales photovoltaïques bénéficient de réglementations tarifaires attrayantes dans les deux pays concernés. Le projet contribue au déploiement de l'une des technologies prioritaires identifiées dans le plan stratégique européen pour les technologies énergétiques, qui se traduit dans les objectifs prioritaires de la BEI en matière de prêt dans le secteur des énergies renouvelables. Le projet constitue une contribution efficace au développement du photovoltaïque comme source d'énergie viable à long terme. Il favorise la réalisation des objectifs nationaux et européens en matière d'énergie renouvelable et contribue de ce fait aussi à celle des objectifs fixés dans les domaines de l'environnement et de la sûreté de l'approvisionnement énergétique. Sur le plan de l'environnement, le projet permettra d'éviter l'émission de quelque 15 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

### *Dong Energy A/S – énergies renouvelables (Royaume-Uni)*

En 2008, la BEI a prêté 250 millions d'EUR pour appuyer la construction et l'exploitation d'un parc éolien marin d'une capacité totale de 172 MW au Royaume-Uni. Ce parc éolien sera construit sur le banc de Gunfleet, à 7 kilomètres environ au large de Clacton-on-Sea, dans l'Essex. L'électricité qu'il produira servira à alimenter le réseau public. Ce parc se situera dans une zone bénéficiant d'un régime de vent favorable, ce qui lui permettra d'atteindre un facteur de charge élevé. Des données concernant le régime des vents ont été recueillies sur le site pendant 5 ans et sont donc fiables.

### *Enerjisa – centrales hydroélectriques (Turquie)*

Ce projet concerne huit centrales hydroélectriques (d'une capacité totale d'environ 955 MW) ainsi que les bassins de retenue et (ou) les barrages connexes, tous situés dans le sud-est de la Turquie. Le prêt de la BEI (135 millions d'EUR) couvre toutes les phases de l'investissement, notamment les études préalables, les travaux de conception, les ouvrages de génie civil pour les voies d'accès, la construction des barrages et l'exploitation des centrales électriques. Ces centrales seront reliées au réseau turc existant de transport d'électricité par le biais de lignes aériennes à haute tension (154 kV). Les lignes et les sous-stations ne font pas partie du projet ; c'est le gestionnaire du réseau de transport national qui les construira et les financera. Les centrales électriques seront disposées en cascade, quatre d'entre elles étant construites le long du fleuve Seyhan (région d'Adana), tandis que les quatre autres se situeront sur le Ceyhan (région de Kahramanmaraş). Ces deux cours d'eau se jettent dans la Méditerranée sans traverser aucune frontière internationale.

### *Prêt-cadre EXIM BANK OF INDIA (Inde)*

Cette opération porte sur un mécanisme de financement de 150 millions d'EUR en faveur de l'Export-Import Bank of India, une banque de développement détenue à 100 % par les pouvoirs publics indiens. Le prêt-cadre de la BEI soutiendra une série d'investissements concourant principalement à atténuer les changements climatiques (à travers des projets réalisés dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, qui représenteraient environ deux tiers de l'ensemble du mécanisme) ou à soutenir la présence de l'UE en Inde (par l'intermédiaire d'investissements étrangers directs ou de transferts de technologie et de savoir-faire européens), autrement dit les deux objectifs fixés dans le mandat ALA. L'opération renforcera le partenariat stratégique entre l'UE et l'Inde, lequel prévoit notamment une coopération visant à atténuer les dérèglements climatiques.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

#### **Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

#### **Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000





## **Pays candidats et candidats potentiels**

Dans le cadre du mandat de prêt extérieur de 8,7 milliards d'EUR que lui a confié l'Union européenne pour la période 2007-2013, la BEI accorde des prêts et des garanties aussi bien dans les pays candidats (Croatie, Turquie et ancienne République yougoslave de Macédoine) que dans les pays candidats potentiels (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie et Kosovo au titre de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies). Elle intervient également dans ces pays, à ses propres risques, au titre du mécanisme préadhésion.

Au travers de ces financements, la BEI favorise le processus d'intégration de ces pays à l'UE et elle les aide à satisfaire aux critères d'adhésion et à s'adapter à l'évolution de l'économie de l'UE afin de les préparer le mieux possible à faire partie de l'UE lorsqu'ils seront invités à en devenir membres. Les prêts de la BEI dans les pays candidats et candidats potentiels ont atteint 11,4 milliards d'EUR sur ces cinq dernières années (2004-2008), avec une nette tendance à leur augmentation annuelle (2,5 milliards d'EUR en 2006, 2,9 milliards d'EUR en 2007 et 3,5 milliards d'EUR en 2008).

### **Croatie**

En 2008, la BEI a conclu en Croatie des contrats de prêt pour un montant de 170 millions d'EUR, ce qui porte le montant total des prêts accordés dans ce pays depuis 2001 à quelque 1,5 milliard d'EUR. La BEI a constitué en Croatie un portefeuille de prêts équilibré, axé sur le développement des infrastructures de transport, d'énergie et de communications, l'application des normes environnementales de l'UE et le soutien des investissements réalisés par des PME et des collectivités locales.

L'an passé, la BEI a accordé des lignes de crédit pour un total de 170 millions d'EUR à des institutions de financement partenaires afin de développer l'accès des PME à des financements de longue durée. Les négociations concernant des financements supplémentaires pour les axes routiers, le transport aérien et les infrastructures liées à l'environnement ont par ailleurs progressé entre la BEI et les autorités croates.

### **Turquie**

En 2008, la BEI a accordé 2,7 milliards d'EUR de prêts en Turquie, contribuant ainsi au financement de projets d'investissement d'une valeur de quelque 5 milliards d'EUR répartis entre les différents secteurs économiques essentiels du pays. L'ouverture de deux bureaux locaux à Ankara et Istanbul ainsi que l'offre de produits financiers adaptés à la spécificité du marché local ont permis à la BEI d'établir un nouveau record, puisque le total des prêts accordés en Turquie s'élève à 2,7 milliards d'EUR en 2008, contre 2,1 milliards d'EUR en 2007.

Compte tenu de son statut de pays en voie d'adhésion, la Turquie bénéficie, pour la période 2007-2013, de dotations du budget communautaire prévues au titre du nouvel Instrument d'aide de préadhésion de l'UE. Pour compléter ces fonds, la BEI accorde des prêts et des garanties à ses propres risques au titre du mécanisme préadhésion qu'elle a mis en place. La BEI collabore étroitement avec la Commission européenne et les pouvoirs publics turcs pour définir les investissements prioritaires, dans le droit fil des plans de développement nationaux et des priorités de l'UE.

Face à la crise économique et financière, les petites et moyennes entreprises sont particulièrement vulnérables et la BEI est déterminée à épauler les entrepreneurs turcs en ces temps difficiles. En 2008, la BEI a mis à la disposition des PME une enveloppe totale de 850 millions d'EUR, ce qui a permis de développer et de faciliter leur accès aux financements à long terme et aux capitaux à risques. Dans le cadre de sa collaboration avec un vaste réseau qui compte quelque 22 banques intermédiaires turques, la BEI a accordé au cours des cinq dernières années plus de 2,6 milliards d'EUR pour soutenir un marché des PME très dynamique, lequel représente une part importante du PIB et des emplois du pays.

Par ailleurs, les investissements dans les infrastructures turques ont également continué de figurer parmi les priorités de prêt en 2008. Pour relever le double défi qui consiste à financer une mobilité viable et des villes durables, la BEI a accordé des financements en faveur du métro d'Istanbul et des lignes de métro léger à Antalya et à Bursa. La BEI a par ailleurs comblé un important besoin de financement en affectant quelque 4 millions d'EUR à des services collectifs dans des petites collectivités locales dont l'accès aux financements de longue durée est très limité sous forme de lignes de crédit.

La BEI est prête à renforcer sa contribution à des projets réalisés dans le secteur de l'énergie et elle a signé avec l'État turc un prêt-cadre en faveur de l'environnement et de l'énergie d'une valeur de 200 millions d'EUR afin de financer des projets de petite et moyenne dimension dans le secteur de l'énergie. La BEI a également apporté un financement en faveur de huit centrales hydroélectriques exploitées par Enerjisa Enerji Üretimi dans le sud-est de la Turquie, ainsi qu'en faveur de l'extension et de la modernisation de réseaux de distribution d'électricité exploités par Teda, ce qui porte à 435 millions d'EUR le montant des investissements réalisés en 2008 dans le secteur de l'énergie. L'accroissement du rendement énergétique des entreprises industrielles, qu'elles soient grandes ou plus petites, et la création d'installations de production d'énergies renouvelables représentent un enjeu essentiel pour l'avenir, et la BEI est déterminée à apporter à ce secteur le savoir-faire dont il a besoin, accompagné de financements sur mesure. La Turquie, située entre des pays gros producteurs d'énergie et le marché de l'UE, est en mesure d'apporter une contribution importante à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Europe ; par conséquent, la BEI étudie également les possibilités de financer des projets de grande dimension, tels que le gazoduc Nabucco.

En 2008, la Turquie s'est classée au premier rang des pays extérieurs à l'UE par le montant total des prêts BEI dont elle a bénéficié tandis que le volume total des prêts accordés dans ce pays s'élève à 8,3 milliards d'EUR pour la période 2004-2008. Afin de maximiser les avantages que la Turquie et ses habitants retirent des prêts de la BEI, celle-ci a l'intention d'accorder des prêts pour un montant annuel de l'ordre de 2,7 milliards d'EUR dans les années qui viennent et de donner la priorité aux secteurs suivants : PME, infrastructures et transports, efficacité énergétique et énergies renouvelables, et institutions de financement.

## **Balkans occidentaux**

La BEI a intensifié la collaboration très étroite qu'elle entretient au sein du cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux avec la Commission européenne et d'autres institutions de financement internationales, en particulier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque de développement du Conseil de l'Europe ; l'objectif consiste à renforcer la cohérence des instruments de financement déjà mis en place en faveur de la région afin de préparer son intégration à un espace européen élargi et de faciliter sa croissance économique et sa stabilité en s'appuyant sur des investissements privés et publics.

En 2008, la BEI a conclu dans les pays des Balkans occidentaux des contrats de prêt pour une somme totale record de 577 millions d'EUR sur l'année, ce qui porte à quelque 3,1 milliards d'EUR le montant total des prêts BEI dans la région depuis 1995. Ce chiffre représente une nette augmentation par rapport au montant de 443 millions d'EUR prêtés dans la région par la BEI en 2007.

Avec une enveloppe de 215 millions d'EUR, les lignes de crédit ouvertes à des institutions financières partenaires de la BEI ont constitué la fraction la plus importante (37 %) des prêts accordés par la BEI en 2008. Ces prêts, qui ont servi à financer indirectement des projets de petite dimension, dans le droit fil de la priorité accordée par la BEI au renforcement du soutien des PME européennes afin de contribuer à atténuer les effets de la crise du crédit qui sévit actuellement, se répartissent comme suit : 125 millions d'EUR en Bosnie-Herzégovine, 50 millions d'EUR en Serbie, 30 millions d'EUR au Monténégro et 10 millions d'EUR dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Dans le secteur des transports, la BEI a accordé deux prêts, le premier, d'un montant de 60 millions d'EUR, pour financer la construction en Bosnie d'un tronçon d'autoroute de 15 km de long entre Kakanj et Zenica, situé sur le corridor de transport Vc, et le second, d'un montant de 12 millions d'EUR, en faveur du développement des infrastructures ferroviaires et routières et de la modernisation aéroportuaire au Monténégro.

En Serbie, la Banque a, en 2008, accordé un prêt de 70 millions d'EUR en faveur de la modernisation et de l'extension de quatre hôpitaux de niveau 3 dans la capitale, Belgrade, et dans les villes de Kragujevac, Nis et Novi Sad, ainsi qu'un prêt de 50 millions d'EUR afin de concourir à la mise en œuvre du programme d'investissement du ministère du Plan national d'investissement, principalement dans les domaines des transports, de l'éducation, du patrimoine culturel et historique et de la rénovation des bâtiments publics. La BEI a en outre accordé à un promoteur slovène un prêt de 87 millions d'EUR afin d'apporter son concours au déploiement du deuxième réseau de GSM sur le territoire du Kosovo.

Par ailleurs, la BEI a apporté en 2008 un concours de 60 millions d'EUR en faveur de projets entrepris dans le secteur de l'eau et de l'assainissement par des communes et cantons de Bosnie-Herzégovine.

*Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).*

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000







## **Russie, pays voisins de l'Est et Asie centrale**

En Russie et dans les pays voisins de l'Est<sup>1</sup>, la BEI opère au titre d'un mandat du Conseil de l'UE, assorti d'une enveloppe de 3,7 milliards d'EUR pour la période 2007-2013, qui est destiné au financement de projets d'infrastructure présentant un intérêt significatif pour l'UE dans le domaine des transports, de l'énergie, des télécommunications et de l'environnement. La priorité devrait être donnée aux projets concernant l'extension des principaux axes du réseau transeuropéen, aux projets ayant des incidences transfrontalières pour un ou plusieurs États membres et aux projets importants qui favorisent l'intégration régionale par le biais d'une connectivité accrue. Dans le domaine de l'environnement, en Russie, la BEI devrait avant tout privilégier les projets relevant du partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale. Dans le secteur de l'énergie, les projets portant sur un approvisionnement stratégique et sur le transport d'énergie revêtent une importance particulière.

Dans cette région, la Banque intervient dans les différents projets qu'elle soutient en coopération étroite avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), sur la base d'un protocole d'accord tripartite qu'elle a signé avec la Commission européenne et la BERD en décembre 2006. Pour certains projets, d'autres IFI, comme la Banque nordique d'investissement (NIB) et la Banque mondiale, participent également au cofinancement, aux côtés de la BEI et de la BERD.

En 2008, la BEI a signé avec l'Arménie un accord-cadre qui lui permet de financer des projets dans ce pays. Auparavant, elle avait déjà conclu des accords du même type avec la Fédération de Russie, l'Ukraine, la Moldova et la Géorgie. Avec l'Azerbaïdjan, l'accord n'a pas encore été finalisé.

L'année dernière, la Banque a signé avec la compagnie ukrainienne d'électricité Ukrenergo un prêt de 150 millions d'EUR visant le renforcement du réseau de transport d'électricité du pays, une utilisation plus économique de la capacité de production et la diminution des pertes, ce qui contribuera à réduire les émissions de carbone. Il s'agit du second projet de la BEI en Ukraine, après un prêt de 200 millions d'EUR signé en 2007, qui portait sur la réfection du principal axe routier reliant l'Ukraine à l'Union européenne.

En Moldova, la Banque a signé un prêt de 20 millions d'EUR pour la rénovation et l'augmentation de la capacité de l'aéroport de Chisinau, le seul aéroport international de la Moldova. Il s'agit là aussi du second projet de la BEI dans le pays, qui fait suite à un prêt de 30 millions d'EUR, signé en 2007, pour la modernisation de routes reliant Chisinau, la capitale, à la Roumanie.

En octobre 2008, la BEI a participé à la conférence des donateurs pour la reconstruction de la Géorgie, tenue à Bruxelles, à laquelle elle a réaffirmé son intention de soutenir, en étroite collaboration avec la Commission européenne et d'autres IFI, les investissements visant à promouvoir le progrès économique et social en Géorgie. Dans ce contexte, la Banque s'est engagée à étudier la possibilité d'accorder, en 2009 et en 2010, des prêts de plus de 200 millions d'EUR pour des projets d'infrastructure dans les secteurs de l'énergie (lignes de transport à haute tension, centrales hydroélectriques) et les transports (chemins de fer, rénovation des pistes de l'aéroport de Tbilissi).

S'agissant de l'activité en Russie et en Ukraine, la Banque a instruit plusieurs projets dans les secteurs de l'environnement, des transports, de l'énergie et des télécommunications, dont la signature devrait intervenir dans les prochains mois.

<sup>1</sup> Il s'agit des pays d'Europe orientale (Ukraine, Moldova et, sous réserve d'une future décision du Conseil, le Belarus) et des pays du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie).

En novembre 2008, le Conseil de l'UE a décidé que certains pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan) deviendraient eux aussi admissibles à un soutien au titre du mandat de prêt extérieur de la BEI pour 2007-2013.

En février 2009, le président du Tadjikistan, M. Emomali Rahmon, et le président de la BEI, M. Philippe Maystadt, ont signé un accord-cadre régissant l'activité de prêt qui sera menée par la BEI dans le pays. Dans ce contexte, la BEI visera principalement le financement de grands projets d'énergie qui présentent un intérêt commun pour le Tadjikistan et l'Union européenne, sur la base d'une étroite coopération avec la Commission européenne, la BERD et les autres IFI qui opèrent dans le pays.

*Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).*

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



## **La FEMIP au rendez-vous de 2008, l'année de l'Union pour la Méditerranée**

En 2008, les relations entre l'Europe et la Méditerranée ont occupé le haut de l'agenda politique européen. L'expertise de terrain de la FEMIP a été largement sollicitée, du Processus de Barcelone, en passant par la Politique européenne de voisinage et jusqu'au sommet de Paris en juillet pour le lancement de l'Union pour la Méditerranée. Les 43 chefs d'États ou de gouvernement réunis ce jour-là ont confié à la FEMIP la mission de financer trois projets d'envergure :

- les autoroutes terrestres et maritimes dans le bassin méditerranéen,
- un ambitieux plan solaire et
- la dépollution de la Méditerranée.

Des missions à la portée de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat, le bras financier de la BEI pour la Méditerranée qui, depuis sa création en 2002, a investi plus de 8,5 milliards d'EUR dans neuf pays partenaires de la rive sud de la Méditerranée : l'Algérie, l'Égypte, Gaza-Cisjordanie, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie et la Tunisie.

### **En 2008, la FEMIP a investi 1,3 milliard d'EUR pour soutenir les entreprises privées et les infrastructures en Méditerranée**

En 2008, la FEMIP a concrétisé 20 projets, neuf au Maghreb, neuf au Proche-Orient et deux opérations transnationales, pour un total de 1,3 milliard d'EUR en Méditerranée. Elle a maintenu ses deux priorités d'investissement en soutenant à la fois les entreprises privées, moteur d'une croissance durable, et la création d'un environnement propice à l'investissement, par des infrastructures performantes et des systèmes bancaires adaptés. C'est ainsi qu'elle a appuyé :

- un projet emblématique, le port de Tanger-Med : la FEMIP a débloqué 40 millions d'EUR pour soutenir la construction d'un deuxième terminal de conteneurs sur le port de Tanger-Med, infrastructure phare du royaume du Maroc ;
- le tout premier fonds carbone sur le continent africain : la FEMIP a pris une participation de 25 % au capital du Fonds Capital Carbone Maroc, le premier fonds spécialisé, d'une part, dans l'acquisition des crédits carbone générés par des projets d'énergies renouvelables, de gestion des déchets et d'efficacité énergétique au Maroc, dans le cadre du Protocole de Kyoto, et, d'autre part, dans leur revente sur le marché international du carbone aux pays industrialisés pour compenser leurs émissions de gaz à effet de serre. Ce mécanisme permet de générer des revenus supplémentaires pour ce type de projets au Maroc ;
- six fonds de capital-investissement dans toute la région : poursuivant son action de pionnière de l'industrie du capital-risque en Méditerranée, la FEMIP a pris des participations dans six fonds de capital-investissement ou de microfinance en Méditerranée, pour un total de 55,5 millions d'EUR. Ces fonds proviennent du budget communautaire et sont gérés par la FEMIP ;
- les infrastructures routières en Jordanie, au Maroc et en Tunisie : la FEMIP a prêté 37 millions d'EUR pour élargir le boulevard périphérique d'Amman en Jordanie, 110 millions d'EUR pour améliorer les routes et la circulation aux abords des grandes villes en Tunisie et 60 millions d'EUR pour construire des routes en zone rurale au Maroc ;
- les infrastructures énergétiques en Égypte, au Maroc, en Syrie et en Tunisie : la FEMIP a également soutenu l'extension de la centrale électrique ultramoderne de Deir Ali, en Syrie, à hauteur de 275 millions d'EUR, et l'expansion du réseau de distribution de gaz en Égypte grâce à un prêt de 250 millions d'EUR ; elle a accordé un prêt de 170 millions d'EUR pour consolider le réseau

électrique et répondre à la forte croissance de la demande énergétique au Maroc et deux prêts d'un total de 146 millions d'EUR en Tunisie pour renforcer la centrale de Ghannouch et développer le réseau de distribution de gaz naturel ;

- deux projets de recherche pharmaceutique en Israël : la FEMIP a accordé deux prêts d'un total de 33 millions d'EUR en faveur de la recherche pharmaceutique en Israël ;
- les petites entreprises au Liban : des lignes de crédit s'élevant à 52 millions d'EUR ont été accordées au Liban pour soutenir les investissements des petites et moyennes entreprises dans le pays ;
- les investissements propres du Groupe chimique tunisien : enfin, un prêt de 74 millions d'EUR a été accordé au Groupe chimique tunisien, à l'appui de son programme d'investissement visant à mitiger l'impact de l'exploitation de phosphate sur l'environnement.

### **La FEMIP, plateforme de l'Euro-Méditerranée**

Si la FEMIP est aujourd'hui le premier partenaire financier de la Méditerranée, elle est également un espace de rencontres et de dialogue entre le Nord et le Sud. Elle déploie toutes ses compétences pour appréhender toujours plus en profondeur les enjeux de l'Euro-Méditerranée et associer d'autres partenaires à sa réflexion continue.

Institutionnellement tout d'abord, la FEMIP associe étroitement les neuf pays partenaires méditerranéens à ses choix stratégiques. Elle convie chaque année les ministres des finances des États européens et méditerranéens concernés par son activité pour débattre ensemble des grandes orientations de l'année suivante. La réunion ministérielle FEMIP de 2008 a eu lieu le 7 octobre à Luxembourg. Un comité consultatif a également été créé en 2007, qui réunit désormais deux à quatre fois par an des représentants de haut niveau des deux rives de la Méditerranée.

Par ailleurs, la FEMIP réalise des études de terrain et en diffuse les conclusions afin de lancer des pistes de réflexion et d'action. En 2008, cinq thèmes centraux ont été abordés :

- une étude sur le développement du tourisme durable en Méditerranée a été débattue à Berlin, dans le cadre de la semaine mondiale du tourisme, lors d'une conférence FEMIP réunissant représentants de l'industrie du tourisme, décideurs politiques et membres de la société civile.
- la FEMIP a ensuite présenté une étude en mai, lors d'une conférence FEMIP organisée à Tunis, sur l'impact économique et social de la microfinance en Méditerranée ;
- elle a collaboré avec le Plan Bleu, l'observatoire de l'environnement et du développement durable en Méditerranée des Nations unies, à une étude sur le changement climatique en Méditerranée, présentée à Paris en juin 2008. La FEMIP et la Commission européenne ont également identifié 44 projets bancables de dépollution de la Méditerranée pour un total de 2,1 milliards d'EUR, qu'elles ont présentés en avril à Bruxelles ;
- en novembre 2008, la FEMIP a réuni dans ses locaux de Luxembourg des représentants du monde universitaire, du secteur privé et d'organismes multilatéraux ainsi que des responsables des administrations publiques des deux rives de la Méditerranée pour un séminaire sur le thème des défis du capital humain en Méditerranée ;
- enfin, en marge de la biennale de l'architecture à Venise fin 2008, la FEMIP a lancé l'initiative « Médinas 2030 », une vaste réflexion sur la renaissance des centres historiques des villes du sud de la Méditerranée, qui doit aboutir à un programme d'investissement en ce sens. Cette initiative donnera lieu à un suivi annuel.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

#### **Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

#### **Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



## **Les pays partenaires de la zone ACP et des PTOM et l'Afrique du Sud**

*L'objectif primordial de la BEI dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) est d'appuyer des projets porteurs d'avantages sociaux, économiques et environnementaux durables. Les buts que poursuit la Banque dans ces régions correspondent à ceux de l'Accord de partenariat ACP-UE (dit "Accord de Cotonou"), de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération conclu entre l'UE et l'Afrique du Sud, du Consensus européen pour le développement et des Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies.*

### **En 2008, la BEI a prêté 763,5 millions d'EUR pour réduire la pauvreté et soutenir le développement durable**

En 2008, la Banque européenne d'investissement (BEI) a prêté 561 millions d'EUR à l'appui de 26 projets de développement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Huit de ces projets concernaient des aménagements transfrontaliers destinés notamment à encourager l'intégration régionale.

Pour octroyer des prêts, des garanties et des capitaux à risques à l'appui de projets réalisés dans les pays ACP et les PTOM, la BEI gère, dans le cadre de la Facilité d'investissement, l'aide remboursable accordée par l'UE à travers le Fonds européen de développement. La BEI complète l'aide de l'UE par des prêts financés sur ses ressources propres, qu'elle se procure sur les marchés des capitaux internationaux. Les signatures de prêt relevant de la Facilité d'investissement ont augmenté pour passer à 326 millions d'EUR en 2008, contre 314 millions d'EUR en 2007. Dans la région ACP, la BEI a par ailleurs octroyé des prêts supplémentaires à hauteur de 225 millions d'EUR sur ses ressources propres (432 millions en 2007). Pour ce qui concerne les PTOM, elle a financé, au titre de la Facilité d'investissement consacrée aux PTOM, des projets à hauteur de 10 millions d'EUR, un chiffre identique à celui enregistré en 2007.

L'année 2008 a été également marquée par un accroissement du soutien accordé par la BEI au développement économique durable en République d'Afrique du Sud. Bien que situé dans la région ACP, ce pays fait l'objet d'un mandat séparé, financé en intégralité sur les ressources propres de la BEI. En investissant 202,5 millions d'EUR dans trois projets sud-africains, l'institution financière de l'UE a quasiment doublé son activité de prêt dans ce pays par rapport à 2007 (113 millions d'EUR).

### **Principales opérations de l'année 2008**

En 2008, la BEI a ciblé des projets ayant une incidence sur le développement, tels que des initiatives dans le domaine de l'environnement, des grandes infrastructures énergétiques et des investissements dans le secteur privé. Parmi les projets clés réalisés dans les régions concernées, on peut citer :

- un prêt de 16 millions d'EUR à la République du Malawi destiné à garantir la fourniture, à la fois fiable et durable, de services d'eau et d'assainissement de base dans les deux plus grandes villes du pays, Blantyre et Lilongwe. Le projet permettra d'approvisionner en eau potable quelque 700 000 résidents urbains de ce pays pauvre très endetté. Il revêt à ce titre une importance primordiale pour le développement économique du Malawi et pour le bien-être social de sa population ;
- un prêt de 35 millions d'EUR assorti d'une bonification d'intérêts de 15 millions d'EUR provenant du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures, en faveur de la compagnie publique d'électricité namibienne (NamPower), pour la réalisation de l'interconnexion de Caprivi qui doit relier les réseaux électriques namibien et zambien. Le projet Caprivi, qui prévoit la mise en place d'interconnexions électriques entre les différents pays du pool énergétique d'Afrique australe, favorisera l'émergence d'un marché de l'électricité concurrentiel et fiable dans cette région ;
- le premier prêt de la BEI en République démocratique du Congo (RDC) depuis 1986, qui témoigne

de la détermination de la Banque à soutenir les efforts déployés par les pouvoirs publics de la RDC pour instaurer la stabilité politique et encourager le développement économique. La BEI a octroyé au gouvernement de la RDC un prêt de 110 millions d'EUR pour la remise en état et l'agrandissement des centrales hydroélectriques d'Inga et du réseau de transport connexe, qui sont au cœur du dispositif de production d'énergie de la RDC. L'opération, qui assurera le raccordement de nouveaux clients habitant dans les quartiers les plus défavorisés de Kinshasa, contribuera à offrir une source d'approvisionnement en électricité fiable et efficiente en RDC ;

- un prêt de 30 millions d'USD à Digicel Pacific pour le déploiement de réseaux concurrentiels de téléphonie mobile dans le Pacifique. Le projet permettra d'étendre l'accès à des services de télécommunications innovants et concurrentiels à plus de 85 % de la population de Vanuatu, Tonga, Samoa et Fidji, et contribuera ainsi au développement économique de la région et à l'intégration des zones les plus reculées ;
- une ligne de crédit de 150 millions d'EUR destinée au financement de logements sociaux abordables en Afrique du Sud. Il s'agit du premier prêt en faveur du secteur du logement en Afrique du Sud que la BEI a octroyé directement à des institutions financières tant publiques que privées. Il vise à améliorer les conditions de logement et de vie pour les ménages à faible revenu. Le projet contribuera à la réalisation des principaux objectifs socio-économiques du pays : réduction de la pauvreté, création d'emplois, baisse de la criminalité, cohésion sociale et émancipation économique des pauvres.

## Faits nouveaux majeurs en 2008

### *Entrée en vigueur de l'Accord de Cotonou II*

Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, l'Accord de partenariat révisé de Cotonou, Cotonou II, est entré en vigueur après l'achèvement du processus de ratification par l'ensemble des États membres de l'UE et 75 % des pays ACP. Le nouveau protocole couvre la période 2008-2013 et fixe les moyens financiers que l'UE mettra en œuvre pour soutenir le développement des pays ACP et des PTOM. De plus, l'accord révisé prévoit l'octroi à la BEI de ressources supplémentaires qui l'aideront à remplir ses objectifs stratégiques dans ces régions.

### *Mise en place d'infrastructures clés et d'un secteur financier robuste*

La BEI a renforcé sa stratégie opérationnelle en 2008, en concentrant ses activités de prêt sur les infrastructures et le secteur financier.

Les projets d'infrastructure (eau, énergie, télécommunications et transports) ont représenté 63 % de la totalité des opérations signées dans les pays ACP en 2008. Tout au long de l'année, les prêts de la BEI en faveur des infrastructures ont continué de s'articuler essentiellement autour de deux axes :

- l'intégration régionale était une composante majeure de nombreux projets. De plus, les prêts de la BEI en faveur du développement économique et social transrégional ont été complétés par une assistance technique et des aides non remboursables financées par le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures qui a, depuis le début de ses opérations en avril 2007, approuvé huit aides de ce type pour un montant de 63 millions d'EUR, y compris celle en faveur du projet d'interconnexion de Caprivi en Namibie ;
- en 2008 aussi, la BEI et la Commission européenne ont donné un nouvel élan à leur engagement commun vis-à-vis de l'assistance technique et de la préparation des projets avec la création d'un module de préparation des projets en faveur de l'eau dans les pays ACP. Ce dispositif, doté d'une enveloppe de 3 millions d'EUR, vise à financer, sur la période 2008-2010, une assistance technique à la préparation de projets viables ayant trait à l'eau et à l'assainissement. Le premier bénéficiaire potentiel de fonds du module de préparation est un projet régional situé à proximité du bassin versant du lac Victoria.

En 2008, la BEI a octroyé sept prêts destinés au développement du secteur financier, qui passe par le renforcement des institutions financières et des marchés des capitaux locaux, ce qui devrait permettre d'améliorer l'accès des petites entreprises à des produits et des services financiers essentiels. Tout au long de l'année, les prêts de la BEI dans le secteur ont visé à promouvoir des évolutions positives et des innovations.

- La BEI a maintenu son appui au développement des institutions de microfinance en République dominicaine. Trois banques locales, Banco ADEMI, Banco ADOPEM et FONDESA ont bénéficié de lignes de crédit de la BEI et de prises de participation destinées à financer des prêts en faveur de très petites entreprises et de PME. Par le truchement de ses interventions précédentes, sous forme

de lignes de crédit, de prises de participation et d'assistance technique, la BEI a joué un rôle important dans la transformation d'ADEMI et d'ADOPEM, jusqu'alors institutions de microfinance, en établissements bancaires.

- La BEI est pleinement consciente que les investissements dans les secteurs innovants encouragent la croissance économique dans les pays émergents. En 2008, afin de pallier l'insuffisance de capitaux à risques disponibles pour les entreprises technologiques africaines, la BEI est devenue un investisseur de premier plan dans Adlevo Capital Africa LLC, le premier fonds de capital-investissement spécialisé dans le secteur des hautes technologies en Afrique sub-saharienne.

### *Détermination à pratiquer la transparence et la coopération*

La BEI a redoublé d'efforts pour garantir la transparence des opérations qu'elle a réalisées en 2008 dans les pays ACP, au travers de quelques mesures majeures :

- les consultations publiques avec la société civile font désormais partie intégrante des opérations de la Banque. La révision de la déclaration des principes et normes adoptées par la BEI en matière sociale et environnementale a donné lieu à des débats ouverts et utiles relatifs au développement des activités de la Banque dans les pays ACP ;
- par ailleurs, la BEI a pris l'initiative d'adhérer à l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Par son soutien à l'ITIE, la BEI a réaffirmé son engagement vis-à-vis d'une bonne gouvernance et des meilleures pratiques pour l'ensemble de l'industrie extractive, secteur d'intervention important de la BEI dans la région ACP.

De plus, en 2008, la BEI n'a pas relâché ses efforts visant à renforcer la coordination et la coopération avec d'autres bailleurs de fonds des pays ACP. La moitié des 26 projets mis en œuvre dans les pays ACP et les PTOM ont été cofinancés par des institutions internationales de financement du développement et des bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux.

L'activité de 2008 a également été fortement marquée par la coopération avec la Commission européenne (CE) et notamment par le succès qu'ont continué de connaître les initiatives conjointes telles que le mécanisme de capital-risque en Afrique du Sud, qui a pour objectif de soutenir les PME détenues et gérées par des communautés précédemment défavorisées. Fortes de cette expérience positive, les deux institutions européennes ont commencé à évaluer la faisabilité et les modes de fonctionnement du Mécanisme pour la croissance et l'emploi en Afrique du Sud (*Growth and Employment Facility for South Africa – GEFSA*). Promu et financé par la Commission, le GEFSA sera géré par la BEI. Il mettra à disposition des financements à risques jusqu'à hauteur de 100 à 120 millions d'EUR au total et visera un large éventail de secteurs économiques. Son application devrait avoir des retombées importantes en matière de développement.

### **Perspectives pour 2009**

En 2009, les activités de la BEI dans les pays ACP, les PTOM et l'Afrique du Sud seront sans nul doute affectées par la crise financière internationale et la Banque entend bien continuer à offrir des solutions souples pour répondre aux besoins de financement au fur et à mesure qu'ils apparaîtront. Cela supposera l'utilisation d'instruments financiers innovants, mais aussi l'accroissement de l'offre d'instruments de fonds propres et de ressources disponibles en monnaie locale.

La BEI restera néanmoins attachée à sa politique opérationnelle qui se concentre sur les infrastructures et le développement du secteur financier. Elle mettra en outre l'accent sur l'importance que revêt l'identification de projets et d'initiatives dans le domaine des énergies renouvelables susceptibles d'avoir une incidence favorable sur les changements climatiques.

Parmi les projets qui devraient être signés en 2009, il convient de signaler :

- un investissement de 20 millions d'USD au maximum relatif à une prise de participation dans le capital de LeapFrog Microinsurance Fund. Ce fonds investira, sous forme d'apports de fonds propres ou de quasi-fonds propres, dans des entreprises qui proposent des produits et des services d'assurance à des personnes à faibles revenus dans les pays en développement. L'accès facilité aux produits d'assurance contribuera à favoriser la réduction de la pauvreté et la croissance économique ; de plus, la réussite de ce projet pourrait donner lieu à un nouveau développement des produits d'assurance à destination des populations défavorisées ;

- un prêt de la BEI de 65 millions d'EUR pour la rénovation des infrastructures de transport du corridor de Beira au Mozambique. Il s'agit d'un projet phare pour le Mozambique car il prévoit la réouverture de la ligne ferroviaire de Sena, fermée depuis plus de 20 ans en raison de la guerre civile. Il aura également pour effet d'accroître le volume d'opérations traitées dans le port de Beira tout en améliorant les conditions de sécurité et en réduisant les coûts. En raison des retombées positives qu'il aura sur les liaisons de transport dans l'ensemble de l'Afrique australe, le projet bénéficiera en outre d'une bonification d'intérêts du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures.

*Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).*

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



**Conférence de presse annuelle 2009****Fiche thématique n° 12****La banque des projets européens**

Bruxelles, le 9 mars 2009

**Pays partenaires d'Amérique latine et d'Asie (ALA)**

*En 2008, la BEI a prêté 469 millions d'EUR en Amérique latine et en Asie, contre 925 millions d'EUR en 2007.*

**Le mandat ALA actuellement en vigueur**

En Amérique latine et en Asie, l'activité de prêt de la BEI est régie par les mandats que lui confie l'Union européenne (UE). En vertu du mandat actuel, qui couvre la période 2007-2013, la BEI est autorisée à accorder des prêts à concurrence de 3,8 milliards d'EUR, assortis d'une garantie de l'Union européenne, pour les opérations menées dans les pays partenaires de la région ALA. Il s'agit d'une augmentation sensible – 53 % – par rapport au mandat relatif à la période 2000-2006. Ce mandat est subdivisé en deux enveloppes indicatives, l'une de 2,8 milliards d'EUR au maximum pour l'Amérique latine et l'autre de 1 milliard d'EUR au maximum pour l'Asie.

Les activités de la Banque dans la région ALA accompagnent la stratégie de coopération de l'UE dans ces régions. D'un point de vue sectoriel, les objectifs de la BEI dans ses opérations de prêt en Amérique latine et en Asie ont été élargis par rapport aux mandats précédents : la Banque ciblera la protection de l'environnement (y compris l'atténuation des changements climatiques) et les projets qui contribuent à la sûreté de l'approvisionnement énergétique de l'UE. Les opérations de la BEI continueront en outre de soutenir la présence de l'UE sur ces continents par le biais d'investissements étrangers directs et de transferts de technologies et de savoir-faire.

**Activité en 2008**

En 2008, les opérations de prêt de la BEI en faveur de projets situés en Amérique latine et en Asie ont totalisé 469 millions d'EUR, dont 319 millions d'EUR pour trois projets en Amérique latine (Brésil, Mexique et Paraguay) et 150 millions d'EUR pour un projet en Asie (Inde).

En Amérique latine, la BEI a signé :

- un prêt de 200 millions d'EUR pour l'extension et la modernisation d'un réseau de télécommunications numériques au Brésil. Ce projet donnera lieu à un transfert de savoir-faire technologique d'une entreprise européenne, Telecom Italia Spa, vers l'Amérique latine ;
- un prêt de 69 millions d'EUR pour un projet d'extension d'un réseau GSM au Paraguay dans lequel intervient une filiale de Millicom (une société basée au Luxembourg), à l'appui de la décision prise par l'emprunteur de passer de la technologie analogique à la technologie GSM et d'accroître la couverture démographique de son réseau ;

Ces deux projets contribueront au développement économique du Brésil et du Paraguay, dans la mesure où l'efficacité des outils de communication joue un rôle essentiel pour favoriser le développement des activités économiques et commerciales ;

- un prêt de 50 millions d'EUR, qui servira à financer en partie, par l'intermédiaire de Bancomext, des projets d'infrastructure de petite et moyenne dimension réalisés au Mexique, dans le secteur de l'environnement, par des entrepreneurs des secteurs privé et public. Ce prêt est conforme à la politique et à la stratégie de l'UE en matière de gestion durable de l'environnement, et en particulier d'atténuation des changements climatiques. La politique définie par l'UE en la matière préconise de trouver de nouveaux outils pour renforcer la participation des pays en développement aux initiatives

mondiales de lutte contre les changements climatiques. Par ailleurs, une part importante des technologies utilisées dans ce type de projet devrait venir de l'UE ; ces opérations constituent donc un moyen de financer des transferts de technologie et de savoir-faire de l'Europe vers le Mexique, répondant ainsi à un autre objectif de prêt assigné à ce mandat.

En Asie, la BEI a accordé un prêt de 150 millions d'EUR à Exim Bank of India pour financer des investissements contribuant, soit à l'atténuation des changements climatiques, dans le cadre de projets dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, soit au renforcement de la présence de l'UE en Inde, à l'aide d'investissements directs ou de transferts de technologies et de savoir-faire venant d'Europe.

En 2007, le volume des prêts de la BEI à la région ALA s'était élevé à 925 millions d'EUR, un chiffre qui s'explique dans une large mesure par la signature d'un prêt-cadre de 500 millions d'EUR à la Chine, conçu pour financer, au sein des secteur énergétique et industriel, des projets d'investissement contribuant à éviter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre ou d'autres polluants. Il convient de noter que les premières affectations au titre de ce prêt-cadre, qui portent sur deux programmes de boisement et la construction de quatre parcs éoliens, ont été approuvées en 2008.

*Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).*

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000



## L'activité d'emprunt de la BEI en 2008

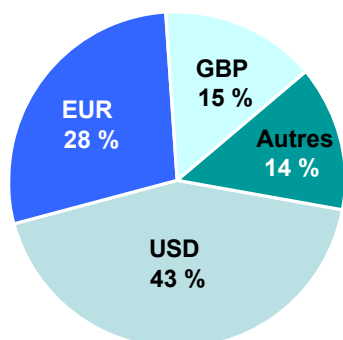
### Une activité robuste en dépit des incertitudes

- L'activité d'emprunt de la BEI est restée relativement robuste malgré l'instabilité et l'incertitude accrues sur les marchés et le bouleversement profond du cadre général de collecte de ressources durant la majeure partie du quatrième trimestre.
- Du fait même qu'elle est détenue par tous les États membres de l'UE, la BEI, qui est notée AAA, a pu profiter, en particulier durant les périodes agitées sur les marchés, de sa capacité à proposer des possibilités de diversification de première qualité, confortant ainsi son positionnement en tant qu'émetteur offrant un « moyen d'investir dans l'Europe ».

### Une croissance substantielle par rapport à 2007

- En 2008, la BEI a levé **59,5 milliards d'EUR** au travers de **247 opérations** dans **22 monnaies**.
- La collecte de ressources au titre de 2008 a largement dépassé le volume atteint en 2007 (54,7 milliards d'EUR), suivant une progression parallèle à celle des décaissements de prêts de la Banque.
- Les ressources empruntées dans les trois monnaies principales de la BEI (EUR, GBP, USD) ont atteint 51,2 milliards d'EUR, soit 86 % du volume total collecté (84 % en 2007). La composition par monnaie se présentait comme suit : 28,2 % pour l'EUR, 42,9 % pour l'USD et 15,0 % pour la GBP. Hormis les monnaies principales, les trois monnaies qui ont le plus contribué à la collecte de ressources sont l'AUD (pour l'équivalent de 2,3 milliards d'EUR), le JPY (1,4 milliard d'EUR) et le CHF (1,2 milliard d'EUR).

### Répartition des emprunts par monnaie en 2008



AUD	3,9 %	NOK	0,9 %	RUB	0,1 %
JPY	2,3 %	SEK	0,7 %	CZK	0,1 %
CHF	2,0 %	ZAR	0,6 %	MXN	0,1 %
NZD	1,5 %	BGN	0,2 %	ISK	0,03 %
TRY	1,4 %	HUF	0,2 %	SKK	0,01 %

Monnaies d'émission au format synthétique (avec paiements et règlements en EUR ou en USD) : real brésilien (BRL), rupiah indonésienne (IDR), peso philippin (PHP), kwacha zambien (ZMK).

## Une forte demande pour les obligations de référence

- Le recours aux émissions de référence dans les monnaies principales, rendu nécessaire par l'environnement des marchés, a continué d'être une caractéristique majeure en 2008. Les émissions de référence en EUR, en GBP et en USD ont atteint un montant cumulé de 43 milliards d'EUR, soit 72 % du total des ressources collectées.
- Près de la moitié de ces émissions de référence ont pris la forme d'émissions globales en USD, avec un record de 8 émissions.
- La demande d'obligations de référence a de nouveau été forte dans d'autres monnaies. Parmi les monnaies, autres que les monnaies principales, dans lesquelles la BEI a renforcé son offre d'obligations de référence ou émis d'importants volumes en 2008, figurent le dollar australien (AUD), le yen japonais (JPY), le franc suisse (CHF) et la couronne suédoise (SEK).

### EUR – Capacité de réaction à la demande des investisseurs

- S'agissant de l'EUR, 29 émissions ont été lancées au total en 2008 pour un volume de 16,8 milliards d'EUR, soit 28 % du programme complet pour l'année.
- Les émissions de référence en EUR ont permis de lever 13 milliards d'EUR, ce qui représente 78 % du volume émis dans cette monnaie. La BEI a lancé deux nouvelles émissions EARN (*European Area Reference Notes* – obligations de référence pour la zone euro) et procédé à la réouverture de cinq émissions EARN existantes.
- Les émissions classiques ciblées ont produit l'équivalent de 3,2 milliards d'EUR via 9 transactions. La Banque a réalisé 13 opérations structurées en 2008, pour un total de 548 millions d'EUR, soit 3 % du volume total émis en EUR.
- La BEI a levé 180 millions d'EUR via une "émission populaire", la première émission entièrement souscrite et distribuée par les banques populaires italiennes. La demande des petits investisseurs est toutefois restée faible dans l'ensemble, accusant même un recul par rapport aux années précédentes. Dans les conditions de marché actuelles, cette catégorie d'investisseurs, sur certains marchés, semble être plutôt attirée par des émissions d'entreprises de grande qualité que par des émissions d'entités publiques offrant des rendements plus faibles.

### GBP – Premier émetteur hors *Gilts* (obligations d'État)

- La BEI a lancé 50 émissions en 2008, qui ont rapporté 6,9 milliards de GBP (8,9 milliards d'EUR), soit 15 % du programme complet de l'année.
- La Banque a maintenu sa position de premier émetteur d'emprunts de référence autres que *Gilts* en 2008.

### USD – Volume record pour les émissions globales

- Le volume de la collecte de ressources de la BEI en USD a battu un record absolu, enregistrant une hausse de 85 % par rapport à 2007. Au total, la conclusion de 55 transactions en 2008 a permis de lever 35,5 milliards d'USD (25,5 milliards d'EUR), soit 43 % du programme pour l'ensemble de l'année.
- Les émissions de la BEI en USD ont bénéficié d'une forte demande et de coûts d'emprunt très avantageux, qui ont encore été rendus sensiblement plus attrayants pour la Banque grâce aux taux favorables associés aux swaps de base USD/EUR. En conséquence, le programme d'emprunt a été mis en œuvre dans l'optique de maximiser la contribution de l'USD, en particulier par rapport autres monnaies principales (EUR et GBP), les opportunités de coût, notamment pour ce qui concerne les émissions de référence, ayant été comparativement meilleures dans cette monnaie en 2008.
- La Banque a augmenté la taille de ses émissions de référence à 3 ans pour la porter à 4 milliards d'USD et elle a lancé l'ensemble de ses cinq émissions de référence sur ce segment de durée dans ce volume.
- Les émissions structurées et les émissions sur mesure ont également connu un gros succès en 2008 puisqu'elles ont permis de récolter 3,8 milliards d'USD (transactions exclusivement réalisées en USD, hors émissions en monnaie synthétique). Les demandes concernaient en particulier les structures remboursables par anticipation ainsi que les placements privés classiques de courte durée.

## Forte diversification grâce à une activité d'émission dans 19 autres monnaies

- Au total, 113 émissions ont été lancées en 2008 dans 19 monnaies autres que les monnaies principales, pour un volume équivalent à 8,3 milliards d'EUR, soit 14 % du programme total pour l'année.
- Dans le compartiment du **franc suisse** (CHF), la BEI a tiré parti de sa présence de longue date sur le marché national suisse. Elle a ainsi levé au total 1,9 milliard de CHF (la contre-valeur de 1,2 milliard d'EUR). Ce volume a été atteint principalement par la réouverture d'émissions existantes (qui arrivent à échéance en 2015 et en 2019), mais la Banque a également réussi à lancer de nouvelles émissions assorties d'échéances à 1, 2, 3 et 10 ans.
- L'activité d'emprunt de la BEI dans les monnaies des **pays nordiques** a totalisé l'équivalent de 1 milliard d'EUR. Dans le compartiment de la couronne suédoise (SEK), elle a levé au total 4,1 milliards de SEK (435 millions d'EUR). La Banque a étendu sa courbe des rendements en SEK grâce à une nouvelle émission à taux fixe à trois ans, ce qui correspond à la durée des obligations d'État. En couronne norvégienne (NOK), elle a lancé deux nouvelles émissions assorties d'échéances correspondant à celles des obligations d'État (mai 2013 et mai 2017).
- Dans les monnaies **des nouveaux et des futurs pays membres** ainsi que dans celles des **pays voisins de l'UE**, la BEI a lancé 33 émissions qui lui ont permis de lever l'équivalent de 1,1 milliard d'EUR, dont l'essentiel en livre turque (TRY). Parmi les autres monnaies d'émission, on citera le lev bulgare (BGN), le forint hongrois (HUF), le rouble russe (RUB), la couronne tchèque (CZK) et la couronne slovaque (SKK).
- Dans les compartiments du **yen** et des **monnaies de la zone Asie-Pacifique**, la BEI a maintenu une forte présence. Le dollar australien (AUD) a été la quatrième monnaie d'émission de la Banque, avec un volume de 3,4 milliards d'AUD (2,3 milliards d'EUR). Pour la deuxième année consécutive, la Banque a été le plus grand émetteur d'obligations "kangourou" (émetteur étranger en AUD). L'activité d'émission publique en JPY, soutenue par une demande internationale émanant d'Europe et des États-Unis, a été dynamique, notamment au premier semestre de l'année. En 2008, la Banque a levé un total de 223 milliards de JPY (1,4 milliard d'EUR) et elle a une nouvelle fois été le plus grand émetteur d'émissions globales en JPY. Par ailleurs, elle a lancé sa première émission synthétique en peso philippin (PHP) ainsi qu'une émission en rupiah indonésienne (IDR) au même format.
- Sur le **continent américain (hors États-Unis)**, la BEI a émis son tout premier emprunt de référence en real brésilien (BRL) au format global.
- En **Afrique**, la BEI a lancé 13 émissions dans deux monnaies africaines pour un total équivalent à 364 millions d'EUR. Elle est restée le principal émetteur sur le marché euro-obligataire du rand sud-africain (ZAR), où elle a collecté l'équivalent de 336 millions d'EUR. La Banque a également lancé son premier emprunt en kwacha zambien (ZMK), pour un montant équivalent à 28 millions d'EUR. Cette opération, qui a été réalisée en format synthétique (avec paiements et règlements en USD), a porté à sept le nombre de devises africaines dans lesquelles la BEI lève des fonds.

## Poursuite du développement des marchés des capitaux

- La BEI a poursuivi son action en faveur du développement des marchés des capitaux dans les nouveaux et les futurs États membres de l'UE ainsi que dans les pays partenaires de l'UE en Afrique. Les activités entreprises à cet effet créent en outre une base à partir de laquelle la BEI aura la possibilité, à l'avenir, d'accorder des prêts en monnaie locale, ce qui aura notamment pour avantage d'éliminer le risque de change pour les emprunteurs.
- Dans les monnaies des pays partenaires et des pays voisins de l'UE, la Banque a étendu la courbe des rendements en rouble russe et en livre turque, ce qui a permis d'offrir aux investisseurs les durées les plus longues disponibles sur le marché euro-obligataire à taux fixe, et elle a également lancé son premier emprunt en kwacha zambien. Cette émission synthétique en kwacha zambien (ZMK) a été la première émission dans cette monnaie à être lancée par un émetteur étranger et, qui plus est, sur le marché international.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

### Contacts pour la presse :

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

### Questions générales :

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000





## **Transparence, information du public et relations avec la société civile**

### **Transparence**

La transparence est une dimension importante de la responsabilité d'entreprise de la Banque européenne d'investissement (BEI). Dans le cadre de sa mission, qui est de concourir à la réalisation des objectifs de l'Union européenne, la BEI s'attache à conférer à ses activités un degré élevé de transparence. En sa qualité d'entité publique, la Banque estime que la transparence sur ses processus de prise de décision, de fonctionnement et de mise en œuvre des politiques de l'UE est fondamentale pour renforcer sa crédibilité et sa responsabilité vis-à-vis des citoyens en Europe et des populations concernées par ses opérations ailleurs dans le monde. La transparence contribue également à accroître encore l'efficacité et la viabilité des interventions de la BEI.

### **Divulgaration d'informations au public**

La divulgation d'informations au public est un élément clé qui permet de juger du respect, par la Banque, de son engagement en matière de transparence. Consulté par quelque 4 millions de visiteurs en 2008, le site Web de la BEI est le principal outil de diffusion active de renseignements sur la Banque auprès du public. L'« InfoDesk » de la BEI constitue le premier point de contact accessible au grand public. En 2008, il a reçu quelque 25 500 courriels admissibles qui ont généré au total 17 500 échanges (soit une augmentation de 40 % par rapport à l'année précédente).

La communication de la Banque avec le public est régie par la « politique de divulgation de la BEI » (2006). Cette politique repose sur le principe de divulgation systématique des informations, à moins qu'il n'existe une raison impérieuse s'y opposant. La BEI s'est engagée à procéder tous les trois ans à une révision en bonne et due forme de sa politique de divulgation. Par conséquent, elle réexaminera celle-ci en 2009 et couplera à cette révision une consultation publique intégrée dans un processus plus large qui couvrira également la révision des politiques de transparence et de traitement des plaintes.

Chaque année, la Banque publie un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre de sa politique de divulgation. L'édition relative à l'année 2008 sera disponible en mars ou avril prochain.

### **Consultation publique**

La BEI mène une consultation publique sur certaines politiques propres à la Banque ou multisectorielles qui revêtent une importance particulière et présentent un intérêt pour toutes ses parties prenantes. Une telle procédure de consultation vise principalement à générer des contributions précieuses de la part des parties prenantes et à renforcer la transparence et la responsabilité de la Banque. En règle générale, ces consultations en ligne se déroulent en deux phases de 45 et 20 jours ouvrables respectivement et s'accompagnent en principe de réunions publiques destinées à faciliter un dialogue direct, sans intermédiaire, avec les interlocuteurs intéressés. Un groupe d'étude de la BEI se charge d'examiner et d'évaluer les contributions des parties prenantes. Après son approbation par le Comité de direction, le projet de texte final de la politique est publié pour information sur le site Web de la BEI 15 jours ouvrables avant son examen par le Conseil d'administration, parallèlement au rapport de consultation publique. Ce rapport décrit le déroulement de la consultation et regroupe l'ensemble des contributions des parties prenantes, ainsi que les explications motivées de la Banque quant à leur degré de prise en compte. Une fois approuvée par le Conseil d'administration, la politique est publiée sur le site Web de la BEI et, le cas échéant, au Journal officiel de l'Union européenne. En 2008, la Banque a lancé une consultation publique sur la « Déclaration des principes et normes adoptés par la BEI en matière sociale et environnementale ». À cet égard, la Banque a grandement apprécié l'apport constructif des organisations de la société civile (OSC) et plus particulièrement des ONG qui suivent attentivement ses activités.

Outre la consultation publique officielle, la BEI organise ponctuellement des consultations en ligne simplifiées ou des réunions informelles avec les parties prenantes au sujet de certains autres documents de politique générale, selon le type et le contenu des documents concernés.

## **Interaction avec la société civile**

### *Institutions et organes de l'UE*

À l'échelle de l'Union européenne, la Banque a poursuivi son dialogue intensif avec le Parlement européen, ce qui a permis d'amplifier encore la relation constructive et approfondie entre les deux institutions. Le président de la BEI, Philippe Maystadt, présente traditionnellement la stratégie et les activités du groupe BEI devant plusieurs commissions du Parlement européen, notamment celle des affaires économiques et monétaires et celle du contrôle budgétaire. Le président a également participé à la discussion plénière sur le rapport du Parlement européen relatif aux activités de la Banque en 2007. De nombreux contacts sur un grand nombre de sujets ont aussi eu lieu tout au long de l'année entre les services des deux institutions, non seulement pour ce qui est du Parlement, avec les commissions parlementaires mais également avec des députés européens. La visibilité nettement accrue de la BEI à la faveur de ses interventions aux côtés de l'UE pour répondre à la crise économique actuelle a entraîné un accroissement proportionnel du nombre de questions posées par les députés européens, mais aussi de l'intérêt général du Parlement à l'égard de la Banque.

La BEI a également maintenu un dialogue régulier et ouvert avec le Comité économique et social européen (CESE). Conformément à la tradition, le président Maystadt, à l'invitation du président de la section « Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale » du CESE, a exposé dans leurs grandes lignes les activités de la Banque en 2007 et participé à un large échange de vues à cet égard. Une réunion s'est par ailleurs tenue au CESE en vue de présenter à la section « Marché unique, production, consommation » les activités de la BEI en matière de financement du microcrédit. D'autre part, la Banque a participé aux journées « portes ouvertes » que le Comité des régions organise chaque année en étroite collaboration avec la direction de la politique régionale de la Commission européenne.

La BEI et le Médiateur européen, qui enquête sur des plaintes de citoyens ou d'associations alléguant des cas de mauvaise administration au sein des institutions et organes de l'UE, ont signé un protocole d'accord à l'automne 2008, afin d'améliorer la protection des parties prenantes face à d'éventuels cas de mauvaise administration dans le cadre des activités de la Banque. Ce protocole d'accord s'appuie sur la bonne collaboration qui existe déjà entre la Banque et le Médiateur européen dans le contexte des enquêtes que mène ce dernier sur les activités de la BEI. La Banque et le Médiateur européen ont du reste convenu de se rencontrer une fois par an au minimum pour faire le point et discuter de la mise en œuvre pratique du protocole d'accord.

### *Organisations de la société civile*

Les relations que la BEI entretient avec les organisations de la société civile (OSC), notamment les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres groupes d'intérêts, reposent sur la reconnaissance de la capacité de ces entités à apporter une contribution précieuse à l'élaboration de la politique générale de la Banque. Les OSC et les ONG peuvent également aider à sensibiliser la BEI aux questions d'intérêt local, mais aussi fournir d'autres informations utiles qui contribuent à la qualité des projets financés par la Banque.

L'interaction avec les OSC est coordonnée au sein de la Banque par l'unité « Société civile » qui dépend du département « Communication ». Agissant en tant qu'interface entre la BEI et les OSC, cette unité a pour fonction d'assurer la cohérence et la qualité de la communication et de nouer avec la société civile un dialogue dynamique. Elle cherche à établir des contacts avec des organisations susceptibles d'aider le public et, plus particulièrement, les citoyens concernés par les opérations de la BEI, à accéder aux informations la concernant. Au sein de la Banque, cette unité fournit des conseils à propos des contacts et des questions liés à la société civile. Elle gère également, en concertation avec le département « Ressources humaines » et des experts extérieurs, des programmes internes de sensibilisation et de renforcement des capacités sur le thème de l'interaction de la BEI avec la société civile, afin de consolider les connaissances et de susciter l'engagement voulu, parmi le personnel, pour assurer la communication avec les représentants de la société civile.



Dans le cadre du dialogue permanent qu'elle entretient avec la société civile, la Banque organise régulièrement des séminaires s'adressant aux OSC. Le séminaire de printemps avec les OSC, qui s'est déroulé à Bruxelles en juin sous la présidence de Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI, avait pour thème le changement climatique. Le séminaire d'automne consacré aux transports routiers, qui devait se tenir à Bucarest en novembre, a été reporté au premier semestre de 2009 en raison d'un manque de participants. Un autre événement marquant a été la séance annuelle d'information à l'intention des organisations de la société civile, qui a eu lieu le 29 février à Bruxelles, et au cours de laquelle Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI, a présenté aux OSC basées à Bruxelles les premiers résultats de l'exercice précédent. Cette séance annuelle d'information des OSC est adossée à la conférence de presse annuelle de la Banque.

La BEI instaure un dialogue et établit des partenariats de coopération avec des OSC spécialisées qui partagent avec elle certains objectifs ou intérêts, tels que le programme de Lisbonne, le développement durable, la protection de l'environnement ou la lutte contre la pauvreté. En 2008, la Banque a poursuivi sa collaboration avec Transparency International et l'Union internationale de conservation de la nature (IUCN). En outre, elle a également annoncé son soutien et son adhésion à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Tout en souhaitant poursuivre ce type de relations de travail ciblées avec des organisations spécialisées, la BEI tient également à préserver et à améliorer ses contacts avec les ONG axées sur les questions de politique générale et qui mènent des campagnes au sujet des activités de la Banque. Ces dernières années, les contacts avec ce type d'organisations se sont intensifiés et ont permis d'approfondir encore le dialogue. L'importance accordée à ces contacts a été soulignée par la participation de la Banque à des événements organisés par ces ONG en 2008, dont, par exemple, trois conférences consacrées au rôle de la BEI dans les pays en développement, notamment en Afrique, et à ses mécanismes de recours. Pour sa part, la BEI a convié ces mêmes ONG à plusieurs tables rondes centrées sur des thèmes spécifiques, tels que le protocole d'accord entre la Banque et la Commission européenne sur les mandats extérieurs de la BEI (juin et novembre), l'énergie nucléaire et les sources d'énergie renouvelables (juillet), les droits de l'homme (juillet) ou les déchets solides (septembre).

Au niveau des projets, la Banque a continué de s'engager et de travailler aux côtés des OSC et des associations de citoyens, par exemple dans le cadre de plusieurs projets relatifs à l'environnement et à l'eau dans le bassin méditerranéen et en Afrique subsaharienne, où les fonds d'assistance technique apportés par la BEI contribuent à resserrer les liens avec la société civile.

*Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).*

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

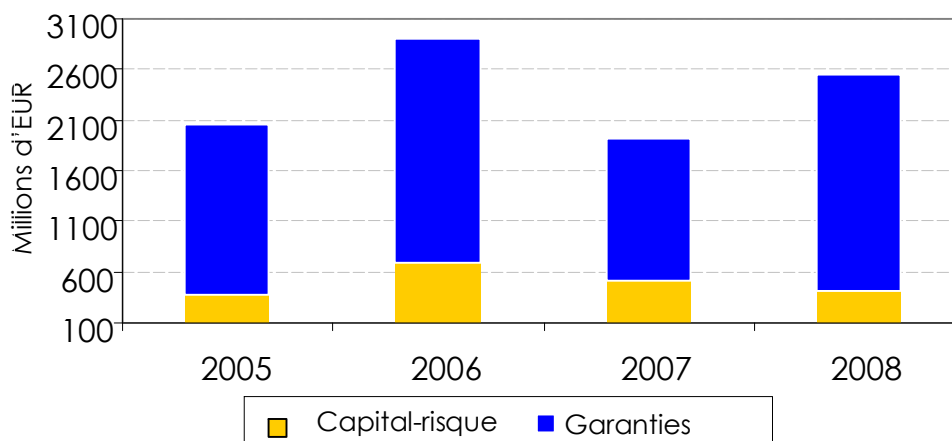
Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000





## L'activité du Fonds européen d'investissement

### Engagements annuels sur la période 2005-2008



Le FEI est l'organe de l'UE spécialisé dans le financement des PME. Il est détenu par la BEI (64 % du capital) et par l'Union européenne au travers de la Commission européenne (27 %). C'est le seul organisme de l'UE qui admette des banques et des institutions financières publiques et privées (31 établissements de 17 pays différents) dans son actionnariat (à hauteur de 9 %).

Le FEI soutient les PME de manière indirecte, au moyen d'apports de fonds propres (instruments de capital-risque et de capital-investissement) et d'opérations portant sur des instruments de dette (garanties), en utilisant soit ses fonds propres, soit des ressources mises à sa disposition au titre des mandats que lui confie la BEI (le Mandat capital-risque - MCR), l'Union européenne, les États membres ou d'autres entités. En complétant l'offre de la BEI, laquelle s'est jusqu'ici surtout spécialisée dans les financements traditionnels sous forme de prêts, le FEI joue donc un rôle crucial tout au long de la chaîne de valeur de la création d'entreprises. Celle-ci couvre les tout premiers stades de la propriété intellectuelle jusqu'aux fonds spécialisés dans les PME arrivées à un stade intermédiaire de développement, ceci grâce à une offre intégrée de financements qui s'adressent à un large éventail de segments du marché, en partenariat avec un grand nombre d'institutions financières. Au travers des activités du FEI et des mécanismes de partage des risques, ces institutions partenaires peuvent accroître leurs prêts et leur potentiel d'activité tout en améliorant l'accès des PME aux financements.

Si les instruments de capital-risque et de capital-investissement du FEI visent à améliorer l'accès au capital pour les PME innovantes ou à forte croissance, il est tout aussi important de répondre aux besoins des PME qui cherchent à se financer par le canal plus traditionnel de l'emprunt. Par ses opérations de garantie et de titrisation, le FEI est en mesure d'améliorer la disponibilité et les conditions du crédit pour les PME bénéficiaires, ainsi que la capacité de prêt des intermédiaires financiers.

À la fin de 2007, la Commission européenne a donné mandat au FEI pour gérer une enveloppe budgétaire de 1,1 milliard d'EUR au titre du Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (PIC) 2007-2013, qui vise à faciliter l'accès des PME aux financements. Les ressources à allouer dans ce cadre sont réparties entre instruments de capital-risque et instruments de garantie. Le PIC, devenu pleinement opérationnel en 2008, a succédé au MAP, le Programme pluriannuel pour les entreprises et l'esprit d'entreprise, qui a été mis en œuvre sur la période 2001-2006. Le PIC se veut plus ambitieux, puisqu'il couvre une zone géographique plus vaste et que sa large panoplie d'instruments permet d'appuyer de nouveaux segments du

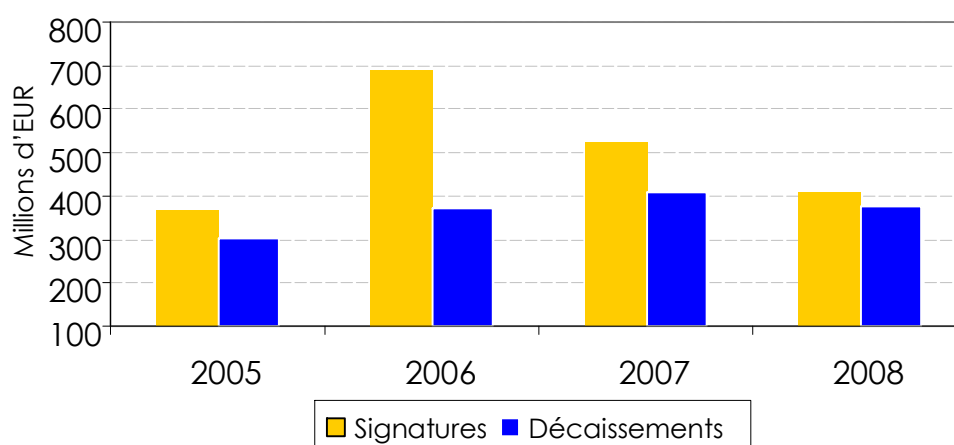
marché des PME et de nouveaux produits (tels que le transfert de technologie, les investisseurs providentiels et l'éco-innovation).

Le FEI a en outre élargi son rôle de partenaire de l'UE dans le cadre de JEREMIE, une initiative qui offre aux États membres de l'UE, via leurs autorités de gestion nationale ou régionales, la possibilité d'utiliser une partie des ressources mises à leur disposition au titre des Fonds structurels de l'UE pour financer des PME au moyen d'apports de fonds propres, de prêts ou de garanties, et ce par le canal de fonds de participation renouvelables.

Le FEI participe à l'initiative depuis ses tout premiers stades, en 2005, en collaborant avec la Commission européenne pour évaluer la demande d'instruments financiers destinés aux PME dans les régions et les États membres. Il a également accompagné les autorités de gestion dans la programmation de leur politique de cohésion et celles qui le souhaitent bénéficient de ses conseils pour la mise en œuvre des fonds JEREMIE.

Par ailleurs, en 2008, le FEI a mis au point, de concert avec la BEI, de nouveaux instruments, en particulier pour la finance mezzanine et le microcrédit, afin de mieux répondre aux besoins du marché dans le cadre de la conjoncture actuelle.

### Prises de participation au titre d'opérations de capital-risque



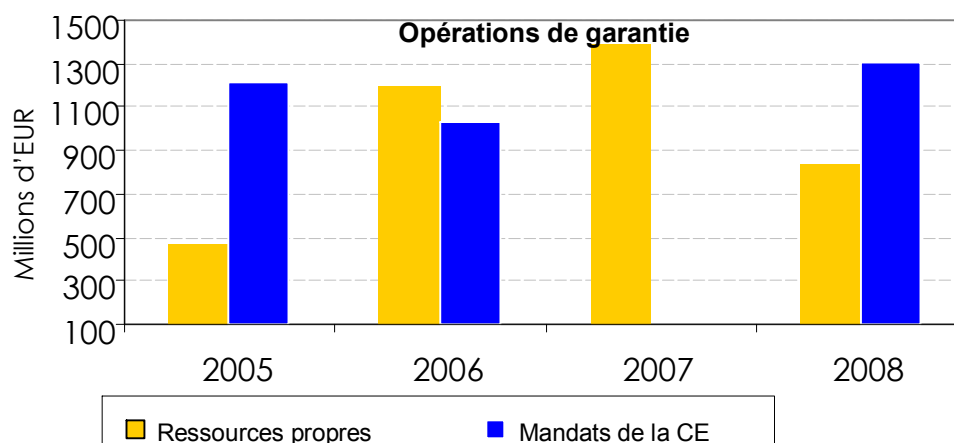
Comme le montre le graphique ci-dessus, le volume de décaissements au titre de prises de participation du FEI a régulièrement augmenté jusqu'en 2007, pour ensuite se stabiliser en 2008. La baisse du nombre des nouvelles signatures en 2008 peut s'expliquer par le fait que la situation sur le marché a été moins bonne, ce qui a freiné les investisseurs, bien que le FEI continue à jouer un rôle important en soutenant des opérations de capital-investissement nouvelles ou qui constituent le prolongement d'investissements antérieurs.

Néanmoins, en 2008, le FEI a signé des accords d'investissement en capital-risque pour près de 409 millions d'EUR<sup>1</sup>, dont 12 opérations relevant du PIC pour un total de plus de 134 millions d'EUR, tandis que le montant cumulé des engagements au titre de prises de participation s'est élevé à 4,7 milliards d'EUR en fin d'exercice et le volume des actifs gérés à 3,5 milliards d'EUR<sup>2</sup>. Fort de ses investissements dans quelque 300 fonds, le FEI reste le principal acteur du secteur européen des fonds de capital-risque et des fonds axés sur les entreprises de petite taille ou de taille intermédiaire, non seulement en raison de l'ampleur et du champ d'application de ses investissements, mais aussi du fait de son rôle de catalyseur. En conférant son « label de qualité » aux fonds et en prenant des participations minoritaires significatives, le FEI incite des investisseurs d'horizons très divers, en particulier du secteur privé, à s'engager à leur tour. En 2008, le Fonds a continué à élargir son champ d'activité dans le segment des fonds spécialisés dans les stades de développement intermédiaire et dans les activités de transfert de technologies, dans l'optique de faciliter la commercialisation des résultats de la recherche.

<sup>1</sup> Y compris les opérations relatives à des fonds de fonds.

<sup>2</sup> Les actifs gérés sont égaux aux engagements minorés des rentrées de fonds.

## L'activité garanties



Le FEI propose deux grandes lignes de produits dans le cadre de son activité de garantie en faveur des PME : le rehaussement de crédit pour opérations de titrisation (garanties couvrant des instruments de financement de PME titrisés) et l'octroi de garanties ou de contre-garanties pour portefeuilles de microcrédits, de prêts et d'opérations de crédit-bail en faveur de PME.

Le rehaussement de crédit permet au FEI de soutenir la titrisation de prêts et de crédits-bails aux PME, que des institutions financières regroupent en portefeuilles dans le cadre d'opérations « synthétiques » ou qui sont cédés sur les marchés des capitaux. En 2008, suite à l'évolution des conditions du marché, l'activité de rehaussement de crédit menée sur ressources propres a reculé par rapport à l'année précédente, passant de 1,3 milliard d'EUR à 0,8 milliard d'EUR. À la fin de 2008, le portefeuille d'opérations sur ressources propres représentait au total 3,8 milliards d'EUR<sup>3</sup>.

Dans le cadre de son activité d'octroi de garanties et de contre-garanties pour des portefeuilles de prêts en faveur de PME, de microcrédits ou d'opérations de crédit-bail, le FEI assume jusqu'à 50 % du risque de crédit ou de la perte attendue sur chacun des prêts ou actifs de crédit-bail en portefeuille. La contrepartie est ainsi soulagée d'une partie de ses obligations en matière de couverture des pertes éventuelles, ce qui accroît d'autant sa capacité de crédit aux PME. Tout au long de 2008, le FEI a mis en œuvre ces instruments avec succès, en recourant aux ressources du PIC. Ce dernier n'ayant été lancé qu'en 2008, il n'y avait eu aucune signature au titre de ce programme en 2007. En 2008, par contre, 12 nouveaux contrats de garantie ont été signés avec 9 intermédiaires financiers pour un montant de 1,3 milliard d'EUR. À la fin de 2008, le volume cumulé des signatures<sup>4</sup> au titre des mandats de la Commission européenne, pour lesquelles le plafond en vigueur pour les opérations individuelles est de 500 millions d'EUR, s'élevait à 8,5 milliards d'EUR.

En 2008, les opérations de garantie du FEI ont totalisé 2,1 milliards d'EUR et, l'exposition actuelle du portefeuille de garanties s'élève à 12,3 milliards d'EUR, répartis entre quelque 190 transactions.

### L'initiative JEREMIE (*Joint European Resources for Micro-to-Medium Enterprises* – Ressources européennes conjointes pour les PME et les microentreprises)

Au cours de l'exercice 2008, le FEI a réalisé 53 analyses de portée nationale et régionale destinées à identifier les lacunes du marché, ce qui a permis d'achever la phase d'évaluation de l'initiative.

À ce jour, le FEI a signé 7 accords avec des États membres et des régions, dont 4 concernaient des nouveaux États membres, maintenant ainsi son engagement en faveur du développement économique de ces régions. Le montant total des fonds engagés au titre de ces accords s'élevait à 613 millions d'EUR à la fin de 2008.

<sup>3</sup> Garanties en cours et garanties non tirées.

<sup>4</sup> Volume maximum du portefeuille.

**JASMINE (*Joint Action to Support Micro-Finance Institutions in Europe* - Action conjointe à l'appui des institutions de microfinance en Europe)**

JASMINE est une initiative pilote, assortie d'une enveloppe de 50 millions d'EUR pour une période de 3 ans, qui a été mise en place par la Commission européenne en collaboration avec le FEI et la BEI, des institutions financières partenaires et le Parlement européen, dans le but d'aider les entrepreneurs qui n'ont pas accès au secteur bancaire à élaborer et à réaliser leurs projets. JASMINE a pour objet de fournir à la fois une assistance technique opérationnelle et des financements (prises de participation et prêts) à des institutions de microfinance.

En 2008, l'équipe du FEI chargée de JASMINE a réalisé des études portant sur 12 pays de l'UE afin d'évaluer l'offre et la demande de microfinancements « hors secteur bancaire ». Sur la base de ces études, le nombre d'emprunteurs dans l'UE susceptibles de solliciter un microfinancement a été estimé à 11 millions ; dans la conjoncture actuelle, une importance particulière a été reconnue à ce marché.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000

**Conférence de presse annuelle 2009****Fiche thématique n° 16****La banque des projets européens**

Bruxelles, le 9 mars 2009

**Liste des financements 2008**

Les listes ci-après regroupent les principales informations chiffrées détaillées de l'activité 2008 de la BEI. Ces informations feront l'objet d'une publication dans le « volume III – Rapport statistique » du Rapport annuel 2008 du Groupe BEI.

Le montant total des prêts signés pour des investissements en 2008 s'élève à 57 625 millions d'EUR (voir répartition détaillée dans le tableau ci-après). Ces opérations relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan.

La BEI coopère étroitement avec un nombre important d'institutions financières et de banques commerciales. Elle conclut, avec celles-ci, des lignes de crédit destinées au financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans l'industrie, les services, l'éducation et la santé et les infrastructures. Elle accorde également des prêts affectés à un projet donné par l'intermédiaire d'institutions financières et de banques commerciales.

La BEI accorde également des prêts directs à des entreprises ou des collectivités publiques lorsque les projets entrent bien dans ses priorités.

Pour plus d'informations, prière de consulter le site Web de la BEI [www.bei.org](http://www.bei.org).

**Contacts pour la presse :**

Bureau de presse, [presse@bei.org](mailto:presse@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 21000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 61000.

**Questions générales :**

Infodesk de la BEI, [info@bei.org](mailto:info@bei.org) ; tél. : (+352) 43 79 - 22000 ; télécopieur : (+352) 43 79 - 62000





**Répartition géographique des contrats de prêts signés (millions d'euros)**

	2008		2004-2008	
	Montant	%	Montant	%
Belgique (BE)	1 418	2,5	4 389	1,8
Bulgarie (BG)	455	0,8	1 693	0,7
République tchèque (CZ)	1 111	1,9	5 467	2,3
Danemark (DK)	379	0,7	1 881	0,8
Allemagne (DE)	6 919	12,0	33 758	14,0
Estonie (EE)	87	0,2	207	0,1
Irlande (IE)	450	0,8	2 319	1,0
Grèce (GR)	1 165	2,0	5 382	2,2
Espagne (ES)	8 573	14,9	37 725	15,6
France (FR)	4 651	8,1	21 615	8,9
Italie (IT)	8 280	14,4	31 457	13,0
Chypre (CY)	30	0,1	645	0,3
Lettonie (LV)	610	1,1	934	0,4
Lituanie (LT)	10	0,0	128	0,1
Luxembourg (LU)	40	0,1	453	0,2
Hongrie (HU)	1 525	2,6	6 195	2,6
Malte (MT)	150	0,3	203	0,1
Pays-Bas (NL)	1 578	2,7	3 976	1,6
Autriche (AT)	1 318	2,3	5 655	2,3
Pologne (PL)	2 837	4,9	11 002	4,6
Portugal (PT)	2 644	4,6	8 817	3,6
Roumanie (RO)	1 112	1,9	2 994	1,2
Slovénie (SI)	159	0,3	1 652	0,7
Slovaquie (SK)	161	0,3	799	0,3
Finlande (FI)	710	1,2	3 636	1,5
Suède (SE)	1 311	2,3	3 901	1,6
Royaume-Uni (GB)	3 796	6,6	18 883	7,8
AELE (1)			802	0,3
<b>Union européenne</b>	<b>51 480</b>	<b>89,3</b>	<b>216 569</b>	<b>89,6</b>
Europe du Sud-Est	3 453	6,0	11 385	4,7
Europe orientale, Caucase du Sud, Russie	170	0,3	460	0,2
Pays méditerranéens	1 290	2,2	6 762	2,8
ACP/PTOM	561	1,0	3 042	1,3
Afrique du sud	203	0,4	641	0,3
Amérique latine, Asie	469	0,8	2 866	1,2
<b>Pays partenaires</b>	<b>6 145</b>	<b>10,7</b>	<b>25 155</b>	<b>10,4</b>
<b>Total général</b>	<b>57 625</b>	<b>100,0</b>	<b>241 724</b>	<b>100,0</b>

(1) Financements dans les États membres de l'Association européenne de libre échange (AELE) assimilés à des opérations dans l'Union européenne.

Les montants relatifs aux projets figurant dans cette liste sont exprimés en millions d'euros.

		M EUR
<b>Union européenne</b>		<b>51479,8</b>
<b>Belgique</b>		<b>1 418,2</b>
Stockage, transport et transmission de gaz dans tout le pays	Fluxys	280,0
Construction de deux centrales au gaz naturel à cycle combiné à Lelystad-Flevoland (Pays-Bas), d'une centrale au gaz naturel à cycle combiné à Amercœur (Hainaut) et d'une centrale alimentée au gaz de haut fourneau sur le site d'Arcelor à Gand (Belgique)	Electrabel Sa = Electrabel Nv	75,0
Construction d'un tunnel ferroviaire à deux voies d'environ 16 km de long reliant les terminaux du port d'Anvers situés de part et d'autre de l'Escaut	Infrabel	313,2
Construction d'installations de collecte et de traitement des eaux usées en région wallonne	Société publique de gestion de l'eau	200,0
Revitalisation urbaine en faveur du logement social sur l'ensemble du territoire	Vlaamse Huisvestingsmaatschappij	200,0
Activités de recherche-développement dans le secteur pharmaceutique en Europe	Solvay S.A.	350,0
<b>Bulgarie</b>		<b>455,0</b>
Construction et mise en service de trois nouveaux tronçons de lignes de métro à Sofia	Ville de Sofia	105,0
Extension du réseau de téléphonie mobile existant	Bulgarian Telecommunications Company AD	100,0
Mise à niveau et extension d'une technologie de télécommunications mobiles de deuxième génération	Mobiltel EAD	75,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Raiffeisenbank (Bulgaria) EAD	36,0
	Raiffeisen Leasing Bulgaria OOD	14,0
	Société Générale Expressbank	10,0
	Sogelease Bulgaria EOOD	10,0
	UniCredit Leasing AD	80,0
	Cibank plc	25,0
<b>République tchèque</b>		<b>1 110,6</b>
Acquisition de douze appareils Airbus A320/319 en remplacement de six anciens Boeing 737 dans le cadre du programme global de modernisation et de développement de la compagnie	České aerolinie, a.s.	210,0
Programmes d'investissement routier et ferroviaire dans le cadre du programme opérationnel 2007-2013 pour le transport	République tchèque	396,7
Prêt-cadre alloué à la région de Zlín pour des investissements relativement modestes dans les secteurs du transport (routier en particulier), de l'éducation, des services sociaux et de santé, de la culture et du tourisme	Région de Zlín	20,2
Programme municipal d'investissement concernant les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées dans la ville de Plzeň	Ville de Plzeň	14,7
Aménagements relatifs à l'infrastructure urbaine de la ville d'Ostrava	Ville d'Ostrava	119,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Volksbank CZ, a.s.	30,0
	SG Equipment Finance Czech Republic s.r.o.	100,0
	Česká spořitelna a.s.	50,0
Financement de projets d'infrastructure de petite et moyenne dimension	UniCredit Bank Czech Republic, a.s.	100,0
Financement, sous forme de crédit-bail, d'investissements de petite ou moyenne dimension	UniCredit Leasing CZ, a.s.	70,0
<b>Danemark</b>		<b>379,5</b>
Extension du parc éolien en mer de Horns Rev, au sud-ouest de la côte danoise	Dong Energy A/S	240,0
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans le domaine médical, et plus particulièrement dans les segments des soins des stomies, de l'urologie, du traitement des plaies et de la réparation cutanée, au Danemark et, dans une moindre mesure, en France	Coloplast A/S	59,0
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) visant à mettre au point de nouveaux modèles de catalyseurs ou à perfectionner des modèles existants et à élaborer des techniques industrielles de production de gaz de synthèse	Haldor Topsøe A/S	80,4
<b>Allemagne</b>		<b>6 919,1</b>
Construction d'une nouvelle centrale électrique alimentée au charbon et équipée d'une technologie de charbon propre « vapeur » pour la production combinée de chaleur et d'électricité à base de houille, à Karlsruhe	EnBW Energie Baden-Württemberg AG	500,0
Installation de 35 centrales électriques photovoltaïques sur les toitures-terrasses de centres logistiques sur 28 sites en territoire allemand et sur 7 sites en territoire espagnol	DCM Energy GmbH & Co. Solar 1 KG	50,0
Installations nouvelles et existantes de stockage souterrain de gaz naturel situées dans le nord-ouest de l'Allemagne (Epe et Etze) et en Haute-Autriche à la frontière allemande	E.ON AG	285,0

Extension et modernisation de l'aéroport de Berlin-Schönefeld	Flughafen Berlin-Schönefeld GmbH	400,0
Extension du terminal pour conteneurs du port de Bremerhaven, le long de la Weser	Freie Hansestadt Bremen	56,0
Modernisation du réseau de transports urbains de Berlin	Berliner Verkehrsbetriebe (BVG)	38,0
Reconstruction et agrandissement d'une écluse maritime importante dans le port de Bremerhaven	Freie Hansestadt Bremen	120,0
Modernisation de l'aéroport de Francfort pour accueillir l'Airbus A380	Fraport AG Frankfurt Airport Services Worldwide	230,0
Extension de la couverture et de la capacité du réseau de troisième génération (UMTS)	Société allemande du secteur des télécommunications	300,0
Modernisation et extension du réseau d'assainissement de Entsorgungsverband Saar (EVS) dans le Land de Sarre	Entsorgungsverband Saar	35,0
Reconstruction et mise à niveau technique de réseaux d'égouts dans la ville de Hambourg et dans ses environs, et modernisation des stations d'épuration de Köhlbrandhöft et de Dradenau	Hamburger Stadtentwässerung	30,0
Activités de recherche-développement liés à la technologie de fabrication de verre flotté et aux verres plats à St. Helens, dans le Merseyside (Royaume-Uni), ainsi que dans deux petits centres de recherche-développement en Allemagne (Witten and Gelsenkirchen)	NSG UK Enterprises Ltd	8,1
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans les technologies liées à la formulation et aux transporteurs médicamenteux et destinées aux soins en milieu hospitalier à Melsungen (Hesse)	Société allemande du secteur pharmaceutique	30,0
Conception et mise au point de la production de deux nouveaux modèles de voitures particulières à Palmela (Portugal) et dans le centre de recherche-développement de Wolsburg (Allemagne)	Société allemande du secteur automobile	58,9
Conception et mise au point de la production de deux nouveaux modèles de voitures particulières à Palmela (Portugal) et dans le centre de recherche-développement de Wolsburg (Allemagne)	Société allemande du secteur automobile	36,1
Réalisation de sites de fabrication de tranches de silicium polycristallin destinées à être utilisées comme matière première dans des cellules et modules photovoltaïques à Iéna, en Thuringe	Wacker Schott Solar GmbH	200,0
Production de tranches de silicium polycristallin destinées à être utilisées comme matière première dans des cellules et modules photovoltaïques à Freiberg, en Saxe	Solarworld AG	75,0
Activités de recherche-développement concernant huit médicaments oncologiques en cours de mise au point clinique à Berlin	Société allemande du secteur pharmaceutique	450,0
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Société de projet	3,3
Activités de recherche et d'ingénierie concernant des systèmes de motorisation et de transmission automobiles	Société allemande du secteur automobile	400,0
Construction, modernisation et équipement des infrastructures de recherche-développement des activités pharmaceutiques du groupe en Europe	Sanofi-aventis	3,7
Prêt-cadre pour le financement d'investissements dans les domaines de la recherche-développement et de l'innovation (RDI) au moyen d'un dispositif de concours financier avec partage des risques	KfW IPEX-Bank GmbH	100,0
Promotion de la recherche publique et investissements en infrastructures et équipement à usage technologique dans la ville-Land de Berlin	Land Berlin	300,0
Financement d'investissements dans la recherche fondamentale publique dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale	Land Mecklenburg-Vorpommern	300,0
Rénovation et extension de bâtiments hospitaliers et modernisation d'équipements dans le Land de Thuringe	Freistaat Thüringen	120,0
Modernisation et construction de 32 établissements scolaires dans le sud de Hambourg	Freie und Hansestadt Hamburg	150,0
Financement de prêts étudiants, destinés exclusivement à financer les droits de scolarité perçus par les universités ou les instituts universitaires de technologie du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie	NRW Bank	125,0
Rénovation des infrastructures scolaires existantes, création et agrandissement d'écoles ouvertes toute la journée et création de structures d'accueil préscolaire dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie	Land Nordrhein-Westfalen	400,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	DZ BANK AG Deutsche Zentral-Genossenschaftsbank	150,0
	Commerzbank AG	100,0
	Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale	300,0
Financement d'investissements de moyenne dimension	Landesbank Baden-Württemberg	100,0
Financement d'investissements de petite dimension dans le domaine du capital humain et du développement régional dans le Land de Brandebourg	Investitionsbank des Landes Brandenburg	250,0
Financement de projets d'infrastructure de petite ou moyenne dimension	KfW IPEX-Bank GmbH	100,0
	Deutsche Kreditbank AG	75,0
	Commerzbank AG	300,0
	Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale	190,0
	Thüringer Aufbaubank	50,0

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans le domaine de l'énergie	Commerzbank AG	50,0
	Commerzbank AG	50,0
Financement d'infrastructures de petite et moyenne dimension dans le Land du Schleswig-Holstein	Investitionsbank Schleswig-Holstein	100,0
Financement de projets relatifs aux énergies renouvelables réalisés par des PME	Landwirtschaftliche Rentenbank	200,0
Garantie de dernier recours accordée au titre du MFS et qui a pour but d'appuyer le programme en faveur des PME	Société privée	100,0
<b>Estonie</b>		<b>87,0</b>
Aménagements routiers de petite et moyenne dimension à Tallinn	City of Tallinn	32,0
Acquisition d'un navire roulier mixte pour la ligne Tallinn-Helsinki	Tallink Fast Ltd	25,0
Financement d'investissements d'entreprises de taille intermédiaire	AS Hansapank	30,0
<b>Irlande</b>		<b>450,0</b>
Construction d'une unité de turbine à gaz à cycle combiné d'une capacité de 430 MW destinée à une production d'électricité plus efficace à Whitegate, Cork	Electricity Supply Board	175,0
Réalisation d'une nouvelle jetée d'embarquement et d'ouvrages connexes à l'aéroport de Dublin	Autorité aéroportuaire de Dublin	200,0
Construction de locaux destinés à des activités de recherche et de formation dans le domaine biomédical, à l'Université de Dublin (Trinity College)	Trinity College Dublin	75,0
<b>Grèce</b>		<b>1 165,0</b>
Transport et distribution d'électricité	Public Power Corporation S.A.	140,0
Construction d'une centrale électrique à cycle combiné, alimentée au gaz naturel, située près de la ville d'Aliveri, sur la côte ouest de l'île d'Evia	Public Power Corporation S.A.	140,0
Extension du réseau métropolitain d'Athènes	Attiko Metro SA	300,0
Construction de la première ligne du réseau métropolitain de Thessalonique	Attiko Metro SA	200,0
Construction d'une autoroute à deux fois deux voies (entre Corinthe et Patras et entre Patras et Tsakona), ainsi que l'entretien de l'autoroute existante reliant Elefsina à Corinthe	Olympia Odos S.A.	200,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Pancretan Cooperative Bank	35,0
Financement de projets d'infrastructure de petite et moyenne dimension	Piraeus Bank S.A.	150,0
<b>Espagne</b>		<b>8 572,7</b>
Renforcement et extension du réseau national de transport d'électricité et de ses interconnexions internationales	Red Eléctrica de España SA	125,0
Construction de deux centrales héliothermiques à concentration dans la ville de Sanlúcar la Mayor, à l'ouest de Séville	Solar Processes SA	53,4
Construction de deux centrales héliothermiques à concentration dans la ville de Sanlúcar la Mayor, à l'ouest de Séville	Sanlúcar Solar S.A.	24,5
Construction et exploitation d'une deuxième centrale héliothermique à concentration à Grenade	Andasol-2 Central Termosolar Dos, S.A.	13,0
Programme d'investissement concernant neuf parcs éoliens produisant de l'énergie renouvelable en Castille-La Manche, Castille-Leon, Andalousie et Galice	Société de projet	50,0
Installation de 35 centrales électriques photovoltaïques sur les toitures-terrasses de centres logistiques sur 28 sites en territoire allemand et sur 7 sites en territoire espagnol	DCM Energy GmbH & Co. Solar 1 KG	26,9
Renforcement et extension des réseaux de transport et de distribution d'électricité sur tout le territoire espagnol	Endesa S.A.	300,0
Renforcement et extension du réseau de transport de gaz en Espagne	Enagas SA	350,0
Réalisation et exploitation de deux grandes centrales solaires à concentration situées à Sanlúcar la Mayor, dans la province de Séville (Andalousie)	Solnova Electricidad, S.A.	55,0
	Solnova Electricidad Tres, S.A.	55,0
Renforcement et extension du réseau de transport secondaire et de distribution d'électricité sur tout le territoire espagnol	Iberdrola SA	600,0
Construction de deux tronçons d'une voie expresse dans la région d'Estrémadure	Comunidad Autónoma de Extremadura	100,0
Construction d'une autoroute reliant les deux villes d'Eibar et de Vitoria situées respectivement dans les provinces de Guipúzcoa et d'Alava (Pays basque)	Territorio Histórico de Guipúzcoa	100,0
Rénovation, mise à niveau technique et extension du système de contrôle du trafic aérien	Ente Público de Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea - AENA	50,0
Construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Madrid et Valladolid	Administrador de infraestructuras ferroviarias	200,0
Acquisition de 142 rames pour le réseau de métro de la région de Madrid	Metropolitana de Madrid S.A.	50,0
Extension et modernisation du port de la Corogne	Autoridad Portuaria de A Coruña	40,0

Aménagements d'infrastructures ferroviaires de taille moyenne visant à moderniser et à mettre à niveau le réseau ferroviaire métrique régional au Pays basque	Comunidad Autónoma del País Vasco	50,0
Acquisition et remise à neuf du matériel roulant sur le réseau ferroviaire régional du Pays basque	Comunidad Autónoma del País Vasco	150,0
Amélioration des infrastructures ferroviaires	Ferrocarriles de Vía Estrecha (Feve)	75,0
Extension des aéroports d'Alicante et Malaga	Ente Público de Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea - AENA	500,0
Modernisation et amélioration de l'accès au port intérieur de Séville	Autoridad Portuaria de Sevilla	50,0
Rénovation et mise à niveau technique d'infrastructures routières dans la région de Castille-Leon	Comunidad Autónoma de Castilla y León	61,3
Reconstruction et mise à niveau technique de 1522 km de routes sur les voies rapides nationales I, II, III et IV	Reino de España	211,1
Extension du terminal intermodal de manutention de marchandises de la zone portuaire de Barcelone	Centro Intermodal de Logística SA	50,0
Acquisition de 39 nouvelles rames de train et ajout de 20 voitures de voyageurs à des trains existants dans le but de renforcer l'offre actuelle de transport du réseau souterrain de la ville de Valence	Comunidad Valenciana	175,0
Construction d'une ligne de tramway de 7 km à Alicante	Comunidad Valenciana	58,0
Construction d'une nouvelle ligne de tramway dans la ville de Valence	Comunidad Valenciana	50,0
Acquisition de trains de banlieue et d'équipements ERMTS (Système européen de gestion du trafic ferroviaire)	Renfe-Operadora	190,0
Acquisition de matériel aérien et maritime pour la prévention et l'atténuation des conséquences des catastrophes naturelles	Sociedad de Salvamento y Seguridad Marítima	70,0
Construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Madrid et Valladolid (RTE)	Administrador de infraestructuras ferroviarias	750,0
Modernisation des aménagements d'infrastructures à l'aéroport de Malaga	Ente Público de Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea - AENA	250,0
Construction d'une section autoroutière de 24 km contournant la ville de Tolède	Comunidad Autónoma de Castilla-La Mancha	55,0
Extension de deux lignes du réseau ferré souterrain de Madrid	Madrid Infraestructuras del Transporte	122,8
Construction d'une extension de la zone portuaire actuelle du port de Valence	Autoridad Portuaria de Valencia	250,0
Construction d'une ligne de métro (ligne 9) faisant partie du réseau de transport souterrain de la ville de Barcelone	Generalitat de Catalunya	300,0
Extension, à l'ensemble de l'Espagne, d'un nouveau réseau de téléphonie mobile UMTS à large bande et couverture des zones rurales faiblement desservies	Telefónica SA	75,0
Construction et modernisation d'infrastructures de traitement des eaux usées dans la Communauté autonome de Valence	Comunidad Valenciana	50,0
Extension et modernisation du réseau d'adduction, de traitement et de transport d'eau dans la province de Barcelone	Aguas Ter-Llobregat	136,0
Investissements en faveur d'équipements culturels, sanitaires et sociaux ainsi que d'infrastructures relevant de l'initiative i2i dans la région de Castille-La Manche	Comunidad Autónoma de Castilla-La Mancha	6,0
Modernisation et extension des installations destinées aux foires commerciales à Barcelone	Fira 2000 S.A.	62,0
Amélioration du parc régional de logements sociaux et travaux de rénovation urbaine dans trente villes d'Andalousie	Comunidad Autónoma de Andalucía	50,0
Activités de recherche-développement (R-D) dans le secteur pharmaceutique du nouveau centre à Barcelone	Grupo Ferrer Internacional, S.A.	70,0
Conversion d'une usine à papier existante à l'utilisation exclusive de vieux papiers et activités de RDI destinées à améliorer les procédés de fabrication de carton ondulé et de nouveaux produits à Vénizel, en France et à El Burgo de Ebro, en Espagne.	Sociedad Anónima Industrias Celulosa Aragonesa	1,3
Conversion d'une usine à papier existante à l'utilisation exclusive de vieux papiers et activités de RDI destinées à améliorer les procédés de fabrication de carton ondulé et de nouveaux produits à Vénizel, en France et à El Burgo de Ebro, en Espagne.	La Rochette Venizel	6,2
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) portant sur des composants mécaniques et électriques d'aérogénérateurs dans le centre de Gamesa (Pampelune)	Gamesa Corporación Tecnológica	140,0
Investissements en faveur d'équipements culturels, sanitaires et sociaux ainsi que d'infrastructures relevant de l'initiative i2i dans la région de Castille-La Manche	Comunidad Autónoma de Castilla-La Mancha	114,0
Extension de deux parcs scientifiques à Orense et Vigo, et construction d'un nouveau parc à Saint-Jacques-de-Compostelle en Galice	Comunidad Autónoma de Galicia	45,0
Construction, modernisation et équipement des infrastructures de recherche-développement des activités pharmaceutiques du groupe en Europe	Sanofi-Aventis	1,2
Réalisation d'établissements scolaires et sanitaires en Catalogne	Generalitat de Catalunya	115,0

Construction de deux hôpitaux en Murcie	Comunidad Autónoma de la Región de Murcia	100,0
Modernisation d'établissements d'enseignement primaire, secondaire et professionnel dans la région de Valence	Construcciones e Infraestructuras Educativas de la Generalitat Valenciana - CIEGSA	300,0
Construction du nouvel « Hospital de Sant Boi », à Sant Boi de Llobregat, et rénovation de l'hôpital pour enfants d'Esplugues de Llobregat, à environ 20 km de Barcelone, en Catalogne	Orden Hospitalaria de San Juan de Dios - Provincia de Aragón	35,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	Agencia de Innovación y Desarrollo de Andalucía	25,0
	Caixa d'Estalvis de Catalunya Caja de Ahorros de Cataluña	200,0
	Banco Santander SA	100,0
	Institut Català de Finances	50,0
	Banco Pastor, S.A.	200,0
	Bankinter SA	200,0
	Banco Bilbao Vizcaya Argentaria SA	200,0
	Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona La Caixa	200,0
	Caja de Ahorros y Monte de Piedad de Madrid	200,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans la région de Castille-La Manche	Instituto de Finanzas de Castilla-La Mancha SA	50,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension réalisés par des PME en Castille et Léon	Ade Financiación S.A.	30,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension localisés dans la région de Valence	Instituto Valenciano de Finanzas	100,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension dans des centrales photovoltaïques	Banco Guipuzcoano S.A.	100,0
<b>France</b>		<b>4 650,6</b>
Remplacement d'installations obsolètes d'enrichissement d'uranium en service au Tricastin, dans la vallée du Rhône (sud-est de la France)	Société d'enrichissement du Tricastin	200,0
Prêt-cadre pour le financement d'investissements de petite et moyenne dimension dans le domaine de l'énergie	Crédit Agricole SA	250,0
Construction de l'autoroute A19 entre Courtenay et Artenay (département du Loiret)	République française	200,0
Construction de la première phase du réseau de tramway devant desservir Marseille et sa région (Provence-Alpes-Côte d'Azur)	Communauté urbaine Marseille Provence Métropole	27,0
Construction de la première ligne de tramway de la ville du Mans (Pays de la Loire)	Le Mans Métropole - Communauté urbaine	14,0
Achèvement de l'autoroute A86 autour de l'agglomération parisienne par la réalisation d'un tunnel de 10 km assurant la liaison entre Rueil-Malmaison et Pont Colbert pour les véhicules légers	Compagnie Financière et Industrielle des Autoroutes	250,0
Construction d'un réseau de tramway et de bus dans la région métropolitaine de Reims (Champagne-Ardenne)	Communauté d'agglomération de Reims	107,6
Construction d'une section de l'autoroute A88 entre Falaise Ouest et Sées (Basse-Normandie)	République française	102,5
Construction de deux nouveaux terminaux de conteneurs à Fos, port de Marseille (Bouches-du-Rhône)	Grand Port Maritime de Marseille	100,0
Construction du satellite S4 à l'aéroport de Paris Charles de Gaulle (Paris-CDG) et des infrastructures connexes	Aéroports de Paris	200,0
Construction de la deuxième ligne du tramway d'Orléans (Région Centre)	Communauté d'agglomération Orléans Val de Loire	75,0
Acquisition de matériel roulant pour les transports ferroviaires régionaux (TER) de la Région Haute-Normandie	Région Haute-Normandie	100,0
Construction et exploitation d'une usine d'incinération de déchets urbains à Issy-les-Moulineaux (agglomération parisienne)	Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne	57,5
Prêt-cadre pour le financement d'investissements publics dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement	Crédit Agricole SA	50,0
Opérations de rénovation urbaine et sociale sur l'ensemble du territoire	Collectivités territoriales	500,0

Activités de recherche-développement ayant trait à la conception de produits et aux méthodes de fabrication de pneumatiques destinés à une large gamme de véhicules à Ladoux, en Auvergne	Compagnie générale des établissements Michelin SCA	300,0
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) relatives à des composantes destinées aux secteurs de l'aéronautique et de l'automobile sur le site de Saint-Ouen-l'Aumône (près de Paris) et à Izmir (Turquie)	Lisi	27,5
Conversion d'une usine à papier existante à l'utilisation exclusive de vieux papiers et activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) destinées à améliorer les procédés de fabrication de carton ondulé et de nouveaux produits à Vénizel, en France et à El Burgo de Ebro, en Espagne	Sociedad Anónima Industrias Celulosa Aragonesa	6,2
Conversion d'une usine à papier existante à l'utilisation exclusive de vieux papiers et activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) destinées à améliorer les procédés de fabrication de carton ondulé et de nouveaux produits à Vénizel, en France et à El Burgo de Ebro, en Espagne	La Rochette Venizel	30,1
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Société de projet	3,3
Construction, modernisation et équipement des infrastructures de recherche-développement des activités pharmaceutiques du groupe en Europe	Sanofi-Aventis	140,0
Modernisation du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours	Centre Hospitalier Universitaire de Tours	30,0
Modernisation et rationalisation du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes	Centre Hospitalier Universitaire de Nantes	20,0
Construction de l'Hôpital d'Estaing et modernisation d'installations existantes dans le Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand (Auvergne)	Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand	30,0
Reconstruction et modernisation des hôpitaux de Marseille (région Provence-Alpes-Côte d'Azur)	Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille	80,0
Modernisation d'établissements de santé (hôpitaux et maisons de soins) sur l'ensemble du territoire	Centres hospitaliers	100,0
Construction d'un nouvel hôpital à la périphérie d'Orléans, Région Centre	Centre Hospitalier Régional d'Orléans	150,0
Modernisation du Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens	Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens	150,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	Crédit du Nord SA	50,0
	Société Générale	300,0
	Caisse Interfédérale de Crédit Mutuel	120,0
	Crédit Agricole SA	100,0
Financement d'investissements d'entreprises de très petite dimension et de micro-entreprises	Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance	100,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension mis en œuvre essentiellement par des PME (y compris en faveur de microcrédit) et par des organismes à but non lucratif	Crédit Coopératif S.C.A.	50,0
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension promus par des PME	Caisse Interfédérale de Crédit Mutuel	60,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension, exclusivement promus par des PME	Banque Fédérative du Crédit Mutuel	110,0
Financement d'un programme de soutien à la création d'entreprises	OSEO Financement	60,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension promus par des PME en France, dans les secteurs de l'industrie et des services	BNP Paribas	300,0
Financement d'investissements innovants réalisés par des PME au moyen du mécanisme du « Contrat Développement Innovation »	OSEO Financement	100,0
<b>Italie</b>		<b>8 279,6</b>
Extension et modernisation des réseaux de distribution de gaz, d'électricité et de chauffage dans l'agglomération milanaise et sa périphérie	A2A SpA	200,0
Pose d'un câble sous-marin haute tension, d'une longueur de 420 km et d'une capacité de 1000 MW, entre la Sardaigne et la péninsule italienne	TERNA - Trasmissione Eletticità Rete Nazionale S.p.A.	300,0
Construction d'une centrale au gaz naturel à cycle combiné à Riva del Garda (Trento)	Alto Garda Power S.r.l.	26,0
Construction d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité, équipée d'une installation auxiliaire produisant uniquement de la vapeur, et, d'autre part, extension du réseau de chauffage urbain à Turin	Iride Energia S.p.A.	100,0
Modernisation et rénovation de l'aéroport de Fiumicino (Lazio)	Aeroporti di Roma S.p.A.	80,0
Extension du terminal et construction d'un nouveau centre de logistique à l'aéroport de Malpensa	Società Esercizi Aeroportuali S.p.A.	60,0
Modernisation et acquisition, auprès du chantier naval Fincantieri, à Castellammare (Italie), de quatre nouveaux navires rouliers mixtes	Atlantica S.p.A. di Navigazione	81,0
Élargissement de l'actuelle autoroute (2x2 voies) à deux fois trois voies dans les deux sens entre les villes de Rimini et Porto Sant' Elpidio (155 km) et construction de nouveaux aménagements	Autostrade per l'Italia S.p.A.	1 000,0

Acquisition de nouveaux navires rouliers polyvalents destinés à être exploités sur des lignes reliant l'Europe à l'Afrique de l'Ouest et à l'Amérique du Sud	Industria Armamento Meridionale S.p.A. (INARME)	30,0
Activités de recherche-développement et d'innovation (RDI) axées sur les nouvelles technologies et les architectures de réseaux avancés	Telecom Italia S.p.A.	200,0
Déploiement, sur l'ensemble du territoire italien, d'un réseau de télécommunication à large bande permettant la convergence fixe-mobile	Vodafone Omnitel NV	350,0
Programme d'investissements situés en Campanie en faveur des domaines de l'environnement et du tourisme, du développement urbain et qualité de vie, de l'accessibilité et du transport	Regione Campania	1 000,0
Programme d'investissements situés en Calabre en faveur des domaines de l'énergie, de l'environnement, des réseaux et mobilité, et PME	Regione Calabria	400,0
Aménagements d'infrastructures d'adduction d'eau, de collecte et de traitement des eaux usées en Emilie-Romagne	Enia S.p.A.	100,0
Construction d'un incinérateur de déchets dans le sud de la province de Turin	Trattamento Rifiuti Metropolitani S.p.A.	273,0
Modernisation des réseaux d'approvisionnement en eau potable de la province de Turin	Società Metropolitana Acque Torino S.p.A.	80,0
Amélioration des réseaux d'eau et d'assainissement de la province de Rome	ACEA ATO 2	200,0
Travaux d'infrastructure appuyant le développement durable de collectivités locales de petite et moyenne dimension situées dans la région d'Émilie-Romagne	Banca Infrastrutture Innovazione e Sviluppo S.p.A.	55,0
Rénovation et mise à niveau des treize principales gares ferroviaires du pays	Grandi Stazioni S.p.A.	150,0
Prêt-cadre pour le financement de projets d'infrastructure en faveur d'un développement intégré et durable dans la Province de Rome	Provincia di Roma	90,0
Amélioration des infrastructures urbaines à Venise	Edilvenezia S.p.A.	22,4
	Azienda Servizi Mobilità S.p.A.	30,0
	Venezia Informatica e Sistemi - Venis S.p.A.	6,5
Infrastructures visant à améliorer l'environnement urbain et la qualité de vie des résidents et des visiteurs de la ville de Florence	Comune di Firenze	100,0
Activités de recherche-développement visant à développer les technologies et produits destinés à la nouvelle génération de semi-conducteurs de puissance	St Microelectronics NV	250,0
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Société de projet	3,3
Activités de recherche-développement de produits en vue de la mise au point de véhicules à deux roues à moteur et de véhicules utilitaires légers à trois ou quatre roues, plus sûrs et écologiques dans les centres de Pontedera et Noale	Piaggio & C., S.p.A.	150,0
Modernisation et rationalisation des infrastructures d'enseignement et de recherche de l'Université de Vérone	Università degli Studi di Verona	2,5
Création d'un centre de recherches cliniques sur l'hadronthérapie pour le traitement du cancer, dans la ville de Pavie	Centro Nazionale Adroterapia Oncologica	40,0
Construction, modernisation et équipement des infrastructures de recherche-développement des activités pharmaceutiques du groupe en Europe	Sanofi-Aventis	2,4
Modernisation et rationalisation des infrastructures d'enseignement et de recherche de l'Université de Vérone	Università degli Studi di Verona	7,5
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Banca Popolare di Vicenza	130,0
	Cassa di Risparmio di Prato S.p.A.	
	Banca Nuova S.p.A.	
	Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A.	200,0
	Banca Piccolo Credito Valtellinese S.c.	100,0
	Credito Artigiano S.p.A.	
	Credito Siciliano S.p.A.	
	Banca dell'Artigianato e dell'Industria S.p.A.	
	Mediocredito S.p.A.	
	Credito Piemontese S.p.A.	
	Cassa di Risparmio di Ferrara S.p.A.	270,0
	Unicredito Italiano S.p.A.	300,0
	Locat S.p.A.	



	BNP Paribas Lease Group S.p.A.	140,0
	Banca Nazionale del Lavoro S.p.A.	60,0
	Banca Popolare dell'Emilia Romagna	100,0
	Banca Popolare di Ravenna S.p.A.	
	Banca CRV Cassa di Risparmio di Vignola S.p.A.	
	Eurobanca del Trentino S.p.A.	
	Banca Popolare dell'Emilia Romagna	100,0
	Sardaleasing - Società di Locazione Finanziaria S.p.A.	
Financement d'opérations de crédit-bail de petite et moyenne dimension	Credemleasing S.p.A.	100,0
Financement d'investissements réalisés par des entreprises de taille intermédiaire	Intesa Sanpaolo S.p.A.	50,0
Financement d'investissements réalisés par des entreprises de taille intermédiaire	Banca Intesa Mediocredito S.p.A.	50,0
Financement, au moyen de crédit-bail, d'investissements de petite et moyenne dimension	Banca delle Marche	300,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension visant à promouvoir des collectivités durables, notamment des projets de rénovation urbaine et des investissements dans le secteur de la santé	Dexia Crediop S.p.A.	150,0
Financement d'infrastructures de petite et moyenne dimension ciblant en priorité les énergies renouvelables	Cassa di Risparmio di Ferrara S.p.A.	30,0
Financement, au moyen de crédits à long ou moyen terme, d'investissements de petite et moyenne dimension	Mediocredito Trentino-Alto Adige S.p.A.	60,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension à l'appui de la protection de l'environnement	Intesa Sanpaolo S.p.A.	100,0
	Banca Infrastrutture Innovazione e Sviluppo S.p.A.	100,0
Financement, au moyen de prêts à long ou moyen terme et d'opérations de crédit-bail, d'investissements de petite ou moyenne dimension	Unione Di Banche Italiane S.c.p.a.	300,0
	Centrobanca - Banca di Credito Finanziario e Mobiliare S.p.A.	
	UBI Leasing SpA	
Financement, au moyen d'opérations de crédit-bail, d'investissements de petite et moyenne dimension	MPS Leasing & Factoring, Banca per i servizi finanziari alle imprese S.p.A.	250,0
	Banca Monte dei Paschi di Siena S.p.A.	
	MPS Commerciale Leasing S.p.A.	
<b>Chypre</b>		<b>30,0</b>
Construction et exploitation d'une unité de production électrique équipée de moteurs à combustion interne (MCI) sur le site de la centrale électrique de Dhekelia à Chypre	Electricity Authority of Cyprus	30,0
<b>Lettonie</b>		<b>610,0</b>
Renforcement et modernisation du réseau de distribution d'électricité moyenne tension (MT) et basse tension (BT) sur l'ensemble du territoire de la Lettonie	Latvenergo	100,0
Cofinancement d'investissements prioritaires au titre du Cadre de référence stratégique national (CRSN) 2007-2013	République de Lettonie	500,0
Financement d'investissements d'entreprises de taille intermédiaire	AS Hansapank	10,0
<b>Lituanie</b>		<b>10,0</b>
Financement d'investissements d'entreprises de taille intermédiaire	AS Hansapank	10,0
<b>Luxembourg</b>		<b>40,0</b>
Activités de recherche-développement relatifs à des applications dans le domaine de la sécurité automobile	I.E.E. International Electronics & Engineering S.A.	40,0
<b>Hongrie</b>		<b>1 525,1</b>

Prêt-cadre pour le financement de projets de petite dimension dans le secteur routier visant à améliorer l'accès aux régions de Hongrie	République de Hongrie	120,0
Construction d'une autoroute entre Dunaújváros et Szekszárd sur le corridor M6	République de Hongrie	200,0
Extension de la couverture en milieu rural du réseau de troisième génération (3G) afin de permettre la fourniture de services de téléphonie mobile à large bande (haut débit)	Magyar Telekom Tavközles Nyrt.	200,0
Soutien à quatre programmes opérationnels destinés aux régions de la Hongrie centrale, de la Transdanubie centrale, de la Pannonie occidentale et de la Hongrie septentrionale	République de Hongrie	300,0
Financement, sous forme d'un prêt-cadre, d'investissements de développement urbain durable réalisés par la ville de Pécs	République de Hongrie	11,0
Financement, sous forme d'un prêt-cadre, d'investissements de développement urbain durable réalisés par la ville de Pécs	Ville de Pécs	39,0
Renforcement des capacités de production et modernisation des outils de production et aussi des activités de recherche et de développement de produits électroménagers en Pologne, Suède, Hongrie et Roumanie	Electrolux AB	15,0
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Société de projet	3,3
Construction d'une ligne de production de carton d'emballage à partir de vieux papiers dans l'usine de Dunaújváros, au sud de Budapest	Hamburger Hungária Kft.	78,3
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur des nouveaux médicaments génériques et biosimilaires en Hongrie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Israël	TEVA Gyógyszergyár Zrt.	48,5
Activités de recherche-développement et de sciences, de technologies et d'innovation	Entité publique	137,5
Activités de recherche-développement et de sciences, de technologies et d'innovation	Société privée	137,5
Cofinancement avec les fonds de la Commission européenne, d'investissements prioritaires dans le secteur de la santé	République de Hongrie	45,0
Financement de projets d'infrastructures de petite et moyenne dimension	Magyarországi Volksbank Zrt.	30,0
	MKB Bank Zrt.	20,0
	Central European International Bank Ltd	50,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	HVB Bank Hungary Zrt.	40,0
	Unicredit Leasing Hungary Pénzügyi Szolgáltató Zrt.	50,0
<b>Malte</b>		<b>150,0</b>
Modernisation du système d'approvisionnement électrique d'origine thermique et renforcement du réseau sur l'île	Enemalta Corp.	150,0
<b>Pays-Bas</b>		<b>1 578,0</b>
Construction d'une liaison par câble sous-marin qui traversera la mer du Nord pour interconnexion avec les réseaux électriques néerlandais et norvégiens	Statnett SF	140,0
Construction d'un terminal de GNL dans le port de Rotterdam	Gate Terminal BV	342,3
Création d'un fonds destiné à l'achat de crédits carbone issus de projets respectueux du Protocole de Kyoto	Société de projet	50,0
Extension et rationalisation du réseau néerlandais de transport de gaz, y compris la pose de 300 km de gazoducs et l'installation de deux stations de compression	Nederlandse Gasunie NV	375,0
Construction de deux centrales au gaz naturel à cycle combiné à Lelystad-Flevoland (Pays-Bas), d'une centrale au gaz naturel à cycle combiné à Amercœur (Hainaut) et d'une centrale alimentée au gaz de haut fourneau sur le site d'Arcelor à Gand (Belgique)	Electrabel Sa = Electrabel Nv	225,0
Investissements par des apports de fonds propres et de quasi-fonds propres pour des projets dans le secteur de l'énergie	Structure ad hoc	6,3
Construction du second tunnel Coen et d'autoroutes d'accès supplémentaires ainsi que remise en état du tunnel existant sur la ceinture ouest du contournement d'Amsterdam	Koninkrijk der Nederlanden	193,8
Construction et extension de terminaux de conteneurs ainsi que mise en place d'installations consacrées aux activités chimiques et de distribution sur le port de Rotterdam	Havenbedrijf Rotterdam NV	100,0
Modernisation et agrandissement d'une usine d'incinération de déchets solides municipaux et commerciaux non dangereux à Dordrecht (Hollande-Méridionale)	Huisvuilcentrale Noord- Holland NV	80,0
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Société de projet	3,3
Activités de RDI dans le secteur des nouveaux médicaments génériques et biosimilaires en Hongrie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Israël	TEVA Gyógyszergyár Zrt.	43,5
Investissements par des apports de fonds propres et de quasi-fonds propres pour des projets dans le secteur de l'énergie	Structure ad hoc	18,8
<b>Autriche</b>		<b>1 318,3</b>
Construction et exploitation d'une centrale hydraulique souterraine à accumulation par pompage, près de Kaprun, dans les Alpes autrichiennes	VERBUND-Austrian Hydro Power AG	40,0
Construction d'une ligne à haute tension entre le Burgenland et Graz, située sur un axe prioritaire RTE-E	VERBUND-Austrian Power Grid AG	90,0
Installations nouvelles et existantes de stockage souterrain de gaz naturel situées dans le nord-ouest de l'Allemagne (Epe et Etze) et en Haute-Autriche à la frontière allemande	E.ON AG	215,0

Construction, sur un axe prioritaire, d'un tronçon de la voie ferrée reliant Vienne à St Pölten (Westbahn)	OEBB-Infrastruktur Bau AG	200,0
Construction de la nouvelle gare ferroviaire principale de Vienne, au carrefour des corridors ferroviaires RTE-T et remplacement des différentes gares terminus existantes	OEBB-Infrastruktur Bau AG	200,0
Mise à niveau de l'infrastructure de télécommunications à large bande dans les zones rurales du pays	Telekom Austria AG	125,0
Cinquième phase du programme de réhabilitation et de modernisation du parc locatif social de Wiener Wohnen destiné à porter celui-ci aux normes de qualité contemporaines en matière d'habitation	Stadt Wien - Wiener Wohnen	105,0
Reconstruction et extension de capacité d'une usine de pâte à papier située à Pöls, dans le Land de Styrie	Zellstoff Pöls AG	25,0
Activités de recherche-développement dans les domaines des technologies de transmission et des systèmes associés d'instrumentation et de test	AVL LIST GmbH	20,0
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) axées sur des technologies de pointe pour la fabrication de semi-conducteurs ainsi que sur les processus et les outils de fabrication de tranches fines à Villach	Infineon Technologies Austria AG	40,0
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) portant sur les propriétés physiques et métallurgiques de nouveaux produits	Böhler-Uddeholm AG	100,0
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Société de projet	3,3
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Raiffeisen Zentralbank Österreich AG	25,0
	Investkredit Bank AG	30,0
	Raiffeisen Zentralbank Österreich AG	50,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension réalisés par le secteur public	Kommunalkredit Austria AG	50,0
<b>Pologne</b>		<b>2 837,0</b>
Deuxième tronçon de l'autoroute A1 (RTE-T) sur l'axe autoroutier Gdansk-Katowice-Brno-Vienne	Gdansk Transport Company SA	575,0
Reconstruction et modernisation de la ligne de chemin de fer E65 reliant Varsovie à Gdansk (corridor RTE-T prioritaire VI)	PKP Polskie Linie Kolejowe SA	400,0
Financement, sous forme d'un prêt-cadre, de projets d'infrastructure de petite et moyenne dimension dans la Voïvodie de Mazovie	Województwo Mazowieckie	88,0
Programme d'investissement comportant de nombreux projets d'aménagement de petite et moyenne dimension concernant la voirie urbaine de la ville de Varsovie	Miasto Stołeczne Warszawa	118,2
Aménagements de petite et moyenne dimension, de la voirie urbaine de la ville de Poznan	Ville de Poznań	47,7
Modernisation et extension de l'infrastructure d'assainissement de la ville de Varsovie	Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji m. st. Warszawy S.A.	317,9
Financement d'investissements multisectoriels de petite et moyenne dimension dans la ville de Bydgoszcz	Bydgoszcz	63,9
Construction d'une nouvelle ligne de production pour la fabrication de carton ondulé dans l'actuelle usine de papier et de pâte à papier du groupe à Swiecie	Mondi Świecie S.A.	140,6
Construction d'une usine de pneus de camion et d'autobus à Stargard Szczecinski (dans le nord-ouest du pays)	Bridgestone Stargard Sp. z.o.o.	100,0
Renforcement des capacités de production et modernisation des outils de production et aussi des activités de recherche et de développement de produits électroménagers en Pologne, Suède, Hongrie et Roumanie	Electrolux AB	150,0
Activités publiques de recherche scientifique et universitaire	République de Pologne	600,0
Financement d'investissements de petite dimension réalisés par des micro-entreprises (sur la base de titrisation)	Roof Poland Sp. z.o.o.	29,5
Financement de projets d'infrastructure de petite et moyenne dimension	Dexia Kommunalkredit Bank AG	75,0
	Bank Gospodarstwa Krajowego	100,0
	BRE Bank Hipoteczny SA	31,2
<b>Portugal</b>		<b>2 644,5</b>
Accroissement de la capacité de production d'électricité et modernisation des réseaux de transport et de distribution dans l'archipel de Madère	EEM Empresa de Electricidade da Madeira SA	25,0
Construction et exploitation d'une centrale au gaz naturel à cycle combiné (TGCC) de 862 MWe à Lares/Figueira da Foz, dans le centre du Portugal	EDP - Energias de Portugal SA	50,0
Souscription dans un nouveau fonds d'investissements dans les énergies renouvelables et les infrastructures au Portugal	ESPIRITO SANTO INFRASTRUCTURE FUND-I (SPV)	15,0
Construction d'une centrale de cogénération industrielle au gaz naturel, située sur le site de la raffinerie de Porto	Galp Energia SGPS SA	50,0

Renforcement et extension du réseau de transport d'électricité sur le territoire portugais	REN - Rede Eléctrica Nacional, SA	250,0
Réalisation d'un système de métro léger à Porto	Metro do Porto SA	60,0
Construction de tronçons autoroutiers à péage (76 km) et réfection de routes existantes dans la banlieue sud-est de Porto	AEDL - Auto-estradas do Douro Litoral, S.A.	350,0
Construction et élargissement de l'axe A4/IP4 reliant Amarante (Geraldes) et Vila Real (Parada de Cunhos)	Auto-Estrada do Marão SA	200,0
Modernisation et électrification d'une partie de la ligne ferroviaire «Beira Balsa» et réalisation de petits aménagements visant l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire	Rede Ferroviária Nacional - REFER EP	160,0
Mise à deux fois deux voies de l'autoroute IP4, située sur le réseau RTE-T, entre Vila Real et la frontière espagnole à Quintanilha, dans le nord-est du Portugal	AUTO-ESTRADAS XXI - SUBCONCESSIONÁRIA TRANSMONTANA S.A. (SPV)	289,0
Extension et passage au numérique à large bande des lignes de téléphonie fixe par le recours aux technologies DSL et ATM	PT Comunicações SA	90,0
Construction et exploitation de plusieurs installations et équipements destinés au traitement biologique et mécanique, au compostage et à la digestion anaérobie de déchets organiques solides	Suldouro - Valorização e Tratamento de Resíduos Sólidos Urbanos, S.A.	31,7
	Valorlis - Valorização e Tratamento de Resíduos Sólidos, S.A.	15,8
	Valnor - Valorização e Tratamento de Resíduos Sólidos, S.A.	10,6
	Amarsul - Valorização e Tratamento de Resíduos Sólidos, S.A.	39,6
	Algar - Valorização e Tratamento de Resíduos Sólidos, S.A.	34,3
Projets de revitalisation urbaine et de logement social sur l'ensemble du territoire portugais	Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana I.P.	50,0
Conception et mise au point de la production de deux nouveaux modèles de voitures particulières à Palmela (Portugal) et dans le centre de recherche-développement de Wolsburg (Allemagne)	Autoeuropa Automóveis Lda.	96,1
Conception et mise au point de la production de deux nouveaux modèles de voitures particulières à Palmela (Portugal) et dans le centre de recherche-développement de Wolsburg (Allemagne)	Volkswagen AG	58,9
Construction deux nouvelles unités de production de chlore et d'acide nitrique et agrandissement des usines existantes de mononitrobenzène (MNB) et d'aniline à Estarreja, dans la région Centre du Portugal	CUF - Químicos Industriais S.A.	60,0
Construction et exploitation d'une usine de production de turbines pour éoliennes à Viana do Castelo	Enerconpor - Energias Renováveis de Portugal Lda	26,1
Construction et exploitation d'une usine de production de turbines pour éoliennes à Viana do Castelo	ENEOP 3 - Desenvolvimento de Projecto Industrial, S.A.	44,3
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Banco Comercial Português S.A.	50,0
	Banco Espírito Santo S.A.	150,0
	Caixa Geral de Depósitos, S.A.	150,0
	Banco BPI SA	150,0
	Caixa Económica Montepio Geral	88,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension réalisés par des entreprises de taille intermédiaire	Banco Comercial Português S.A.	50,0
<b>Roumanie</b>		<b>1 112,5</b>
Acquisition de matériel roulant pour le réseau de transport en commun de la ville d'Oradea	Ville d'Oradea	16,4
Aménagements prioritaires concernant les secteurs de l'eau et de la gestion des déchets dans plusieurs communes	Roumanie	31,1
Cofinancement de programmes opérationnels sectoriels en faveur de l'environnement, la compétitivité économique et les transports	Roumanie	1 000,0
Renforcement des capacités de production et modernisation des outils de production et aussi des activités de recherche et de développement de produits électroménagers en Pologne, Suède, Hongrie et Roumanie	Electrolux AB	15,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Unicredit Leasing Corporation IFN SA	50,0
<b>Slovénie</b>		<b>159,0</b>
Construction et exploitation de deux centrales hydroélectriques au fil de l'eau, implantées sur le cours inférieur de la Sava, à Blanca et à Krsko dans l'est du pays	Holding Slovenske Elektrarne Doo	74,0

Réaménagement et modernisation de l'hôtel Palace à Portoroz	Istrabenz Hoteli Portorož d.o.o.	35,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Nova Ljubljanska banka d.d.	50,0
<b>Slovaquie</b>		<b>160,8</b>
Programme d'investissement plurisectoriel destiné à améliorer les infrastructures régionales	Bratislavský samosprávny kraj	20,8
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	CSOB Leasing a.s.	20,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension réalisés par des entreprises de taille intermédiaire	UniCredit Bank Slovakia A.S.	50,0
	Société privée	70,0
<b>Finlande</b>		<b>710,0</b>
Modernisation de la flotte d'aéronefs	Finnair Oyj	250,0
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur des produits chimiques en Finlande, Allemagne, Suède et Pologne	Kemira Oyj	100,0
Activités de recherche-développement et d'innovation (RDI) concernant des produits et des services environnementaux et dans des programmes stratégiques de mise au point de nouveaux produits dans les installations de recherche-développement en Finlande et en Suède	Metso Oyj	160,0
Construction de locaux adaptés aux besoins d'entreprises de haute technologie et d'instituts de recherche dans des parcs scientifiques, déjà existants ou nouvellement créés, localisés sur cinq sites différents en Finlande	Technopolis Oyj	100,0
Construction d'écoles et d'installations de protection sociale, rénovation d'établissements existants et amélioration d'installations culturelles et de loisirs dans la ville de Vantaa	Vantaan kaupunki	50,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Aktia Pankki Oyj	50,0
<b>Suède</b>		<b>1 311,4</b>
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans du matériel et outillage pour la production industrielle, la construction et l'exploitation minière à Sandviken	Sandvik AB	212,4
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans les domaines des soins médicaux et des technologies y relatives, principalement à Solna et Getinge	Getinge AB	53,5
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) pour le développement d'infrastructures de télécommunications destinées à la prochaine génération de réseaux mobiles à haut débit	Telefonaktiebolaget LM Ericsson	422,4
Activités de recherche-développement et d'innovation visant à mettre au point des motorisations, des technologies hybrides et de nouveaux carburants	Scania CV AB	317,9
Renforcement des capacités de production et modernisation des outils de production et aussi des activités de recherche et de développement de produits électroménagers en Pologne, Suède, Hongrie et Roumanie	Electrolux AB	40,0
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Special purpose entity/fund	3,3
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) destinés à améliorer l'efficacité écologique du matériel forestier, du matériel d'entretiens des parcs et jardins	Husqvarna AB	67,9
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) concernant des produits d'hygiène et d'emballage à Sundsvall et Göteborg	Svenska Cellulosa Ab Sca (publ)	194,1
<b>Royaume-Uni</b>		<b>3 795,7</b>
Troisième phase de l'aménagement du terminal d'importation de GNL de l'île de Grain	National Grid Grain LNG Ltd	183,0
Construction et exploitation du parc éolien offshore d'une capacité totale de 172 MW, situé à 7 km au large de l'Essex	Dong Energy A/S	250,0
Agrandissement et modernisation du réseau de distribution du gaz, situé dans le nord-est de l'Angleterre	Northern Gas Networks Ltd	180,7
Modernisation des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le sud-ouest de l'Angleterre	South West Water Ltd	127,1
Modernisation des réseaux d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées dans le nord-est de l'Angleterre	Northumbrian Water Ltd	151,9
Aménagements relatifs à l'approvisionnement en eau et au traitement des eaux usées situés dans le nord-ouest de l'Angleterre	United Utilities Water Plc	501,5
Aménagements des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement au Pays de Galles	Dŵr Cymru Cyfyngedig	126,5
Aménagements relatifs à l'assainissement et à l'adduction d'eau dans le sud-ouest de l'Angleterre	Wessex Water Services Ltd	177,9
Démolition, reconstruction et modernisation de logements sociaux ainsi que construction d'une maison de quartier dans le cadre d'une stratégie globale de revitalisation urbaine dans la cité de Rayners Lane (London Borough of Harrow)	Home Group Ltd	98,0
Rénovation de quelque 8 100 logements sociaux situés dans le comté de Torfaen (Pays de Galles)	Torfaen County Borough Council	71,9
Financement de projets de revitalisation urbaine de petite et moyenne dimension	The Housing Finance Corporation Ltd	127,1
Activités de recherche-développement liés à la technologie de fabrication de verre flotté et aux verres plats à St. Helens, dans le Merseyside (Royaume-Uni), ainsi que dans deux petits centres de recherche-développement en Allemagne (Witten and Gelsenkirchen)	NSG UK Enterprises Ltd	72,7

Développement d'un nouveau moteur (Trent XWB) destiné à l'aéronautique (conçu pour la famille d'avions Airbus A350 XWB), avec intégration de plusieurs innovations technologiques sur le site de Derby	Rolls-Royce plc	252,4
Activités de recherche-développement dans le domaine des catalyseurs et technologies respectueux de l'environnement	Johnson Matthey Plc	127,2
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Special purpose entity/fund	3,3
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur des nouveaux médicaments génériques et biosimilaires en Hongrie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Israël	TEVA Gyógyszergyár Zrt.	78,3
Construction, modernisation et équipement des infrastructures de recherche-développement des activités pharmaceutiques du groupe en Europe	Sanofi-aventis	2,6
Modernisation d'établissements scolaires et d'installations complémentaires en Irlande du Nord	Belfast Education and Library Board	70,7
Construction et remise à neuf de 11 écoles dans le district de Dumfries et Galloway	Dumfries and Galloway Regional Council	79,3
Financement de projets dans l'enseignement post-obligatoire sur l'ensemble du territoire du Royaume-Uni	Entité publique	254,2
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Close Brothers Ltd	76,3
	Bank of Scotland	301,2
	Barclays Bank Plc	180,7
	The Royal Bank of Scotland plc	301,2
<b>Europe du Sud-Est</b>		<b>3 452,9</b>
<b>Turquie</b>		<b>2 706,0</b>
Modernisation et extension de réseaux de distribution d'électricité dans le pays	Türkiye Elektrik Dağıtım A.Ş.	100,0
Financement, sous forme d'un prêt-cadre, d'infrastructures de petite et moyenne dimension	Türkiye Sınai Kalkınma Bankası A.Ş.	200,0
	Türkiye Kalkınma Bankası A.Ş.	
Construction de huit centrales hydroélectriques dans le sud-est de la Turquie	Enerjisa Enerji Üretim A.Ş.	135,0
Renouvellement et extension de la flotte	Turkish Airlines Inc.	99,8
Construction de la première ligne d'un réseau moderne de tramways dans la ville d'Antalya	Antalya Büyükşehir Belediyesi	19,0
Extension du réseau de transports collectifs de la Ville d'Istanbul	Istanbul Büyükşehir Belediyesi	700,0
Extension du réseau de métro léger de la ville de Bursa	Bursa Büyükşehir Belediyesi	100,0
Renforcement de bâtiments publics à Istanbul en vue d'accroître la résistance de la ville aux grands tremblements de terre	République de Turquie	300,0
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) relatives à des composantes destinées aux secteurs de l'aéronautique et de l'automobile sur le site de Saint-Ouen-l'Aumône (près de Paris) et à Izmir (Turquie)	Blanc Aero Industries	2,5
	Lisi	
	Lisi Automotive Former	
Fabrication d'un nouveau véhicule commercial léger qui remplacera le modèle Doblò actuel	Tofaş Türk Otomobil Fabrikası A.Ş.	200,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Fortis Bank A.Ş.	150,0
	Türkiye İhracat Kredi Bankası A.Ş.	100,0
	Türkiye Garanti Bankası A.Ş.	200,0
	Akbank T.A.Ş.	249,6
Financement d'infrastructures locales de petite et moyenne dimension	Denizbank A.Ş.	150,0
<b>Bosnie-Herzégovine</b>		<b>260,0</b>
Construction d'un tronçon autoroutier de 15 km entre Drivusa et Kakani, sur le corridor Vc	Bosnie-Herzégovine	75,0
Remise en état et construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement	Bosnie-Herzégovine	60,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Intesa Sanpaolo Banka dd	25,0
	UniCredit Bank a.d. Banja Luka	25,0
Financement de projets d'infrastructure de petite et moyenne dimension	Hypo Alpe-Adria-Bank a.d. Banja Luka	22,5
	Hypo Alpe-Adria-Leasing d.o.o.	15,0
	Hypo Alpe-Adria-Bank d.d.	37,5
<b>Serbie</b>		<b>257,0</b>



Déploiement du deuxième réseau de GSM sur le territoire du Kosovo	Telekom Slovenije d.d.	87,0
Financement de projets d'infrastructure de petite et moyenne dimension	Republic of Serbia	50,0
Modernisation, réaménagement et agrandissement de quatre hôpitaux de soins tertiaires en Serbie (Belgrade, Nis, Novi Sad et Kragujevac)	Republic of Serbia	70,0
Financement, au moyen d'opérations de crédit-bail, d'investissements de petite et moyenne dimension	Hypo Alpe-Adria-Bank ad Beograd	50,0
<b>Croatie</b>		<b>170,0</b>
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Hrvatska banka za obnovu i razvitak	60,0
	Erste & Steiermärkische Bank d.d.	40,0
	Privredna Banka Zagreb d.d.	40,0
Financement, sous forme de crédit-bail, d'investissements de petite et moyenne dimension	Unicredit Leasing Croatia d.o.o.	30,0
<b>Monténégro</b>		<b>50,0</b>
Remise en état et modernisation d'infrastructures électriques en Serbie et au Monténégro	Elektroprivreda Crne Gore	3,0
Rénovation et modernisation, nécessaires et urgentes, des aéroports de Podgorica et Tivat	J.P. Aerodromi Crne Gore	1,0
Remise en état de routes et de ponts sur tout le territoire	République du Monténégro	4,0
Remise en état d'infrastructures ferroviaires sur la grande ligne qui traverse le pays et acquisition de matériel roulant	Zeljeznica Crne Gore a.d.	7,0
Remise en état et construction d'infrastructures locales d'alimentation en eau et d'assainissement	République du Monténégro	5,0
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Hypo Alpe-Adria-Bank AD Podgorica	30,0
<b>ARYM</b>		<b>10,0</b>
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	NLB Tutunska Banka ad Skopje	10,0
<b>Europe orientale, Caucase du Sud, Russie</b>		<b>170,0</b>
<b>Ukraine</b>		<b>150,0</b>
Construction d'une ligne de transport d'électricité entre Rivne et Kiev	Ukraine	150,0
<b>Moldova</b>		<b>20,0</b>
Modernisation des infrastructures aéroportuaires côté piste et extension du terminal de l'aéroport de Chisinau	I.S. Aeroportul Internațional Chișinău	20,0
<b>Pays méditerranéens</b>		<b>1 290,0</b>
<b>Opérations régionales - Méditerranée</b>		<b>16,0</b>
Prise de participation dans un fonds de participation à compartiments qui prend des parts minoritaires dans des PME privées du bassin méditerranéen	Altermed	3,0
Prise de participation dans un nouveau fonds d'investissement ciblant les entreprises privées implantées dans les pays partenaires méditerranéens	EuroMena II	13,0
<b>Machrek</b>		<b>641,4</b>
<b>Syrie</b>		<b>277,0</b>
Construction d'une centrale électrique à turbine à gaz à cycle combiné (TGCC) alimentée au gaz naturel, située à 25 km au sud de Damas	République arabe syrienne	275,0
Prise de participation dans un établissement financier	First Microfinance Institution Syria	2,0
<b>Égypte</b>		<b>275,5</b>
Extension du réseau égyptien de transport de gaz à haute pression	Egyptian Natural Gas Holding Company	250,0
Prise de participation dans un fonds de capital-investissement à capital fixe	Sphinx Turnaround Fund Sca, SICAV-SIF	13,0
Prise de participation dans un fonds à capital fixe spécialisé dans les entreprises de taille intermédiaire	Beltone MidCap, SICAV-SIF	12,5
<b>Liban</b>		<b>52,0</b>
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension	Bank of Beirut SAL	25,0
	Crédit Libanais SAL	20,0
	Intercontinental Bank of Lebanon S.A.L.	7,0
<b>Jordanie</b>		<b>36,9</b>
Construction du boulevard périphérique d'Amman	Hashemite Kingdom of Jordan	36,9
<b>Maghreb</b>		<b>599,5</b>
<b>Tunisie</b>		<b>311,0</b>
Construction et exploitation d'une centrale à cycle combiné à double alimentation à Ghannouch	Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG)	86,0

Développement du réseau de transport et de distribution de gaz naturel dans le pays	Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG)	60,0
Amélioration de l'équipement en infrastructures routières urbaines de la Tunisie	République de Tunisie	110,0
Mise à niveau technique des moyens de production existants du Groupe chimique tunisien dans le but d'améliorer la protection de l'environnement à Skhira et à M'Dhilla près de Gabès	Groupe Chimique Tunisien	55,0
<b>Maroc</b>		<b>288,5</b>
Renforcement du réseau de transport d'électricité sur l'ensemble du territoire	Office National de l'Électricité	170,0
Aménagement du deuxième terminal de conteneurs du port de Tanger-Med	Eurogate Tanger	40,0
Construction d'environ 15 500 km de routes rurales sur la période 2005-2015	Caisse pour le Financement Routier	60,0
Prise de participation dans un fonds carbone à capital fixe	Fonds Capital Carbone Maroc	6,5
Participation à un fonds de capital-investissement	Fonds Massinissa Lux	12,0
<b>Autres</b>		<b>33,1</b>
<b>Israël</b>		<b>33,1</b>
Activités de recherche-développement combinant techniques de pointe et essais cliniques d'appareils médicaux en Israël, aux États-Unis, en Europe et en Asie	Med Invest Capital Sarl	3,3
Activités de recherche-développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur des nouveaux médicaments génériques et biosimilaires en Hongrie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Israël	TEVA Gyógyszergyár Zrt.	29,7
<b>Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) et PTOM</b>		<b>561,0</b>
<b>AFRIQUE</b>		<b>464,4</b>
<b>Opérations régionales - Afrique</b>		<b>73,0</b>
Prise de participation dans un fonds ayant pour vocation d'investir dans des entreprises qui exercent leurs activités en Afrique occidentale et centrale	Atlantic Coast Regional Fund LLC	15,0
Fonds régional destiné à apporter des capitaux de démarrage à des entreprises minières privées sur tout le continent africain	African Lion 3 Ltd.	11,0
Participation dans un fonds ayant pour vocation d'investir en fonds propres dans des entreprises qui exercent leurs activités en Afrique	Aureos Africa Fund LLC	27,0
Prise de participation dans un fonds de capital-investissement à capital fixe ayant pour vocation d'investir dans des entreprises du secteur privé	Africinvest Fund II LLC	20,0
<b>Afrique australe et Océan indien</b>		<b>148,8</b>
<b>Madagascar</b>		<b>48,0</b>
Doublement de la capacité de la plus grande centrale hydroélectrique de Madagascar à Andekaleka	République de Madagascar	24,5
Renforcement et extension du réseau d'approvisionnement en eau d'Antananarivo	République de Madagascar	23,5
<b>Namibie</b>		<b>35,0</b>
Mise en place d'une ligne de connexion entre les réseaux de transport d'électricité de la Namibie, de la Zambie et des autres pays membres du Pool d'électricité de l'Afrique australe	Namibian Power Corporation (Pty) Ltd.	35,0
<b>Malawi</b>		<b>30,8</b>
Amélioration et extension des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement à Blantyre et Lilongwe	République du Malawi	15,8
Financement d'investissements au Malawi à l'aide de crédits à long terme en faveur de petites et ou moyennes entreprises	First Merchant Bank Ltd	15,0
<b>Zambie</b>		<b>20,0</b>
Ouverture d'une ligne de crédit destinée à des intermédiaires financiers pour rétrocession à des petites ou moyennes entreprises	Stanbic Bank Zambia Ltd	4,0
	Standard Chartered Bank Zambia plc	4,0
	Finance Bank Zambia Ltd	4,0
	African Banking Corporation Zambia Ltd	4,0
	Investrust Bank Plc	4,0
<b>Maurice</b>		<b>15,0</b>
Fonds de capital-investissement axé sur les entreprises de technologies opérant en Afrique sub-saharienne	Adlevo Capital Africa LLC	15,0
<b>Afrique centrale et équatoriale</b>		<b>114,1</b>
<b>Congo (Rép. démocratique)</b>		<b>110,0</b>
Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga, modernisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité en République démocratique du Congo	République démocratique du Congo	55,0
		55,0
<b>Cameroun</b>		<b>4,1</b>
Extension et modernisation d'une plantation de bananes	Société des plantations de Mbanga SA	4,1
<b>Afrique occidentale</b>		<b>94,5</b>
<b>Cap-Vert</b>		<b>47,0</b>



Modernisation et extension des ports de Palmeira (sur l'île de Sal) et de Praia (la capitale du pays, située sur l'île de Santiago)	République du Cap-Vert	47,0
<b>Sénégal</b>		<b>20,0</b>
Dépollution de la baie de Hann, au sud-est de Dakar, par la construction d'infrastructures d'assainissement	République du Sénégal	20,0
<b>Burkina Faso</b>		<b>18,5</b>
Extension du système d'adduction et de distribution d'eau potable de l'agglomération de Ouagadougou	Burkina Faso	18,5
<b>Niger</b>		<b>8,0</b>
Financement, à moyen et long terme, d'investissements de petite et moyenne dimension	Société Nigérienne de Banque	8,0
<b>Libéria</b>		<b>1,0</b>
Prise de participation dans un établissement financier	AccessBank Liberia Ltd	1,0
<b>Afrique orientale</b>		<b>34,0</b>
<b>Éthiopie</b>		<b>29,0</b>
Construction d'une cimenterie à environ 70 km d'Addis-Abeba	Derba-MIDROC Cement Plc	29,0
<b>Ouganda</b>		<b>5,0</b>
Extension d'une plantation d'eucalyptus et de pin à Namwasa au nord-ouest de Kampala	New Forests Company Ltd	5,0
<b>CARAÏBES</b>		<b>63,5</b>
<b>Jamaïque</b>		<b>35,0</b>
Mise à niveau technique et extension de l'aérogare et des infrastructures connexes de l'aéroport international à Kingston	Airports Authority of Jamaica	35,0
<b>République dominicaine</b>		<b>19,5</b>
Financement, à moyen et long terme, de projets d'investissement de petites, moyennes et micro-entreprises	Banco de Ahorro y Crédito Adopem SA	1,0
Financement d'investissements de petite dimension	Banco de Ahorro y Crédito Ademi SA	10,0
	Banco de Ahorro y Crédito Adopem SA	5,0
	Fondo Para el Desarrollo, Inc.	3,5

<b>Opérations régionales - Caraïbes</b>		<b>9,0</b>
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension	Development Finance Ltd	9,0
<b>PACIFIQUE</b>		<b>23,1</b>
<b>Opérations régionales - Pacifique</b>		<b>23,1</b>
Mise en place de réseaux concurrentiels de télécommunications mobiles 2G sur un certain nombre de marchés du Pacifique	Digicel (Samoa) Ltd	3,7
	Digicel (Vanuatu) Ltd	4,8
	Digicel (Tonga) Ltd	3,9
	Digicel (Fiji) Ltd	10,7
<b>PTOM</b>		<b>10,0</b>
<b>Opérations régionales - PTOM</b>		<b>10,0</b>
Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans les PTOM des Caraïbes	Ontwikkelingsbank van de Nederlandse Antillen	10,0
<b>Afrique du Sud</b>		<b>202,5</b>
<b>Afrique du Sud</b>		<b>202,5</b>
Financement de logements sociaux abordables et des infrastructures urbaines connexes, y compris des équipements sociaux, sur l'ensemble du territoire de l'Afrique du Sud	Standard Bank of South Africa Ltd	30,0
	Absa Bank Ltd	30,0
	Banque de développement d'Afrique du Sud	30,0
	Nedcor Bank Ltd	30,0
	National Housing Finance Corporation Ltd	30,0
Extension des capacités de production d'acier revêtu sur plusieurs sites en Afrique	Safal Steel (Pty) Ltd	12,5
Construction d'une unité de production de modules photovoltaïques à couche mince à Paarl (Province occidentale du Cap)	Thin Film Solar Technologies SA (Pty) Ltd	40,0
<b>Amérique latine et Asie</b>		<b>468,5</b>
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>		<b>318,5</b>
<b>Brésil</b>		<b>200,0</b>
Extension et modernisation d'un réseau numérique de télécommunications mobiles	Tim Celular S.A.	166,0
	Tim Nordeste S.A.	34,0
<b>Paraguay</b>		<b>68,5</b>
Extension d'un réseau GSM	Telefónica Celular del Paraguay S.A.	68,5
<b>Mexique</b>		<b>50,0</b>
Financement d'investissements de petite et moyenne dimension dans le domaine de l'environnement	Banco Nacional de Comercio Exterior SNC	50,0
<b>ASIE</b>		<b>150,0</b>
<b>Inde</b>		<b>150,0</b>
Prêt-cadre pour le financement d'investissements dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique	Export-Import Bank of India	150,0